

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

[C – 2004/27126]

22 AVRIL 2004. — Arrêté du Gouvernement wallon adoptant définitivement la révision du plan de secteur de Tournai-Leuze-Péruwelz en vue de l'inscription d'une zone d'activité économique mixte et d'une zone d'activité économique industrielle sur le territoire de la ville de Tournai (Blandain et Marquain), en extension des zones d'activité économique de Tournai Ouest I et II et de l'inscription d'un périmètre de réservation pour le tracé d'un nouveau raccordement autoroutier à ces zones (planche 37/6N)

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme et du patrimoine, notamment les articles 22, 23, 30, 35, 37, 41 à 46 et 115;

Vu le Schéma de développement de l'espace régional (SDER) adopté par le Gouvernement le 27 mai 1999;

Vu l'arrêté royal du 24 juillet 1981 établissant le plan de secteur de Tournai-Leuze-Péruwelz, notamment modifié par les arrêtés de l'Exécutif régional wallon des 20/12/1990 (inscription du tracé de l'A8), 07/03/1991 (inscription du zoning de Tournai-Ouest) et 29/07/1993 (inscription du tracé de la RN511 et de zones artisanales à Pecq et à Estaimpuis);

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 octobre 2002 décidant la révision du plan de secteur Tournai-Leuze-Péruwelz et adoptant l'avant-projet de modification de plan en vue de l'inscription d'une zone d'activité économique mixte et d'une zone d'activité économique industrielle sur le territoire de la ville de Tournai, en extension des zonings de Tournai Ouest I et II (planche 37/6N);

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 septembre 2003 adoptant le projet de révision du plan de secteur de Tournai-Leuze-Péruwelz en vue de l'inscription d'une zone d'activité économique mixte et d'une zone d'activité économique industrielle sur le territoire de la Ville de Tournai, en extension des zonings de Tournai Ouest I et II (planche 37/6N);

Vu les réclamations et observations, émises lors de l'enquête publique qui s'est déroulée à Tournai entre le 11 octobre 2003 et le 24 novembre 2003, qui portent sur les thèmes suivants :

- le droit d'information;
- le projet alternatif;
- la mixité des centres urbains;
- la contestation de la pertinence du projet et des emplois qu'il est susceptible de générer;
- la mise en œuvre de la zone;
- la réaffectation d'anciens sites désaffectés;
- l'accessibilité au site;
- l'impact du projet sur la fonction agricole;
- l'impact paysager et la création de périmètres d'environnement;
- le régime des eaux;
- les nuisances et risques de pollution;

Vu l'avis favorable assorti de remarques du conseil communal de Tournai en date du 15 décembre 2003;

Vu l'avis favorable relatif à la révision du plan de secteur de Tournai-Leuze-Péruwelz en vue de l'inscription d'une zone d'activité économique mixte et d'une zone d'activité économique industrielle sur le territoire de la ville de Tournai, en extension des zonings de Tournai Ouest I et II et d'un périmètre de réservation pour le tracé d'un nouveau raccordement autoroutier à ces zones (planche 37/6N) émis par la CRAT le 12 mars 2004;

Vu l'avis favorable rendu par le Conseil wallon de l'environnement pour le développement durable en date du 4 mars 2004;

Validation de l'étude d'incidences

Considérant que, dans sa décision du 18 septembre 2003, le Gouvernement a estimé que l'étude d'incidences comprenait la totalité des éléments nécessaires à l'appréciation de l'opportunité et de l'adéquation du projet et l'a dès lors considérée comme complète;

Considérant que des réclamants relèvent des lacunes de l'étude d'incidences en ce qui concerne l'impact sur l'agriculture et le taux d'emploi; qu'un autre estime que la surface de la zone d'activité économique a été largement surevaluée par l'étude d'incidences;

Considérant que tant la CRAT estime que l'étude d'incidences est de bonne qualité, même si elle relève quelques erreurs;

Considérant que le CWEDD estime que l'auteur a livré une étude de qualité satisfaisante, même s'ils relèvent quelques incohérences ou imprécisions,

Considérant que ces éléments ne sont cependant pas de nature à vicier l'appréciation du projet, l'ensemble des éléments indispensables à la décision du Gouvernement étant mis à sa disposition;

Considérant que l'étude d'incidences rencontre le prescrit de l'article 42 du CWATUP et du cahier des charges; que le Gouvernement est suffisamment informé pour statuer en connaissance de cause;

Adéquation du projet aux besoins

Considérant que l'objectif du Gouvernement est de répondre, à bref délai, aux besoins d'espace nécessaire à l'activité économique, estimés à l'horizon 2010;

Considérant que, sur la base d'un rapport établi par la DGEE et de l'analyse qu'il en a faite, le Gouvernement a, par son arrêté du 18 octobre 2002, considéré que le territoire de l'Intercommunale d'aménagement et de développement économique de Tournai, Ath et des communes avoisinantes (IDETA) devait être divisé en deux sous-espaces : l'Ouest (région de Tournai) et le centre-Est (régions de Leuze et Ath, et d'Enghien); qu'il a considéré que la région Ouest du territoire de l'IDETA, constituant le territoire de référence pour le présent arrêté, présentait, globalement, des besoins à dix ans en terrains destinés à l'activité économique estimés à quelque 82 hectares de superficie nette, auxquels il convenait d'ajouter forfaitairement 10 % de superficie nécessaire à l'équipement technique de la zone, soit une superficie de quelque 90 hectares à inscrire en zone d'activité économique; qu'en outre, les dynamiques transfrontalières générées par les pôles voisins de Tournai justifient l'inscription d'une superficie légèrement supérieure, soit 104 Ha;

Considérant que l'étude d'incidences n'a pas remis en cause cette analyse : tant la pertinence de la délimitation du territoire de référence que l'existence et l'ampleur des besoins socio-économiques de ce territoire, dans l'horizon de temps défini par le Gouvernement, sont confirmés;

Considérant que la CRAT, malgré les réclamations émises lors de l'enquête publique, se rallie à la validation des besoins opérée dans l'étude d'incidences pour le territoire de référence, en soulignant que 9,5 Ha situés en bordure du village de Blandain seront affectés à la création d'un dispositif d'isolement;

Considérant que si le CWEDD émet certains doutes quant à l'adéquation des surfaces par rapport aux besoins, en regrettant que l'étude ait essentiellement été effectuée par extrapolation des situations ayant prévalu à Tournai-Ouest I et II, il faut observer que, d'une part, cette méthode d'estimation est classique et généralement admise et que, d'autre part, s'il devait apparaître que ces craintes sont partiellement fondées, l'objection serait rencontrée, comme le CWEDD le suggère lui-même, par l'imposition du phasage prévu par le CCUE;

Validation du projet

Considérant que l'arrêté du 18 octobre 2002 est fondé sur la considération que l'avant-projet contribue à renforcer la structure spatiale du SDER; qu'en effet Tournai y est considéré comme un pôle situé dans l'aire de coopération transrégionale avec la métropole Lilloise et un point d'ancrage sur l'eurocorridor Lille-Liège;

Considérant que l'étude d'incidences a estimé fondée l'option de l'avant-projet de plan modificatif en ce qu'il vise l'inscription d'une zone d'activité économique de 104 hectares sur le territoire de la ville de Tournai;

Considérant qu'en conséquence, le Gouvernement a confirmé son option dans l'arrêté du 18 septembre 2003;

Considérant que la CRAT valide également cette décision;

Examen des alternatives de localisation

Considérant que, conformément à l'article 42, alinéa 2, 5° du Code wallon, et au cahier spécial des charges, l'étude d'incidences a procédé à la recherche d'alternatives; que ces alternatives peuvent porter sur la localisation, la délimitation ou encore la mise en œuvre de la zone à inscrire au projet de plan de secteur;

Considérant qu'aucune alternative de localisation n'a été dégagée par l'auteur de l'étude d'incidences, le site proposé étant le plus adéquat pour répondre aux objectifs de la révision du plan de secteur;

Examen des alternatives de délimitation et de mise en œuvre

Considérant que l'étude d'incidences a mis en évidence que les inconvénients présentés par la zone en projet pourraient être sérieusement atténués, si sa délimitation était modifiée de façon à, en accroissant de 6,8 Ha la superficie, permettre la réalisation d'un nouvel accès à l'autoroute E42, ce qui accroîtra l'accessibilité du site et garantira une meilleure sécurité d'évacuation; que cette superficie additionnelle est compensée par une augmentation équivalente du dispositif d'isolement prévu au nord-ouest de la zone d'activité de façon à mieux préserver le village de Blandain des nuisances;

Considérant, en outre, que l'étude d'incidences a proposé d'inverser la localisation de la zone d'activité économique mixte avec celle de la zone d'activité économique industrielle de sorte à permettre une connexion directe de celle-ci à la ligne de chemin de fer situé au nord du site; que le Gouvernement a retenu cette option dans la mesure où elle permettra de créer une desserte bimodale de la partie industrielle;

Considérant que, dans son arrêté du 18 septembre 2003, le Gouvernement a donc estimé qu'il résultait de cette étude comparative que la solution la meilleure pour rencontrer les objectifs poursuivis par le Gouvernement consistait à retenir le projet initial, en revoyant son périmètre selon les suggestions formulées par l'auteur de l'étude d'incidences et en inversant le positionnement des zones mixtes et industrielles, et, dès lors, de retenir comme projet de révision du plan de secteur l'inscription de cette zone selon des affectations inversées et une délimitation modifiée;

Considérant que le CWEDD estime que la variante de délimitation, proposée par l'auteur de l'étude et retenue par le Gouvernement, constitue la meilleure solution pour l'inscription d'une ZAEM et d'une ZAEI à cet endroit;

Considérant que la CRAT n'a émis aucune critique à l'égard de cette solution;

Prise en considération des recommandations générales du CWEDD

Considérant que le CWEDD a émis, dans ses différents avis, une série de considérations générales relatives à la procédure de révision et de recommandations générales relatives à la mise en œuvre éventuelle des projets;

Considérant que, tout d'abord, il estime que le travail d'évaluation effectué pour la réalisation du plan prioritaire ne sera pertinent que si l'implantation des infrastructures est conditionnée par une nouvelle évaluation des incidences propre au groupement des entreprises; qu'il demande que, lors de l'implantation des établissements, une évaluation environnementale soit réalisée par phase d'occupation de la zone d'activité afin d'avoir une vision globale à l'échelle de celui-ci;

Considérant que le CCUE dont la réalisation est imposée par l'article 31bis du CWATUP aura une durée de validité de dix années maximum; que son renouvellement impliquera nécessairement un nouvel examen de la situation et permettra d'adapter ses dispositions à l'évolution qui aura été constatée sur le terrain et aux données complémentaires qui auront été recueillies dans l'intervalle; que, le cas échéant, ce réexamen sera l'occasion d'initier les procédures de réaffectation ou de changement d'affectation qui apparaîtraient opportunes; que cette procédure permettra donc de rencontrer largement la suggestion formulée par le CWEDD;

Considérant que, ensuite, le CWEDD rappelle ses recommandations relatives aux relations entre la mobilité, les transports et l'aménagement du territoire; qu'il se réjouit de l'imposition, par la voie du CCUE, de la réalisation de plans de mobilité, qui permettront de favoriser l'usage de modes doux et des transports en commun; qu'il insiste pour que la circulation piétonne et cycliste soit sécurisée dans les nouvelles zones d'activité économique;

Considérant que cette suggestion paraît opportune; qu'il y a lieu d'imposer que cette sécurisation fasse partie des impositions que devra contenir le CCUE;

Considérant, pour le surplus, que le souhait de voir les nouvelles zones d'activité économique desservies par les transports en commun n'est pas en contradiction avec la politique menée par le Gouvernement; que le réseau des TECs wallons est organisé de telle manière que soient desservis les principaux lieux du territoire générateurs de trafic et que, comme il est essentiellement routier, il est aisément adaptable en fonction de l'évolution des lieux générateurs de flux, sans investissements significatifs; que, d'autre part, vu son coût structurel, le chemin de fer n'est une solution pertinente aux problèmes de mobilité que pour les longues distances et pour des volumes importants; que, dès lors, pour la plupart des besoins individuels de transport des PME qui seront appelées à s'établir dans les nouvelles zones d'activité économique créées, le chemin de fer ne peut être utilisé que combiné avec d'autres moyens de transport, utilisant essentiellement la route; que c'est donc par une intermodalité rail-route, qui sera intégrée dans les plans de mobilité imposés par les CCUE, que les objectifs de mobilité durable définis par le CWEDD pourront être atteints;

Considérations particulières

Considérant qu'il convient d'avoir égard aux éléments particuliers suivants :

— Mixité des centres urbains

Dans l'avant-projet, le Gouvernement a estimé que l'inscription de la zone d'activité économique était compatible avec les principes du SDER parce que :

— le projet s'inscrit dans une commune reprise dans une zone de développement et dans une zone d'intervention des fonds européens de développement;

- si le projet ne peut être considéré comme participant au recentrage de l'urbanisation, il se greffe cependant sur une urbanisation existante puisqu'il est situé au nord ouest de l'autoroute A17 (Tournai-Bruges), à proximité des parcs d'activités existants de Tournai Ouest I et II, ce qui permet l'établissement de synergies avec les entreprises présentes qui y sont implantées et une meilleure utilisation de certains équipements disponibles sans renforcement significatif;

L'étude d'incidences a confirmé cette analyse.

Plusieurs réclamants insistent sur la nécessité de redynamiser les centres urbains en favorisant l'implantation des commerces de détails et services à la population dans le centre ville.

La CRAT estime que ces préoccupations sont adéquatement rencontrées par l'interdiction d'implanter des commerces de détail et des services à la population dans la zone, de manière à ne pas déformer le centre-ville de Tournai.

Le Gouvernement partage cette analyse et maintient donc cette imposition.

- Impacts sur la fonction agricole

Plusieurs réclamants regrettent l'impact du projet sur la fonction agricole et soulignent que plusieurs exploitations seront affectées. Certains d'entre eux réclament une indemnisation adéquate.

Dans l'avant-projet, le Gouvernement a estimé que la révision du plan avait un impact sur la fonction agricole, qui se justifiait par son caractère marginal par rapport à la superficie agricole utile dans le territoire de référence, au regard du nombre d'emplois créés (l'impact socio-économique du projet devrait se traduire par la création de quelque 1700 postes de travail sur le site) et du développement économique induit par sa localisation et les atouts du projet.

L'étude d'incidences a précisé que le projet engendrerait un impact sur plus d'une vingtaine d'exploitations. Pour limiter cet impact et faire application du principe de parcimonie, elle suggère que, au cas où la zone ne serait pas mise en œuvre dans un délai de trois ans à partir de la date du présent arrêté, elle soit réaffectée à sa destination initiale.

La CRAT estime cette suggestion intéressante, mais relève que le délai proposé est tout à fait irréaliste au regard des procédures mises en place et de la nécessité d'obtenir la zone d'activité par les procédures de la législation d'expansion économique.

L'ensemble du plan prioritaire ZAE entraînera l'affectation, en zone d'activité économique, d'un maximum de 1200 hectares, dont une partie significative actuellement classés en zone agricole, soit environ 1,5 % de la superficie agricole utile en Région wallonne (selon les données publiées par la DGA, 756.567 hectares en 2002, dernière année pour laquelle les chiffres sont disponibles). Compte tenu du temps nécessaire à la réalisation de ces nouvelles affectations et du phasage qui est imposé par les CCUE, on peut estimer que ce processus de modification de l'affectation s'étalera sur une dizaine d'années.

La perte de ces superficies ne peut dès lors avoir qu'un impact tout à fait marginal sur l'exploitation agricole, envisagée au niveau régional.

Tout d'abord, compte tenu de l'augmentation de la productivité agricole, la perte de terres cultivées sera largement compensée : si Inter-Environnement-Wallonie et la CRAT indiquent que la perte de terres agricoles devrait entraîner une baisse de production de blé de quelques 7.800 tonnes par an, on peut observer que la hausse de productivité (selon la DGA, un gain de productivité moyenne de 100 KG/ha/an) est telle que, vu le nombre d'hectares affectés à cette culture dans la Région (190.000), la hausse de production (190.000 tonnes sur dix ans) devrait représenter près de 2,5 fois la perte dénoncée.

Ensuite, si on peut craindre un effet négatif de certaines modifications de plan de secteur sur des exploitations particulières, il convient de mettre en parallèle de la perte de terres qu'elles subiront, la superficie de terres agricoles qui fait l'objet de mutation immobilière chaque année, soit 9.000 hectares.

Comme énoncé ci-dessus, la mise en œuvre du Plan Prioritaire ZAE devrait soustraire à l'exploitation agricole environ 120 hectares par an, durant 10 ans. La compensation de ces pertes pour les agriculteurs concernés ne représentera donc que 1,3 % de l'ensemble des mutations immobilières de terres agricoles annuelles qui s'inscrivent, d'ailleurs dans un contexte général de regroupement des terres exploitées dans de plus vastes ensembles.

En conséquence, on peut estimer que les agriculteurs préjudiciés par les modifications des plans de secteurs pourront trouver des terres pour rencontrer les besoins de leurs exploitations.

Même si elles ne présenteront, peut-être pas, les mêmes caractéristiques, de commodité d'exploitation notamment, elles devraient permettre la survie, dans des conditions acceptables, d'un grand nombre d'exploitations. Le solde du dommage causé sera compensé par les indemnités d'expropriation.

En l'occurrence, le Gouvernement constate qu'en imposant dans le CCUE un phasage de la mise en œuvre de la zone cette préoccupation sera rencontrée puisque, d'une part, cela imposera de ne mettre en œuvre la zone que progressivement, au fur et à mesure des besoins, et que, d'autre part, la durée de validité de dix ans du CCUE, entraînera une réévaluation, à ce terme, de l'occupation du sol, ce qui permettra, le cas échéant, de proposer sa réaffectation en fonction des besoins qui devront réellement être satisfaits. Cette mesure est de nature à rencontrer les objectifs du CWEDD émis sous la forme de demande de création d'une structure de gestion et de suivi du transfert des terres agricoles et des compensations.

Au titre de mesure favorable à l'environnement naturel et humain, il devra contenir une note détaillant les ressources qui peuvent être mises à la disposition des agriculteurs dont la pérennité de l'exploitation est menacée par le projet.

Quant aux éventuelles demandes d'indemnisation, elles seront réglées dans le cadre des procédures d'expropriation. Si celles-ci s'avéraient insuffisantes, ces demandes ressortiraient aux juridictions judiciaires, qui accorderont aux fermiers qui seraient préjudiciés les indemnités adéquates, conformément au droit commun.

- Accessibilité et multimodalité

Des réclamants proposent le raccordement de la zone au chemin de fer, certains rappelant que ce raccordement est programmé depuis 1970.

Comme la CRAT le relève, c'est précisément pour permettre un accès de la ZAEI au chemin de fer que l'inversion entre la ZAEM et la ZAEI a été retenue par l'arrêté du 18 septembre 2003.

Quant à l'accessibilité routière et autoroutière, plusieurs réclamants évoquent des difficultés :

- pour assurer une meilleure mobilité autour de Tournai, l'E42-A17 devrait être mise à trois, voire à quatre, bandes et un embranchement autoroutier devrait être créé vers Douai et la plate-forme multimodale de Dourges, ce qui permettrait d'assurer le contournement est et sud de la ville;
- l'accès sud à la zone pourrait être supprimé, la zone ne restant accessible que par les voies existantes de Tournai I et II, ce qui permettrait d'éviter un transit par la rue du Moulin de Calonne et le carrefour du Faisan;
- la nouvelle bretelle d'accès à l'autoroute E42 ne devrait être construite que dans la dernière phase de la mise en œuvre de la zone, au cas où l'entièreté de la zone serait occupée;
- la zone de réservation prévue pour la prolongation de l'autoroute A17 jusqu'au niveau de la N7 devrait être supprimée car le contournement sud de la ville de Tournai a été abandonné par le MET;

- le projet entraînerait une augmentation de la mobilité qui serait contraire aux principes qui guident l'élaboration du PCM de la ville de Tournai.

La CRAT a constaté que, pour l'essentiel, ces remarques n'étaient pas fondées :

- le PCM de Tournai ne prévoit pas la saturation de l'A8 avant 2015, moment où elle pourra être portée à trois bandes;
- la variante de délimitation retenue par le projet permet d'éviter l'encombrement des voiries locales. Le CCUE prévoira d'autre part les dispositions permettant d'assurer la sécurité du trafic local;
- le CCUE permettra de phaser la réalisation de l'accès à l'autoroute E42 en tenant compte des besoins;
- le PCM de la ville de Tournai ne vise pas le site, qui est trop éloigné du centre urbain.

Un réclamant propose d'exploiter les possibilités portuaires, ferroviaires et autoroutières qu'offre l'Escaut, situé en aval de Tournai.

Les possibilités de l'Escaut n'ont pas été ignorées par le Gouvernement et sont exploitées dans le cadre d'autres projets à Tournai – Vaulx et Pecq-Herinnnes l'objet de la présente révision étant de rencontrer d'autres besoins qui ne nécessitent pas l'accès à la voie d'eau et qui doivent également être satisfaits

Quant à la suppression de la zone de réservation prévue pour la prolongation de l'autoroute A7, le Gouvernement ne peut que constater qu'elle ne fait pas l'objet de la présente procédure et qu'elle devra donc être étudiée séparément. Elle n'est pas liée au présent projet.

Les remarques relatives à l'accessibilité par les transports en commun seront, comme le relève la CRAT, réglée par le plan de déplacement d'entreprises imposé par le CCUE.

De même, la CRAT relève que le volet mobilité du CCUE permettra d'assurer le maintien dans le site de sentiers de promenades pédestres ou cyclistes dont certains réclamants demandent la protection.

Quant à la signalisation adéquate du site, elle devra être assurée par le MET et l'opérateur, chacun dans sa sphère de compétence.

- Contestation de la pertinence du projet et des emplois qu'il est susceptible de générer

Des réclamants contestent que le nombre d'emplois qui pourraient être créés dans la zone soient aussi élevé qu'annoncé. L'un d'eux sollicite dès lors la réduction de la surface de la zone. D'autres craignent que les implantations dans la zone soient essentiellement temporaires, des entreprises françaises ou flamandes se contentant d'occuper les terrains pendant un temps limité, pour profiter d'avantages fiscaux, et le quittant ensuite.

La CRAT, qui relève que les parcs existants sont actuellement proches de la saturation, fait écho à ces préoccupations et suggère l'imposition d'une clause de restriction lors de la première vente des terrains, liant l'accord sur l'investissement à la création d'un certain nombre de postes de travail.

Le Gouvernement partage cette préoccupation. Il relève cependant que la mission des opérateurs qui assument la gestion des zones d'activité économique comprend la prise en charge de ces objectifs. Dans le cadre des pouvoirs que leur confère la loi d'expansion économique, et spécialement ses articles 32 et 32 bis, qui leur permettent de faire résoudre les contrats de vente lorsque les conditions imposées ne sont pas respectées, il appartiendra aux opérateurs de veiller à ce que les terrains soient mis à la disposition d'entreprises qui privilégieront la création d'activités économiques génératrices d'emploi dans la durée.

- La mise en œuvre de la zone

La CRAT relève que les différentes réclamations qui ont trait à la mise en œuvre de la zone ne sont pas du ressort direct de l'enquête mais devront être réglées dans le cadre de l'élaboration du CCUE. Il en est ainsi des remarques qui ont trait :

- au passage de l'occupation de la zone et à l'imposition de prescriptions en matière de densité d'occupation, pour respecter le principe de gestion parcimonieuse du sol;
- aux modalités de réalisation de ce CCUE, qui sont réglées par la circulaire du 29 janvier 2004

Quant à l'information des riverains, il appartiendra à l'opérateur de l'assurer par les moyens qu'il estimera adéquats et notamment par le biais de la constitution d'un comité de suivi.

- L'impact paysager et la création de périmètres d'environnement

Des réclamants mettent en évidence la détérioration du cadre de vie. Ils sollicitent l'imposition de règles permettant de concevoir des bâtiments mieux intégrés et de les accompagner d'une végétalisation composée d'essences indigènes.

Un autre sollicite la mise en œuvre d'un périmètre d'isolement car la zone de protection est trop petite autour du hameau du Touquet et le centre du village de Blandain n'est séparé du site que par la voie ferrée sans aucune zone de protection.

La CRAT relève que l'inversion des ZAEM et ZAEI et la création d'un périmètre d'isolement d'une profondeur de 50 mètres, sur toute la bordure nord-ouest de la ZAEM, retenue par l'arrêté du 18 septembre 2003, rencontrent partiellement ces objections. Les volets « paysage » et « urbanisme et architecture » du CCUE assureront une prise en compte du solde de ces préoccupations.

- Réaffectation d'anciens sites désaffectés

Des réclamants suggèrent d'exploiter le potentiel que représentent les sites désaffectés, et particulièrement la briqueterie de Froyennes, plutôt que d'affecter de nouvelles terres agricoles à l'activité économique.

L'auteur de l'étude d'incidences a analysé les alternatives de localisation pouvant rencontrer les objectifs du Gouvernement. Il a conclu qu'il n'existait pas de site alternatif.

La CRAT constate que dans le territoire de référence, la zone Ouest du territoire de l'IDETA, en dehors des sites carriers, il n'existe pas de site d'activité économique désaffecté d'une superficie importante

Le Gouvernement se range à cette analyse.

- Régime des eaux

Différentes observations sont formulées quant à la gestion des eaux souterraines et de surface, quant à l'égouttage et aux risques d'inondations. Les réclamants reprochent à l'étude d'incidences d'avoir insuffisamment pris ces phénomènes en compte.

La CRAT tempère ces critiques. L'étude d'incidences a correctement pris en compte les différents impacts qui devaient être étudiés.

Le respect des dispositions décrétales et réglementaires applicables permet la gestion adéquate des eaux pluviales et usées.

De plus, concernant les eaux usées, le CCUE imposera l'élaboration de solutions adéquates pour égoutter l'extrême sud de la zone, et pour permettre un égouttage efficace des deux parties de la zone d'activités économiques situées de part et d'autre de la ligne de crête. Les études qui seront menées permettront de placer et de dimensionner les bassins d'orage de façon adéquate.

— Les nuisances et risques de pollution

Différents réclamants dénoncent les nuisances que l'exploitation de la zone entraînera pour eux : pollution de l'air, pollutions olfactives, poussières, altération du paysage, bruit, trafic routier, ... Tel est particulièrement le cas pour les habitants du village du Touquet.

Sans nier complètement ces risques, la CRAT constate que l'inversion des ZAEM et ZAEI et la création d'un périmètre d'isolement est de nature à les juguler adéquatement.

Le CCUE intégrera ces éléments pour déterminer la façon la plus adéquate de concevoir les périmètres d'isolement.

— Contraintes physiques

Dans l'avant-projet, le Gouvernement a estimé que le site n'était soumis à aucune contrainte physique majeure répertoriée.

L'étude d'incidences a relevé que le site est situé dans une zone karstique sensible, avec risques d'effondrements modérés. Un réclamant y fait référence.

Le Gouvernement, pour prendre en compte les difficultés que pourraient engendrer les phénomènes karstiques mis en évidence par l'étude d'incidences, a imposé, par le biais du CCUE, la réalisation d'une étude géotechnique qui permettra de définir les précautions particulières qui doivent être respectées par les constructions à édifier dans la zone.

La CRAT approuve cette décision.

Mesures d'accompagnement

Considérant que l'article 46, § 1, al. 2, 3° du CWATUP prévoit que l'inscription d'une nouvelle zone d'activité économique implique soit la réaffectation de sites d'activités économiques désaffectés, soit l'adoption d'autres mesures favorables à la protection de l'environnement, soit une combinaison de ces deux modes d'accompagnement;

Considérant que les mesures d'accompagnement doivent être fonction, d'une part, de la qualité environnementale intrinsèque du périmètre affecté à l'urbanisation et, d'autre part, de l'apport objectif de ces mesures d'accompagnement;

Considérant que la réhabilitation de sites d'activité économique désaffectés reste une partie importante de ces mesures d'accompagnement environnementales;

Considérant que le Gouvernement retient, dans le cadre des mesures d'accompagnement à la présente révision du plan de secteur, la réaffectation d'un certain nombre de sites d'activité économique désaffectés;

Considérant que, dans l'évaluation de la proportion entre les mesures d'accompagnement et les projets d'inscription de nouvelles zones d'activités économiques, il est raisonnable de tenir compte, d'une part, de l'impact différencié de la réhabilitation des sites d'activité économique désaffectés selon leur localisation et leur contamination, d'autre part, de l'impact environnemental de la création d'une nouvelle zone d'activité économique, qui varie selon ses caractéristiques et sa situation; qu'ainsi, il apparaît que, dans le respect du principe de proportionnalité, une réhabilitation lourde doit peser plus que la réhabilitation d'un site moins pollué, que l'impact des mesures favorables à l'environnement doit être apprécié en fonction de l'effet que l'on peut raisonnablement en attendre et que ces mesures doivent être d'autant plus, ou moins, importantes, que la création de la zone nouvelle a des impacts considérables, ou moins considérables, sur son environnement;

Considérant qu'en l'occurrence, à défaut de disposer des éléments permettant d'objectiver les facteurs permettant d'apprécier complètement ces poids et impacts, le Gouvernement juge opportun, à la fois pour respecter sûrement les prescriptions de l'article 46, § 1, al. 2, 3° du CWATUP et dans le souci qui est le sien de promouvoir, autant que cela est raisonnablement possible, la réaffectation de sites d'activité économique désaffectés, d'adopter une interprétation stricte de ce texte, et de respecter une clé correspondant approximativement à un m² de réaffectation de SAED pour un m² d'espace non urbanisable dorénavant affecté à l'activité économique (sous déduction cependant des surfaces antérieurement affectées à l'activité économique et qui sont reclassées en zones non urbanisables);

Considérant que l'accompagnement prévu par l'article 46, § 1, al. 2, 3° du CWATUP peut s'apprécier au niveau régional; que le présent projet s'inscrivant dans un plan prioritaire visant à doter l'ensemble de la Région d'espaces nouveaux destinés à l'activité économique, la clé susdite peut donc être appliquée de façon globale, la compensation pouvant s'effectuer entre l'ensemble des surfaces distraites de zones non urbanisables pour être affectées à l'activité économique (sous déduction cependant des surfaces antérieurement affectées à l'activité économique et qui sont reclassées en zones non urbanisables), d'une part, et l'ensemble des surfaces de SAED réaffectés, d'autre part;

Considérant cependant, que, dans un souci d'équité géographique distributive, il paraît opportun, comme les nouveaux espaces que le plan prioritaire destine à l'activité économique sont répartis sur le territoire de toute la Région, de veiller à ce que les SAED soient aussi répartis de façon équilibrée;

Considérant que, pour assurer cet objectif, la Région a été divisée en cinq secteurs équilibrés et géographiquement homogènes; que le présent projet a donc été versé dans un ensemble de projets (Mouscron, Ath - Ghislenghien, Leuze-en-Hainaut, Tournai - Vaulx, Pecq - Hérisson et Pecq - Estaimpuis - Mouscron);

Considérant qu'au titre de mesures d'accompagnement, le Gouvernement décide de prendre en compte la réaffectation des sites suivants :

— ANTOING	Brasserie Soufflet
— ANTOING	Château de la Kennelée
— ANTOING	Brasserie Farvacque
— ATH	Sucrerie, candiserie et stockages
— ATH	Tuilerie, rue de Foucaumont
— ATH	Sucrerie
— ATH	Sucrerie
— ATH	Sucrerie
— ATH	Silos de la Dendre
— CHIEVRES	Entreprises Europe
— COMINES-WARNETON	Brasserie
— ESTAIMPUIS	Tannerie Poulet
— LESSINES	Flaconnage Amphabel Schott

— LESSINES	Carrières du Syndicat
— LEUZE-EN-HAINAUT	Etablissements Motte
— LEUZE-EN-HAINAUT	Cinéma "MAX"
— LEUZE-EN-HAINAUT	Usine Trenteseaux
— LEUZE-EN-HAINAUT	Etablissements Marcel Dubois
— MOUSCRON	Usine textile Sowatex
— PERUWELZ	Usines Delhayé
— PERUWELZ	La Hersautoise
— TOURNAI	Imprimerie Casterman
— TOURNAI	Brasserie St-Yves
— TOURNAI	Bonneterie et teinturerie Jamart-Wattiez
— TOURNAI	Sucrierie de Barry
— TOURNAI	Bonneterie Commenne
— TOURNAI	Briqueterie Lemaire
— SAINT-GHISLAIN	Carcoke
— MONS	Héribus
— LA LOUVIERE	Fabrique d'engrais Safea
— MONS	Craie phosphatée

qui totalisent une surface au moins équivalente;

Considérant qu'en ce qui concerne les mesures favorables à la protection de l'environnement, comme le CWEDD l'a souligné, l'article 46, § 1^{er}, alinéa 2, 3^o du CWATUP ne permet pas d'y inclure les mesures de protection qui s'imposent en application soit du CWATUP, soit d'une autre réglementation en vigueur; que le Gouvernement tient néanmoins à souligner que, dans le souci d'assurer la protection de l'environnement, il a adopté, parallèlement à la réalisation du plan prioritaire dans le cadre duquel le présent arrêté s'inscrit, un nouvel article 31bis du CWATUP, imposant que toute nouvelle zone d'activité économique soit accompagnée d'un CCUE qui assure la compatibilité de la zone avec son environnement;

Considérant qu'il est ainsi plus que largement satisfait à l'obligation imposée par cet article;

CCUE

Considérant qu'en exécution de l'article 31bis du CWATUP, un CCUE sera établi préalablement à la mise en œuvre de la zone, suivant les lignes directrices de la circulaire ministérielle du 29 janvier 2004;

Considérant que le CWEDD a émis, dans ses différents avis, une série de recommandations générales relatives à la mise en œuvre éventuelle des projets, notamment en matière de gestion des eaux, de l'air, des déchets des mouvements de terre, de suivi des exploitations agricoles affectées par les projets, de mobilité et d'accessibilité, d'intégration paysagère et d'intégration de la végétation;

Considérant que le Gouvernement avait largement anticipé ces recommandations, d'abord en proposant au Parlement l'adoption de l'article 31bis du CWATUP, qui prévoit que les nouvelles zones d'activité économique feront l'objet d'un CCUE, ensuite en définissant le contenu de ce CCUE par la circulaire qu'il a adoptée le 29 janvier 2004;

Considérant que certaines des recommandations formulées par le CWEDD apportent des précisions qui paraissent opportunes, soit de façon générale, soit pour le présent projet, en fonction des caractéristiques qui viennent d'être décrites; qu'il y a dès lors lieu de les intégrer;

Considérant, en conséquence, que le CCUE devra en tout cas contenir les différents éléments ci-dessous énumérés :

- les mesures prises pour permettre un traitement adéquat de la gestion des eaux, en particulier des eaux usées;
- la vérification de la capacité géotechnique du sol et du sous-sol;
- un plan d'occupation progressive de la zone, secteur par secteur, en tenant compte de l'occupation actuelle du site par les exploitants agricoles;
- une note détaillant les ressources qui peuvent être mises à la disposition des agriculteurs dont la pérennité de l'exploitation est menacée par le projet;
- les mesures relatives à la mobilité, interne et externe à la zone, des biens et des personnes, en ce compris la phasage de l'accès à l'E42, le maintien dans les sites de sentiers de promenades (pédestres et cyclistes) et les mesures permettant d'assurer la sécurité du trafic local;
- les mesures d'isolement de la zone;

Conclusion

Considérant qu'il résulte de l'ensemble de ces développements que le présent projet est le plus apte à pourvoir, dans le respect des objectifs énoncés par l'article 1 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, aux besoins d'espaces destinés à l'activité économique, dans le territoire de référence concerné;

Après délibération;

Sur proposition du Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,

Arrête :

Article 1^{er}. Le Gouvernement adopte définitivement la révision du plan de secteur de Tournai-Leuze-Péruwelz, qui comprend l'inscription, sur le territoire de la ville de Tournai, en extension des zonings de Tournai Ouest I et II (planche 37/6N);

- d'une zone d'activité économique mixte
- d'une zone d'activité économique industrielle
- d'un périmètre de réservation pour le tracé d'un nouveau raccordement autoroutier à ces zones.

Art. 2. La prescription supplémentaire suivante, repérée *R 1.1, est d'application dans la zone d'activité économique mixte inscrite au plan par le présent arrêté :

« Les commerces de détail et les services à la population ne sont pas autorisés à s'implanter dans la zone repérée *R 1.1, sauf s'ils sont l'auxiliaire des activités admises dans la zone ».

Art. 3. La prescription supplémentaire suivante, repérée *R 1.5, est d'application dans la zone d'activité économique mixte inscrite au plan par le présent arrêté :

« La partie de zone d'activités économiques repérée *R 1.5 est réservée à la constitution d'un périmètre d'isolement ».

Art. 4. La révision est adoptée conformément au plan annexé.

Art. 5. Le CCUE, établi conformément à l'article 31bis du CWATUP, comprend en tout cas les différents éléments suivants :

- les mesures prises pour permettre un traitement adéquat de la gestion des eaux, en particulier des eaux usées;
- la vérification de la capacité géotechnique du sol et du sous-sol;
- un plan d'occupation progressive de la zone, secteur par secteur, en tenant compte de l'occupation actuelle du site par les exploitants agricoles;
- une note détaillant les ressources qui peuvent être mises à la disposition des agriculteurs dont la pérennité de l'exploitation est menacée par le projet;
- les mesures relatives à la mobilité, interne et externe à la zone, des biens et des personnes, en ce compris la phasage de l'accès à l'E42, le maintien dans les sites de sentiers de promenades (pédestres et cyclistes) et les mesures permettant d'assurer la sécurité du trafic local;
- les mesures d'isolement de la zone .

Art. 6. Le Ministre de l'Aménagement du Territoire est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 22 avril 2004.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,
M. FORET

Le plan peut être consulté auprès de la Direction générale de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Patrimoine, rue des Brigades d'Irlande 1, à 5100 Jambes, et auprès de l'administration communale concernée.

L'avis de la CRAT est publié ci-dessous.

Avis relatif au projet de révision du plan de secteur de Tournai – Leuze – Péruwelz en vue de l'inscription d'une zone d'activité économique mixte et d'une zone d'activité économique industrielle, sur le territoire de la ville de Tournai, en extension des zonings de Tournai ouest I et II et d'un périmètre de réservation pour le tracé d'un nouveau raccordement autoroutier à ces zones (planche 37/6n)

Vu le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, notamment les articles 6, 22, 23, 30, 35, 37, 41 à 46 et 115;

Vu le schéma de Développement de l'Espace Régional (S.D.E.R.) adopté par le Gouvernement wallon, le 27 mai 1999;

Vu l'Arrêté royal du 24 juillet 1981 établissant le plan de secteur de Tournai – Leuze – Péruwelz, notamment modifié par les Arrêtés de l'Exécutif régional wallon des 20 décembre 1990 (inscription du tracé de l'A8), 7 mars 1991 (inscription du zoning de Tournai Ouest) et 29 juillet 1993 (inscription du tracé de la route N 511 et de zones artisanales à Pecq et à Estaimpuis);

Vu l'Arrêté du Gouvernement wallon du 18 septembre 2003 adoptant la révision de la planche 37/6N du plan de secteur de Tournai – Leuze – Péruwelz en vue de l'inscription d'une zone d'activité économique industrielle mixte et d'une zone d'activité économique industrielle en extension des zonings de Tournai Ouest I et II et d'un périmètre de réservation pour le tracé d'un nouveau raccordement autoroutier à ces zones, sur le territoire de la ville de Tournai;

Vu les réclamations et observations émises par les particuliers, les associations de personnes, les organismes publics et d'intérêt public lors de l'enquête publique qui s'est déroulée du 11 octobre 2003 au 24 novembre 2003 et répertoriées comme suit :

1. Christiane DELMULLE
Chaussée de Lille, 40 A
7500 TOURNAI
2. Christian BAERT
Hameau de Molinel, 54
7522 BLANDAIN
3. Madame ALLARD
Rue Longue, 32
7522 MARQUAIN
4. F.W.A. – Section Régionale
MM. J. COSSEMENT et Y. MESTDAG
Rue Vélorie, 22 – 7530 GAURAIN – RAMECROIX
5. I.E.W. ASBL – J. KIEVITS
Boulevard du Nord, 6
5000 NAMUR

6. Anne LEDRU
Rue des Croisiers, 27
7500 TOURNAI
7. Jacky LEGRAIN
Rue de la Prévoyance, 34
TOURNAI
8. Jean-Luc DEFFENNE et Bernadette VANHOUTTE
Marais, 7
7522 BLANDAIN
9. D. DE STOBBELEIR
Place du Palais de Justice, 4 – Bte 2
7500 TOURNAI
10. Albane NYS
Rue Oscar Roger, 29
7522 BLANDAIN
11. Marie-Odile DUJARDIN
Ferme de l'Evêque
Hannevain, 25- 7522 BLANDAIN
12. Marie-Christine LEFEBVRE
Rue Albert Asou, 25
7500 TOURNAI
13. François MARIAGE
Rue Marcel Baudry, 14
7503 FROYENNES
14. S.C. IDETA – M. G. DEMEULEMEESTER (et 1 autre signataire)
Rue Saint-Jacques, 11
7500 TOURNAI
15. F.W.A.
Chaussée de Namur, 47
5030 GEMBLOUX
16. M.R.W. – Direction Générale de l'Agriculture
Division de la Gestion de l'Espace rural – G. BOLLEN
Allée du Stade, 1
5100 JAMBES
17. ASBL – Tournai Commerces – M. LECLERCQ
Rue du Parc, 7 – Ilot des Primetiers
7500 TOURNAI
18. Philippe HOLVOET
Grands Empires, 16
7522 BLANDAIN
19. ASBL – Association pour l'Intégrité des Campagnes
(A.P.I.C.) – Xavier DELBECQ
Ferme de la Grande Barre, 13
7522 LAMAIN
WATERINGUE DE BLANDAIN – KAIN – POTTES
20. Anne-Marie LEPERS
Hameau du Touquet, 8
7522 BLANDAIN
21. Comité « Pour un zoning propre »
H. SAMAIN et 2 autres signataires
Chaussée de Lille, 112
7501 ORCQ
22. Union des Agricultrices Wallonnes (3 signataires)
Rue Vélorie, 22
7530 GAURAIN - RAMECROIX
23. Marie-Claire VANDENBERGHE
Place, 4
7522 HERTAIN
24. Sept formulaires invitant à adhérer à une lettre-type
« Non au zoning »
25. Claudine DARCHY
Rue des Prés, 5
7522 LAMAIN

26. Les Habitants du Hameau de Honnevain et de la chaussée de Lannoy – Chrysole DEFFONTAINES et 64 autres signataires
Chaussée de Lannoy, 244
7503 FROYENNES
27. Yvette DUMASY
Hameau du Mazurel, 12
7522 BLANDAIN
28. Paula DEGALLAIX
Hameau du Mazurel 13
7522 Blandain
29. René DELVAL
Résidence Lefebvre 14
7522 Lamain
30. Claire POLLET
Rue Colette ?
7522 Blandain
31. Julia PATOUT
Hameau des Quenoque 8
7522 Blandain
32. Jean DERASSE
Rue des Anciens Combattants ?
7522 Blandain
33. Alain CLAEYS
Rue des Déportés 12A
7522 Blandain
34. VAN WOMBEKE
Rue de la Gare ?
7522 Blandain
35. Sylvain DELHUVENNE
Rue du Moulin de Calonne 15
7522 Blandain
36. Marie Hélène VROMAN
Rue Robespré 2
7911 Hacquegnies
37. J. TIBERGHIE
Hameau du Houilly 33
7522 Blandain
38. Jules VROMAN
Hameau du Houilly 33
7522 Blandain
39. D. MANCHE-PECQUEREAU
Rue de Tournai 42
7520 Templeuve
40. Francis DELIGNE
Trieu de Wazon 14
7520 Templeuve
41. Alice STIENNE
Rue de la Résistance 1
7522 Blandain
42. Emmanuel VANDEN...?
Chaussée de Valenciennes 479
7802 Ath
43. Joseph MILLET
Rue de l' Eglise 14
7522 Blandain
44. Geneviève BONNET
Rue de la Digue 45
7618 Taintignies
45. Thierry DUFRENNE
Rue de la Digue 45
7618 Taintignies
46. Maurice DUFRENNE
Rue Emile Montignies 12
7522 Blandain

- 47 YSERBYT
Hameau Petits Empires 1
7522 Blandain
- 48 RONCE
Rue de la Résistance 3A
7522 Blandain
- 49 Alain COPPENOLE
Hameau du Fourcroix 51
7522 Blandain
- 50 Monique NACKART
Rue Edmond Dewulf 1
7522 Blandain
- 51 Jean Marie VAN BASTELAER
Rue Edmond Dewulf 1
7522 Blandain
- 52 Nelly TAMBOUR
Hameau du Fourcroix 47
7522 Blandain
- 53 Jean François ROUSSEAU
Clos des Chaumières 43
7540 Kain
- 54 B.D. PARENT
Rue Neuve 13
7522 Blandain
- 55 Gilbert DHAUSSY
Rue Neuve 15
7522 Blandain
- 56 F. DELCROISSE (2 signataires)
Hameau Petits Empires 32
7522 Blandain
- 57 Albert RENARD
Rue du Cimetière 1A
7522 Blandain
- 58 VANRENTERGHEM
Rue de l' Eglise ?
7522 Blandain
- 59 Marthe LEZY
Place 18
7522 Blandain
- 60 Michel SIX
Rue de l' Eglise ?
7522 Blandain
- 61 Astrid BOSTOEN
Place 17 A
7522 Blandain
- 62 Gilbert BONNET
Place 17
7522 Blandain
- 63 Roger TERIN-DECOBEEK
Rue des Anciens Combattants 19
7522 Blandain
- 64 Georgette LECLERCQ
Rue de l' Eglise 7
7522 Blandain
- 65 Adolpha DUFAY
Rue de l' Eglise 2
7522 Blandain
- 66 Odette PROUVOST
Rue des Réfractaires 19
7522 Blandain

- 67 Ghislain ANTROP
Rue des Réfractaires 19
7522 Blandain
- 68 Bernard HERRIER
Rue de la Gare 14
7522 Blandain
- 69 Jean Marie DESPINOY
Hameau du Molinel 20
7522 Blandain
- 70 Pascale CASIER
Hameau du Molinel 20
7522 Blandain
- 71 Ludovic GOULEM
Rue Jacob 7
7522 Marquain
- 72 Colette CHOISEZ
Rue du Château 2
7500 Tournai
- 73 Philippe DEFFRENNE
Vieux Chemin de Lille 44
7501 Orcq
- 74 Armelle LARD
Vieux Chemin de Lille 44
7501 Orcq
- 75 Bernadette VANHOUTTE
Hameau du Marais 7
7522 Blandain
- 76 P. DUJARDIN
Hameau Petits Empires 17
7522 Blandain
- 77 Daniel DOUILLERE
Rue Edmond Richard 10
7522 Blandain
- 78 Christiane D'HULST
Place de la Gare ?
7522 Blandain
- 79 Véronique MAS
Chemin Marchand 2M
7520 Templeuve
- 80 BACHELARD-DELHAYE
Rue Edmond Richard 28
7522 Blandain
- 81 Marcelle PETIT
Rue des Rieux 7
7522 Marquain
- 82 Mariette NUTTE
Rue La Rue 2
7522 Blandain
- 83 Bernard DECONINCK
Rue La Rue 1
7522 Blandain
- 84 Michelle PÂQUES
Rue La Rue 1
7522 Blandain
- 85 Amélie ROTTEBEUR?
Rue de la Résistance 6B
7522 Blandain
- 86 Christiane LESAFFRE
Rue du Moulin de Calonne 20
7522 Blandain
- 87 Francis BAYART
Hameau du Cocriamont 28
7522 Blandain

- 88 Thérèse Marie BRILLON
Rue René Delrue 49
7522 Blandain
- 89 DUCROCQ
Rue René Delrue 49
7522 Blandain
- 90 Sylvain BAYART et Cécile
Rue Neuve 1 A
7522 Blandain
- 91 Joëlle BEECKMAN
Rue La Rue 1
7522 Blandain
- 92 Jean Luc DEFFRENNE
Rue du Marais 7
7522 Blandain
- 93 Willy KINT
Hameau du Mazurel 12
7522 Blandain
- 94 Juliette CASTRIQUE
Rue du Vieux Comté 7
7543 Mourcourt
- 95 Elisabeth CASTRIQUE
Boulevard des Canadiens 43
7711 Dottignies
- 96 Pierre DEBONNET
Boulevard des Canadiens 43
7711 Dottignies
- 97 Dominique DE CLERCK
Rue du Vieux Comté 59
7543 Mourcourt
- 98 Jean Pierre CASTRIQUE
Place 2
7522 Blandain
- 99 Solange GHESTEN?
Place 2
7522 Hertain
- 100 Angélique CASTRIQUE
Place 2
7522 Hertain
- 101 Marthe DEBAILLEUL
Rue de laPlace 16
7522 Hertain
- 102 F. CASTRIQUE
Rue de laPlace 16
7522 Hertain
- 103 Christian QUINTIN
Rue des Morts 12B
7522 Lamain
- 104 Myriam HELLIN
Rue des Morts 12B
7522 Lamain
- 105 Yvette VANOVERVELT
Chaussée de Lannoy 178
7503 Froyennes
- 106 Léon CONRATTE
Rue Longue 21
7502 Esplechin
- 107 Francine VONECHE
Rue Albert Hille 2A/28Bis
7740 Pecq
- 108 Marie DEBEURNE
Rue Roger Salengro 8 bis
59830 Bachy (France)

- 109 Maurice LANDRIEU
Rue des Morts 14
7522 Lamain
- 110 Bernard DELCAMBRE
Hameau du Cocriamont 22B
7522 Blandain
- 111 Dominique LECRIT
Hameau du Cocriamont 22B
7522 Blandain
- 112 Luc HOORELBEKE
Hameau du Cocriamont 2E
7522 Blandain
- 113 Raphaël CHIAX ?
Hameau du Cocriamont 23
7522 Blandain
- 114 Fanny DERAEDT
Hameau du Cocriamont 23
7522 Blandain
- 115 Marie Christine STRAGIER
Rue René Delrue 2
7522 Blandain
- 116 Jean René LECOMTE
Rue René Delrue 2
7522 Blandain
- 117 WYCKHUYS-DELHUVENNE
Rue Jean Cousin 47
7500 Tournai
- 118 André LEBRUN
Rue Abbé Nestor Frère 30
7503 Froyennes
- 119 Jeanne Marie WERQUIN
Avenue Winston Churchill 16
1180 Bruxelles
- 120 Frédéric MATON
Rue Saint Beuthère 22
7522 Blandain
- 121 Jacqueline NACKART
rue Oscar Roger 10
7522 Blandain
- 122 Jean Jacques DUMORTIER
Hameau du Cocriamont 1
7522 Blandain
- 123 Sébastien DUMORTIER
Rue de la Place 17
7522 Hertain
- 124 Jean DUMORTIER
Rue Oscar Roger 10
7522 Blandain
- 125 Joséphine BAVIERE
Hameau du Touquet 8
7522 Blandain
- 126 Christophe BAVIERE
Hameau du Touquet 8
7522 Blandain
- 127 Juliette MARINUCCI
Hameau du Touquet 8
7522 Blandain
- 128 Charles DELECOEUILLERIE
Hameau du Touquet 10
7522 Blandain
- 129 Basso MARINUCCI
Hameau du Touquet 8
7522 Blandain

- 130 Véronique PLANCQUE
Rue de Thumesnil 5Bis
59000 Lille (France)
- 131 Magali BLOMME
Rue Edmond Dewulf 25
7522 Blandain
- 132 Frédéric FONTAINE
Rue Edmond Dewulf 25
7522 Blandain
- 133 Christique PIETERS
Hameau du Touquet 5
7522 Blandain
- 134 Stéphen MULLIEAU
Hameau du Touquet 5
7522 Blandain
- 135 R. VIEIRA
Rue René Delrue 19
7522 Blandain
- 136 Anne Marie FRIX
VAN DRIESCHE Francis
6042 Charleroi
7522 Lamain
- 137 Guy VONECHE
Rue Albert Mille 2A/2
7740 Pecq
- 138 Annick CONRATTE
Rue de Templeuve 14A
7730 Bailleul
- 139 Dominique WERQUIN
Rue de Templeuve 14
7730 Bailleul
- 140 Quentin WERQUIN
Rue de Templeuve 14
7730 Bailleul
- 141 Dominique WERQUIN
Rue de Templeuve 14
7730 Bailleul
- 142 Alexandre DUPONT
Rue du Moulin à Eau 13
7520 Ramegnies-Chin
- 143 Françoise DUPIRE
Rue Camille Dépinoy 46
7520 Templeuve
- 144 Marc PETERS
Rue de Roubaix 67
7520 Templeuve
- 145 Joselynce FOUREZ
Rue de Roubaix 67
7520 Templeuve
- 146 Michel NACKART
Rue des Combattants 32
7522 Blandain
- 147 Marguerite BRILLON
Rue des Combattants 32
7522 Blandain
- 148 André BOCQUET
Hameau du Ruage 32
7522 Blandain
- 149 Michel IMBERT
Hameau du Ruage 34
7522 Blandain
- 150 Marie Louise BOUVRY
Hameau du Ruage 34
7522 Blandain

- 151 Thierry LEGHAIT
Rue Sainte Barbe 4
7000 Mons
- 152 Rémy VICO
Rue Albert 1^{er} 11
7538 Vezon
- 153 Isabelle NACKART
Rue Sainte Barbe 4
7000 Mons
- 154 Yves BOUTIFLAT
Hameau du Fourcroix 26
7522 Blandain
- 155 Myriam PIETERS
Hameau du Fourcroix 26
7522 Blandain
- 156 Michèle PIETERS
Rue de la Marnière ?
7540 Kain
- 157 Béatrice PIETERS
Rue des Près 5/1
7503 Froyennes
- 158 Janine DUMONT
Hameau du Touquet 6
7522 Blandain
- 159 Jean PIETERS
Herbaimont 10
6680 St-Ode
- 160 Frédérique HENRY
Hameau du Touquet 3
7522 Blandain
- 161 VAN EECKHOUT
Hameau du Touquet 3
7522 Blandain
- 162 Eric ELIAS
Rue d' Atire ? 2
4280 Hannut
- 163 Cécile DEPLANCQ
Rue du Moulin de Calonne 6
7522 Blandain
- 164 Sylvain FICHERE
Rue du Moulin de Calonne 6
7522 Blandain
- 165 Edith DELECOEUILLERIE
Hameau du Touquet 10
7522 Blandain
- 166 COULOMBIER-HUBAUT
Hameau du Touquet 12
7522 Blandain
- 167 Bernard MENET
Place de la Gare 3
7522 Blandain
- 168 Laurent DUBUFFEY
Rue des Fiefs 14
7604 Callenelle
- 169 F.M BOUCAU-MONTENGIES
Rue Marcel Baudry 31
7503 Froyennes
- 170 Laurent LAUNOO
RuePlace ?? 12
7700 Mouscron
- 171 GRAFFEO
Rue Hautrieu 8 B
7534 Barry

- 172 Hélène LELEUX
Chaussée de Frasnes 38
7540 Rumillies
- 173 Ingrid DELANNAY
Rue Général Rucquoy 18
7500 Tournai
- 174 Ariane FOURMY
Rue Chauvette 19
7620 Wez-Velvain
- 175 Nicolas CANFIN
Hameau du Fourcroix 17
7522 Blandain
- 176 Anne Chantal DECALUWE
Hameau du Fourcroix 17
7522 Blandain
- 177 Georgine FONTAINE
Rue des Mottes 20
7503 Froyennes
- 178 Jacques DIORD
Rue des Réfractaires 16
7503 Froyennes
- 179 Louis RASSON
Rue des Mottes 20
7503 Froyennes
- 180 Dominique ALLARD
Trieu Dorenet 2
7522 Blandain
- 181 DESEYN Guy
Rue Fauchy 13
7760 Velaines
- 182 HODEHE Bénédicte
rue Fauchy 13
7760 Velaines
- 183 VONCK Emilie
Chaussée de Douai 533
7500 Tournai
- 184 LOUVIEAUX-WILLE
Rue de l' Eglise 8
7522 Blandain
- 185 DELDICQUE et V.
Rue Oscar Roger 33
7522 Blandain
- 186 GOBLET Marc
Avenue d' Ysembart 6
7503 Froyennes
- 187 DUINSLAEGER Ingrid
Avenue d' Ysembart 6
7503 Froyennes
- 188 BOUCAU Andrée
Chaussée de Tournai 5
7522 Blandain
- 189 VONCK Juliette
Chaussée de Lille 52
7522 Marquain
- 190 BERTAU Francine
Chaussée de Lille 6F
7522 Marquain
- 191 RASSON Marie Rose
Chaussée d' Audenarde 42A
7742 Pecq
- 192 MATON Daniel
7740 Pecq
- 193 BONTE Didier
7520 Templeuve

- 194 LECRENIER Albert
Rue de Tournai 14
7740 Pecq
- 195 WAGNIEN André
7520 Ramegnies-Chin
- 196 VIGIN Claire
Rue de Tournai 29
7520 Templeuve
- 197 LEFEBVRE Guy
Rue de la Chapelle 10
7520 Templeuve
- 198 VONCK Daniel
Chaussée de Lille 52
7522 Marquain
- 199 HUGE Suzanne
Rue Cambron 12
7971 Beloeil
- 200 TOPART Anne
Chaussée de Lille 87
7501 Marquain
- 201 PARENT Thérèse
Rue René Delrue 17
7522 Blandain
- 202 PHILIPPE Pierre
Chaussée de Lille 87
7501 Orcq
- 203 VAN BASTELAER Marguerite
Rue de l' Eglise 13
7522 Blandain
- 204 VAN BASTELAER Thérèse
Rue de l' Eglise 13
7522 Blandain
- 205 DELANNAY G.
Rue Guillaume Charlier 127
7500 Tournai
- 206 LEROY Jean Claude
Trieu Dorenet 1
7522 Blandain
- 207 LEBLON Carmen
Trieu Dorenet 1
7522 Blandain
- 208 GUSTIN Liliane
Rue des Déportés 16
7522 Blandain
- 209 WITS André
Rue des Déportés 16
7522 Blandain
- 210 VONCK Pauline
Chaussée de Lille 52
7522 Marquain
- 211 DHERVILLE Daniel
Chaussée de Lille 68
7522 Marquain
- 212 DHERVILLE Jean Charles
Chaussée de Lille 68
7522 Marquain
- 213 STEYGNAERT Julie
Rue des Bergers 2
7500 Tournai
- 214 TOULEMONDE
Chemin de Willems
7500 Tournai
- 215 D'HAENE Jacques
Place 4
7522 Hertain

- 216 CAMBY Marie Christine
Chaussée de Douai 86
7504 Froidmont
- 217 DELMULLE Daniel
Chaussée de Douai 22
7504 Froidmont
- 218 JUBARU André
Rue des Déportés 22
7522 Blandain
- 219 DELMULLE Francine
Rue des Déportés 22
7522 Blandain
- 220 BONNET Gérard
Rue des Bouderefs 99
7620 Wez-Velvain
- 221 DELMULLE Bernadette
Rue de l' Ecole 9
7620 Wez-Velvain
- 222 DESTREBECQ Jean
Rue du Monument
7620 Wez-Velvain
- 223 DESTREBECQ J.Cl
Ruelle Archange 4
7620 Wez-Velvain
- 224 LAGACHE F.
Rue de la Drève 8
7620 Jollain-Merlin
- 225 DROULEZ Renée
Rue Forzeau 35
7520 Templeuve
- 226 DUPIRE Francis
Chaussée de Lille 40A
7522 Marquain
- 227 DELVILLE Bernard
Chaussée de Lille 23
7522 Marquain
- 228 DELVILLE Luc
Chaussée de Lille 23
7522 Marquain
- 229 D'HEYGERE Monique
Chaussée de Lille 23
7522 Marquain
- 230 D'HEYGERE Ghislain
Chaussée de Lille 23B
7522 Marquain
- 231 D'HEYGERE Marcelle
Chaussée de Lille 23B
7522 Marquain
- 232 COPPENOLLE Renée
Chaussée de Lille 39
7522 Marquain
- 233 LEROY H.
Chaussée de Lille 39
7522 Marquain
- 234 D'HONT René
Chaussée de Lille 6D
7522 Marquain
- 235 D'HONT Jean Noël
Chaussée de Lille 6D
7522 Marquain
- 236 VOET Michèle
Chaussée de Lille 6D
7522 Marquain

- 237 HENNEQUIN André
Chaussée de Lille 6C
7522 Marquain
- 238 RENARD Léon
Chaussée de Lille 6A
7522 Marquain
- 239 SIMOENS Martha
Chaussée de Lille
7522 Marquain
- 240 SOUDAN André
Chaussée de Lille 40
7522 Marquain
- 241 BRESOUS Micheline
Chaussée de Lille 40
7522 Marquain
- 242 THONNARD Gontran
Chaussée de Lille 48
7522 Marquain
- 243 CASTERMAN Corinne
Chaussée de Lille 48
7522 Marquain
- 244 SMETTE Lucette
Chaussée de Lille 53A
7522 Marquain
- 245 DUPIRE Arnaud
Chaussée de Lille 40A
7522 Marquain
- 246 GUELTON Michel
Chaussée de Lille 25B
7522 Marquain
- 247 ROZEWICZ Chantal
Chaussée de Lille 25B
7522 Marquain
- 248 RENSON Claude
Rue de Roubaix 58
7520 Templeuve
- 249 VANDERCAM Vincent
Hameau du Houilly 7
7522 Blandain
- 250 DUPRET Geneviève
Rue de Tournai 20
7740 Pecq
- 251 JUBARU A.
Rue des Déportés 22
7522 Blandain
- 252 DELMULLE Francine
Rue des Déportés 22
7522 Blandain
- 253 SOUDAN Laurence
Rue Duquesnoy 47
7500 Tournai
- 254 DUPIRE Cédric
Route de Frasnes 45, bte 6
7800 Ath
- 255 BOUTELLIER Georgette
Rue Saint Eleuthère 25
7522 Blandain
- 256 ENGLEBERG Joséphine
Rue Saint Eleuthère 25
7522 Blandain
- 257 LIBBRECHT Laurent
Rue de Tournai 20
7740 Pecq

- 258 COPPENOLLE Alice
RueTrieu Duhem 2 BIS
7522 Marquain
- 259 PLATTEAU Bernard
Rue du Charron 5
7522 Marquain
- 260 D'HEYGERE Agnès
Rue du Charron
7522 Marquain
- 261 PLATTEAU Benjamin
Rue du Charron 130
7522 Marquain
- 262 DELMULLE Cécile
Rue Vallée Bailly 100
1420 Braine l'Alleud
- 263 PIRLOT Marcel
Rue Camille Dépinoy 46
7520 Templeuve
- 264 PIRLOT Carine
Rue Cahos 48
7520 Templeuve
- 265 BILLON J
Chaussée de Lille 63
7522 Marquain
- 266 DUPUICH Blanche
Chaussée de Lille 63
7522 Marquain
- 267 DEPOTERRE Pierre
Rue du Criquet 1
7611 La Glanerie
- 268 THEYS Benoit
Chemin de Celles 5
7543 Mourcourt
- 269 GRIMONPREZ Christine
Chaussée de Lille 2
7522 Marquain
- 270 ARBON Bernard
Rue du Calvaire 29
7522 Lamain
- 271 REMMERIE Ghislain
Hameau Petits Empires 6
7522 Blandain
- 272 D'HULST Christiane
Place de la Gare 1
7522 Blandain
- 273 SPILEERS Godelieve
Chaussée de Lille 8
7522 Marquain
- 274 SPILEERS Céline
Chaussée de Lille 8
7522 Marquain
- 275 SPILEERS R.
Chaussée de Lille 8
7522 Marquain
- 276 HUYS Jean Marc
7760 Pottes
- 277 DUSOULIER Colette
Rue Général Piron 75
7500 Tournai
- 278 ROUSSEAUX Marie Christine
Rue Semenil ?? 22
7890 Ellezelles
- 279 LEMAHIEU Thérèse
Avenue des Marronniers 14
7711 Dottignies

- 280 BOTTUYNE Clarisse
Rue Longue 4
7522 Marquain
- 281 NAETS Jean Claude
7641 Bruyelle
- 282 CARTON Bertrand
Rue Albert 1^{er} 2
7504 Froidmont
- 283 CEUTERICK Jocelyne
Rue du Mont d'Or 22
7540 Kain
- 284 VANDENWEGHE Bernard
Rue du Mont d'Or 22
7540 Kain
- 285 BETERMIEZ Jacqueline
Rue de Landrecies 19
7530 Gaurain-Ramecroix
- 286 URBIN Valérie
Rue Victor Cretteur 86
7600 Péruwelz
- 287 JANSSENS Marie Paule
Chemin des Brochettes 3
7322 Ville-Pommeroeul
- 288 TALLEUX Sophie
Rue du Château 25
- 289 LACHAMBRE S.
Quai Saint Brice 15/28
7500 Tournai
- 290 DELBECQ Patricia
Résidence Eloi Minet 35
7618 Taintignies
- 291 NACHARTENARIE France
Résidence Marcel Carbonnelle 1
7500 Tournai
- 292 DELCOURT Philippe
Rue du Commerce
7743 Obigies
- 293 ALLARD Jessica
Rue de la Liberté 41
7540 Rumillies
- 294 DENERIE André
Rue Longue 4
7522 Marquain
- 295 VANCOMPERNOLLE
Rue Edmond Dewulf 11
7522 Blandain
- 296 VAN CAEMELBEKE Annie
Rue Edmond Dewulf 11
7522 Blandain
- 297 D'HAENE Renée
Chaussée de Lille 10
7522 Marquain
- 298 SOHIER Willy
Chaussée de Lille 10
7522 Marquain
- 299 DELANNAY
Avenue d' Ysembart 3
7503 Froyennes
- 300 PLANCQUAERT Paul
Rue du Marais 6
7522 Blandain
- 301 VIEREN Jean Louis
Rue du Charron 11
7522 Marquain

- 302 BARENNE Agnès
Rue du Marais 6
7522 Blandain
- 303 VARLET Willy
Rue de l' Eglise 17
7501 Orcq
- 304 DUTHOIT Marie Agnès
Rue de l' Eglise 17
7501 Orcq
- 305 LENNE Jacques
Hameau Petits Empires 19
7522 Blandain
- 306 DECALUWE Marianne
Hameau Petits Empires 19
7522 Blandain
- 307 DESTREBECQ Dominique
Rue Saint Eleuthère 32 A
7500 Tournai
- 308 LONEZ Eddy
Rue Saint Eleuthère 32 A
7500 Tournai
- 309 THONNARD G.
Chaussée de Lille 48
7522 Marquain
- 310 CASTERMAN Corinne
Chaussée de Lille 48
7522 Marquain
- 311 THONNARD Caroline
Chaussée de Lille 9A
7522 Marquain
- 312 DEBAL Jean
Chaussée de Lille 9A
7522 Marquain
- 313 DAVID Francine
Chaussée de Lille 9A
7522 Marquain
- 314 LONCKE Fabrice
Chaussée de Saint Amand 53
7500 Tournai
- 315 CARLIER Jean Michel
Rue du Crampon 137
7500 Tournai
- 316 DUHEM Xavier
Rue du Vicinal 26 C
7620 Wez-Velvain
- 317 PASTORET Anne Marie
Avenue des Bouleaux 14
7500 Tournai
- 318 BETREMIEUX Anny France
Résidence Lelubre 318
7501 Orcq
- 319 BRAYE Denis
Chaussée de Douai 108
7500 Tournai
- 320 SIMON Jacques
Rue Dujacquier 18
1460 Virginial
- 321 MACOU Marie Françoise
Rue du Calvaire 39
7522 Lamain
- 322 GREGOIRE Eric
Rue Longue 15 A
7522 Marquain

- 323 DURENNE Suzanne
Place ?
7522 Blandain
- 324 CARONIA DELAUNOY (2 signataires)
Rue René Delrue 20
7522 Blandain
- 325 WILFART David
Avenue des Alliés 39
7540 Kain
- 326 BOUALEM Juliette
Rue du Logis 11
7500 Tournai
- 327 VANASSCHE Simon
Rue de Templeuve 37
7520 Ramegnies-Chin
- 328 CARETTE A.
Rue des Combattants
7520 Ramegnies-Chin
- 329 DELAUNOY-TERRYN Octave
Rue de Templeuve 21
7520 Ramegnies-Chin
- 330 COUILLET Marceline
Rue du Moulin à Eau 8
7520 Ramegnies-Chin
- 331 DECUSTER Bernardette
Rue du Moulin à Eau 19
7520 Ramegnies-Chin
- 332 FELIX
Rue du Moulin à Eau 17
7520 Ramegnies-Chin
- 333 FOREZ Benoît
Rue d' Allain 10
7520 Ramegnies-Chin
- 334 SCHOT Vincent
Rue du Château 4
7520 Ramegnies-Chin
- 335 SCHOT André
Place 3
7520 Ramegnies-Chin
- 336 TERRYN Fernand
Rue de France 7
7711 Dottignies
- 337 HELLIN
Rue d' Esquelmes
7520 Ramegnies-Chin
- 338 LESUR André
Rue d' Esquelmes
7520 Ramegnies-Chin
- 339 GALUSZKA Ladislav
Rue du Château 3
7520 Ramegnies-Chin
- 340 VERVAET Monique
Rue du Château 3
7520 Ramegnies-Chin
- 341 MATHON Thierry
GrandTrieu 50
7730 Estaimpuis
- 342 FONTAINE Francine
Avenue de Picardie
7520 Ramegnies-Chin
- 343 LUCQ Carine
Rue Provinciale 49
7760 Celles

- 344 LUCQ Léopold
Rue de Saint Léger 3
7740 Pecq
- 345 LESAGE Annie
Rue de Saint Léger 3
7740 Pecq
- 346 ROGGE-DUGARDIN Ariane
Résidence Ministre R.Lefebvre 7
7522 Blandain
- 347 LETANGRE Nathalie
Résidence Ministre R.Lefebvre 3
7522 Blandain
- 348 NOIRET Bernard
Résidence Ministre R.Lefebvre 3
7522 Blandain
- 349 LETANGRE Claude
Rue Beyaert
7500 Tournai
- 350 RASSENEUR Odile
Quai Vifquin 9, bte 19
7500 Tournai
- 351 HUVENNE Anne Sophie
Hameau Petits Empires 35
7522 Blandain
- 352 LOTIGIER Jean Paul
Hameau Petits Empires 35
7522 Blandain
- 353 FROONINCKG Anne Marie
Rue du Calvaire 8
7522 Blandain
- 354 DEROCK Olivier
Rue Champ Courtin 17
7522 Blandain
- 355 DEROCK Laurence
Rue des Déportés 6
7503 Blandain
- 356 CROWIN Guy
Rue des Déportés 6
7503 Blandain
- 357 DELEU Brigitte
Avenue Henri Paris 3
7500 Tournai
- 358 COCQUERAUMONT Anne Valérie
Résidence Grande Barre 12
7522 Lamain
- 359 MAHIEU Guy
Chaussée de Lannoy 44
7503 Froyennes
- 360 COCQUERAUMONT Pierre Olivier
Résidence Grande Barre 12
7522 Lamain
- 361 COCQUERAUMONT Bernard
Résidence Grande Barre 12
7522 Lamain
- 362 AMORIS
Résidence Grande Barre
7522 Lamain
- 363 DELROISSE Jean François
Avenue des Merisiers
7536 Vaulx
- 364 NEIRINCK Vincent
Rue du Pouvoir 3 A
7610 Rumes

- 365 ROMAN Jean
Rue des Ecoles 42
7540 Kain
- 366 JONVILLE Georges
Boulevard Eisenhower 31
7500 Tournai
- 367 DEVALLE Sébastien
Résidence Charles Lelubre - allée III 12
7501 Orcq
- 368 GARAIN Brigitte
Grand Route 227
7530 Gaurain-Ramecroix
- 369 SERVAIS V.
Rue H. Houffin 4
7760 Velaines
- 370 BRESOUX
- 371 GARAGE Cl.
Rue Oscar Roger 20?
7522 Blandain
- 372 CABY Martine
Rue de Créplaine 11
7522 Lamain
- 373 ARBON Jacques
Rue de Créplaine 11
7522 Lamain
- 374 D'HEYGERE J.F.
Rue du Calvaire
7522 Lamain
- 375 ARBON Albert
Rue du Calvaire 40
7522 Lamain
- 376 LEMAIRE René
Chaussée de Lannoy 183
7503 Froyennes
- 377 DOMBRUN Elodie
Rue Emile Montignies 11
7522 Blandain
- 378 BAERT Christian
Hameau du Molinel 54
7522 Blandain
- 379 DOMBRUN-ALLARD Rose Marie
Rue Emile Montignies 11
7522 Blandain
- 380 DEPELCHIN Bernard
Hameau du Ruage 3C
7522 Blandain
- 381 DELBECQUE Béatrice
Hameau du Ruage 3C
7522 Blandain
- 382 LEPLAE Jeanine
Rue René Lefebvre 43
7522 Lamain
- 383 BERTHOLET André
Hameau du Cocriamont 23A
7522 Blandain
- 384 VALEMBERG Jocelyne
Hameau du Cocriamont 23A
7522 Blandain
- 385 FLAMENT Ginette
Chaussée de Lille 9
7522 Hertain
- 386 COURIER Paul
Chaussée de Lille 9
7522 Marquain

- 387 BEAUSIR-GRUGEON
Chemin Landaise
7501 Orcq
- 388 PICARD Caroline
Rue Fernand ? 76
7620 Bléharies
- 389 QUIQUET Virginie
Rue Henri Duchatel 21
7700 Mouscron
- 390 BOSSAERT Hélène
Rue Wibault Bouchart 17
7620 Bléharies
- 391 BLOMME Noël
Rue du Cimetière 9
7522 Marquain
- 392 ALLARD Sonia
Chaussée de Lille 55
7522 Marquain
- 393 ALLARD Robert
Chaussée de Lille 50
7522 Marquain
- 394 PHILIPPART Michel
Rue Saint Eleuthère 225
7500 Tournai
- 395 SIMOENS Patrick
Rue du Cimetière 11
7522 Marquain
- 396 SIMOENS André
Rue du Cimetière
7522 Marquain
- 397 SIMOENS Chantal
Rue du Cimetière 13
7522 Marquain
- 398 DE COOMAN Martine
Chemin 55 19
7500 Tournai
- 399 BORIGHEM Didier
Rue Le Bas 43
7533 Thimougies
- 400 DUMORTIER Christophe
Place Verte 26
7500 Tournai
- 401 LHOIR Patrick
Rue de l' Eglise 6
7501 Orcq
- 402 DECOCQ Danièle
Rue de l' Eglise 6
7501 Orcq
- 403 STEYGNAERT Juliette
Rue des Bergers 2
7500 Tournai
- 404 DHERVILLE Jean Charles
Chaussée de Lille 6F
7522 Marquain
- 405 BERTAU Francine
Chaussée de Lille 6F
7522 Marquain
- 406 DHERVILLE Daniel
Chaussée de Lille 6F
7522 Marquain
- 407 PATTYN Jacky
Place 3
7522 Hertain

- 408 DELCOUR Louise
Chaussée de Lille 42
7522 Hertain
- 409 DUTHOIT Claude
Rue de Pecq 14
7730 Saint-Léger
- 410 TAELEMAN Luc
Rue Petit Lannoy 6
7730 Saint-Léger
- 411 DELATTRE Jacques
Rue Petit Lannoy 14
7730 Saint-Léger
- 412 HELBO Marie
Rue Longue 14
7522 Marquain
- 413 GUYSENS-CARNOY T.
Chaussée de Lille
7522 Marquain
- 414 Mme CARNOY-HERBIN Christian
Chaussée de Lille 77
7522 Marquain
- 415 BAUDUIN Monique
Chaussée de Lille 73
7522 Marquain
- 416 TRATSAERT Henri
Chaussée de Lille 73
7522 Marquain
- 417 DELPLACE Martine
Rue Latérale 4
7522 Blandain
- 418 MOULRON Francine
Quai du Luchet d'Antoing 1143
7500 Tournai
- 419 MOULRON Eliane
Place 2
7522 Marquain
- 420 JOUVENEAU Stéphanie
Rue Alfred Fontaine 11
7522 Marquain
- 421 LEMAIRE Benoit
Rue Prayelle 3
7522 Marquain
- 422 PENNINGCK Omer
Rue Longue 28
7522 Marquain
- 423 DELARUE Rodrigue
Rue Lavoisier 146
59510
- 424 DELBAR Stéphanie
Rue du Cimetière
7522 Marquain
- 425 BENOIT Josiane
Rue de l' Epinette 12
7522 Marquain
- 426 LEFEBVRE Michel
Chaussée de Lille 104
7501 Orcq
- 427 NANPEYVELDE Adeline
Chaussée de Lille 77
7501 Orcq
- 428 LUC Léonie
Chaussée de Lille 102
7501 Orcq

- 429 NUTTENS Sébastien
Rue Longue 11
7522 Marquain
- 430 SEGARD Martine
Rue Longue 11
7522 Marquain
- 431 NUTTENS Louis
Rue Longue 11
7522 Marquain
- 432 DIESNS Yvette
Place 4
7522 Blandain
- 433 DE RODDER Fabienne
Chaussée de Lille 32
7522 Marquain
- 434 NYSENS Bénédicte
Rue de l' Eglise 1
7501 Orcq
- 435 TERRY-D'HAENE Noella
Rue Major Sabbe 55
7740 Pecq
- 436 DERRIESTRE ? Philippe
Trieu Planquart ? 2
7730 Saint-Léger
- 437 DEKEYSER Alain
Rue Pont à l'Haye ?
7760 Escanaffles
- 438 MASURE Willy
Rue Becquereau
7760 Escanaffles
- 439 LEBOEUF Daniel
Place d' Arc
7910 Arc-Wattripont
- 440 BOUTRY Roger
Raspoix 10
7804 Ostiches
- 441 VANDENBERGHE Marc
Rue de Jollain 52
7620 Hollain
- 442 VANDENBERGHE Claude
Rue de Jollain 52
7620 Hollain
- 443 DUBUFFLEY Catherine
Rue des Fiefs 14
7604 Collenelle
- 444 MORLIGHEM Anne Marie
Rue des Fiefs 14
7604 Collenelle
- 445 DUBUFFLEY P.
Rue des Fiefs 9
7604 Collenelle
- 446 BEYLS Marie Jeanne
Rue de Tournai
7604 Collenelle
- 447 DUBUFFLEY Jean
Rue des Fiefs 14
7604 Collenelle
- 448 AMEYE Anna
Grand Route 34
7604 Baugnies
- 449 BEYLS Denise
Rue des Fiefs 91
7604 Collenelle

- 450 DELBECQ Xavier
Résidence Grande Barre 14
7522 Lamain
- 451 NOM ILLISIBLE
- 452 CAHEUM
- 453 LANCE Christophe
Rue des Bouvreuils 25
7540 Kain
- 454 LEFEBvRE
- 455 BRUNIN Marie Agnès
Rue Edmond Richard 31
7522 Blandain
- 456 FOUCART A.ET
Hameau du Cocriamont 11A
7522 Blandain
- 457 DELFOSSE Christian
Rue de Créplaine 14
7522 Lamain
- 458 VAN OVERTVELT Annie
Rue de Créplaine 14
7522 Lamain
- 459 LEMOINE Claude
Rue Latérale 4
7522 Marquain
- 460 DROPSY Roger
Chemin de Marquain 6
7522 Lamain
- 461 DELEMAZURE Patrick
Rue de la Jambe de Bois 24
7522 Lamain
- 462 CLERBAUX Julien
Rue du Moulin à Eau 14
7520 Ramegnies-Chin
- 463 CLARISSE Olivier
Rue d' Allain
7520 Ramegnies-Chin
- 464 DEVIGNON Claude
Rue d' Allain
7520 Ramegnies-Chin
- 465 PROVIST Benoit
Rue du Moulin à Eau 22
7520 Ramegnies-Chin
- 466 BRABANT-DELNESTE Huguette
Résidence Ministre R.Lefebvre 2
7522 Lamain
- 467 BRABANT Gérard
Résidence Ministre R.Lefebvre 20
7522 Lamain
- 468 DELFOSSE Daniel
Rue de l' Abbaye 125
7532 Beclers
- 469 MASURE Christian
Rue de l' Abbaye 185
7532 Beclers
- 470 BODDIN Luc
Rue de la Paix 8
7500 Tournai
- 471 MANCHE Josiane
Rue des Bergers mai-00
7500 Tournai
- 472 GOSSET Jean Marc
Chaussée de Willemeau 312
7500 Tournai

- 473 DEPOTERRE Elise
Rue du Crinquet 1
7611 La Glanerie
- 474 LEFEBURVRE David
Rue de l' Epinette 51
7522 Marquain
- 475 GRIMONPREZ Jeanne
Rue de l' Epinette 9bis
7522 Marquain
- 476 LEFEBVRE Léon
Rue de l' Epinette 9bis
7522 Marquain
- 477 BRABANT Jean François
Résidence Ministre R.Lefebvre 20
7522 Lamain
- 478 Marjorie BRABANT
Résidence Ministre R.Lefebvre 20
7522 Lamain
- 479 TRANCHANT Françoise
Résidence Grande Barre 14
7522 Lamain
- 480 DEWAELE Mathieu
Chaussée de Saint Amand 309B
7521 Chercq
- 481 GARCIA Stéphanie
Grand Route 64
7530 Gaurain-Ramecroix
- 482 LAHOT Elodie
Rue du Bois 8
7911 Hacquegnies
- 483 CHEVALIER Pauline
Rue du Chambge 31
7500 Tournai
- 484 CUVELIER Emilie
Rue Crotière 56
7530 Gaurain-Ramecroix
- 485 BOUCHAT Alexandra
Rue de Namur 3A
7141 Mont-Sainte-Aldegonde
- 486 DUTHOIT Amandine
Rue du Harby 3
7750 Amougies
- 487 CLOET Aurélie
Chaussée de Lille 114
7500 Tournai
- 488 BOSSU Ludivine
Route Provinciale 47
7750 Anseroeul
- 489 GRAVELINE Aurélie
Rue Albert 1^{er} 39
7611 La Glanerie
- 490 PARRET Mathieu
Rue des Abliaux 53
7536 Vaulx
- 491 VANHOMWEGEN Louis
Avenue de la Basilique 63
7603 Bon-Secours
- 492 DERACHE François
Avenue d' Audenarde 89
7540 Kain
- 493 VANHOMWEGEN Paul
Avenue de la Basilique 65
7603 Bon-Secours

- 494 REDOUTE Antoine
Rue Haut Coron 29
7971 Thumaide
- 495 GEERS Jérôme
Avenue d' Audenarde 113
7540 Kain
- 496 ALBORGHETTI Julien
Résidence du Bourgeon 31
7531 Havinnes
- 497 DECALUWE Simon
Rue de Warnaffe 30
7500 Saint-Maur
- 498 HOVINE Thérèse
Avenue d' Ysembart 4
7503 Froyennes
- 499 DELBECQ Pierre-Charles
Résidence Grande Barre 14
7522 Lamain
- 500 VALEE-POLLET Albert
Résidence Ministre R.Lefebvre 10
7522 Lamain
- 501 DEBUT-ROOSE Laurent
Rue du Touquet 8
7522 Blandain
- 502 LOUVIEAUX-BOUCAU Noël
Trieu Dorenet 4 B
7522 Blandain
- 503 BOUCAU-STIENNES René
Rue René Delrue 45
7522 Blandain
- 504 DESCAMPS Paulette
Rue du Moulin de Calonne 23
7522 Blandain
- 505 COPPENOLLE André
Chemin Landaise 3
7501 Orcq
- 506 D'HEYGERE Marie Paule
Chemin Landaise 3
7501 Orcq
- 507 BOUCAU Dominique
Trieu Dorenet 12
7522 Blandain
- 508 POTTIER Julien
Rue Albert 1^{er} 61
7611 La Glanerie
- 509 DELCOURT Nadège
Rue Longue 7 A
7522 Marquain
- 510 PETIT Maurice
Trieu Dorenet 14 A
7522 Blandain
- 511 DESIR Jeanne
Trieu Dorenet 14 A
7522 Blandain
- 512 VION Céline
Rue du Pont d'Eau 23
7502 Esplechin
- 513 DUBOIS Amélie
Rue des Quenoque 2
7522 Blandain
- 514 OOGÉ Andrée
Rue Colette 21
7522 Blandain

- 515 DELEU Sylvain
Rue du Marché au Jambon 9
7500 Tournai
- 516 KIN Jean Michel
Rue de la Gare 2E
7522 Blandain
- 517 DUFAY Christelle
Trieu Dorenet 12
7522 Blandain
- 518 BOUCAU Steve
Trieu Dorenet 12
7522 Blandain
- 519 DUFAY Gérard
Trieu Dorenet 12
7522 Blandain
- 520 CLAEYS Fr.
Chaussée de Lille 253
7500 Tournai
- 521 CALERS-BETTENS Martine
Place 13
7522 Blandain
- 522 DELFOSSE Eddy
Place 1B
7522 Blandain
- 523 MARESCAUX Philippe
Résidence Grande Barre 2
7522 Lamain
- 524 D'HAENE Agnès
Rue du Cimetière 1
7522 Marquain
- 525 DUFAY Marie Henriette
Rue Alfred Fontaine 12
7522 Marquain
- 526 PEYRAMOND Sandrine
Rue Edmond Dewulf 34
7522 Blandain
- 527 DHEUR Pierre
Rue Edmond Dewulf 35
7522 Blandain
- 528 GREGOIRE Albert
Résidence Lelubre allée 3 8
7501 Orcq
- 529 LABRIQUE Brigitte
Rue du Cimetière 9
7522 Blandain
- 530 DAIVE Jean Pierre
Rue du Cimetière 9
7522 Blandain
- 531 BRYGO Denis
Rue du Moulin de Calonne 23
7522 Blandain
- 532 VANDEKERKOVE Robin
Rue René Delrue 7
7522 Blandain
- 533 PLOUVIER Gilles
Rue Saint Eleuthère 49
7500 Tournai
- 534 MARESCAUX Francis
Hameau de Tréquièrre 6
7522 Blandain
- 535 DELCOURT C.
Rue Longue 7 A
7522 Marquain

- 536 DURON
Hameau du Touquet 17
7522 Blandain
- 537 TRANCHANT P
Rue de laPlace 6B
7540 Rumillies
- 538 LELEUX TH.
Rue de laPlace 6B
7540 Rumillies
- 539 PICARD Philippe
Rue Guillaume Charlier 67
7500 Tournai
- 540 DEMULIES Dominique
Rue Robertpré 3
7911 Hacquegnies
- 541 CARLIER Coralie
Rue Robertpré 3
7911 Hacquegnies
- 542 SORY A.
Rue André Hennebicq 12
7500 Tournai
- 543 DEMULIES Louis
Rue André Hennebicq 12
7500 Tournai
- 544 TRANCHANT Vincent
Chaussée de Willemeau
7500 Tournai
- 545 DELDICQUE-DEMUYNCK
Rue Oscar Roger 33
7522 Blandain
- 546 DELEU-DESGONNETS Bruno
Rue Neuve 3
7522 Blandain
- 547 DE NEVE-BOTHUYNE André
Rue Longue 4
7522 Marquain
- 548 DE NEVE-SOYEZ
Rue Longue 3 BIS
7522 Marquain
- 549 VANDECANDELARE Xavier
Chaussée de Bruxelles 6
7903 Chapelle à Wattines
- 550 DE NEVE Julie
Rue Longue 2 BIS
7522 Marquain
- 551 RENARD Thierry
Rue Clovis Poullet 4
7730 Estaimbourg
- 552 SADIN Dimitri
Rue du Sart 8
7760 Celles
- 553 SOYEZ Quentin
Rue du Bas Hameau 10A
7760 Velaines
- 554 DECOCK Rémy
Rue Boisac 14
7540 Quartes
- 555 DELCOIGNE Dimitri
Rue de la Balance 19
7910 Arc-Wattripont
- 556 VANNESTE Michel
Rue d' Audemetz 12
7604 Wasmes-Audemez-Briffoeil

- 557 MAES François
Rue de Vezon
7643 Fontenoy
- 558 ARS Jonathan
rue Cavée 35
7830 Bassily
- 559 YERNAULT Robin
Rue Cavée 22
7830 Bassily
- 560 LIBBERECHT Sébastien
Rue Warissaet ?
7830 Bassily
- 561 DERYCKE Alice
Avenue Vroman 27
8587 Espierres-Helchin
- 562 BAUCAUT Hélène
Rue Colette 4
7522 Blandain
- 563 MATTON Alphonsine
Avenue Vroman 24
8587 Espierres-Helchin
- 564 DECLERCQ Michel
Hameau du Touquet 13
7522 Blandain
- 565 LAHOUSSE Ph.
Rue Oscar Roger 6
7522 Blandain
- 566 ROUAULT-BOTTIEAU Marie Françoise
Rue Haudion 26
7522 Lamain
- 567 VANDAELE Frédéric
Rue de Valenciennes 110
F-59530 Villers-Pol
- 568 VERBAUWHEDE Didier
Rue de Créplaine 3
7522 Lamain
- 569 BODEREZ-COTTENIER Roger et Blanche
Résidence René Lefebvre 15
7522 Lamain
- 570 VANDERMEIRSSCHE Martine
Résidence Grande Barre
7522 Lamain
- 571 RIVIERE Christian
Résidence Grande Barre 13
7522 Lamain
- 572 DELCOURT Mélodie
Rue Longue 7 A
7522 Marquain
- 573 VANDENBROECKE Benoit
Rue du Printemps 19
7506 Willemeau
- 574 DROUILLON Colin
Grand Rue 22
7743 Obigies
- 575 VANMORLEGEM?
Rue des Français? 14
7538 Vezon
- 576 BROUHARGE P.Y.
Vieux Chemin de Tournai 56
7801 Irchonwelz
- 577 CORBISIER Dimitri
Chemin de Faucousont?
7812 Mainvault

- 578 NACHTEGAELE Sébastien
Rue Blanche 28
7608 Wiers
- 579 NUYTTEN Mélanie
Rue H. Artisien 13
7641 Bruyelle
- 580 STRAGIER Jean Yves
Rue du Pont d'Eau 16
7502 Esplechin
- 581 DECOCK Laurent
Petit Chemin de la Justice 2
7904 Pipaix
- 582 BODART Jérôme
Rue Longue 33
7522 Esplechin
- 583 DUBOIS
Rue d' Andricourt? 28
7903 Blicquy
- 584 GRIMONPREZ François
Rue de la Résistance 53
7540 Kain
- 585 GRIMONPREZ Isabelle
Rue du Butor 1
7760 Molenbaix
- 586 CHRISTIAENS Eric
Rue du Brûle
7543 Mourcourt
- 587 COSSEMENT
Chemin de la Voirie 5
7742 Hérimmes
- 588 LIENARD Anne France
VieillePlace 2
7534 Maulde
- 589 EMERY Maryline
Les Monts 37
7912 Saint Sauveur
- 590 FRANCK Aurélie
Rue de la Feuillerie 8B
7760 Celles
- 591 DEROCK Henri
Rue des Anciens Combattants 13
7522 Blandain
- 592 HENNO François
Rue Oscar Roger 1
7522 Blandain
- 593 DELMOTTE Michel
Hameau du Houilly 5
7522 Blandain
- 594 DERICKE Frans
Rue du Cimetière 72
7522 Blandain
- 595 MENET Marie Christine
Rue du Cimetière 12
7522 Blandain
- 596 LEROY Marc
Rue des Déportés 56
7522 Blandain
- 597 BACHELARD Jacques
Hameau du Fourcroix 12
7522 Blandain
- 598 LEJEUNE Josiane
Hameau du Houilly 28B
7522 Blandain

- 599 DUPRIEZ Mariette
Hameau du Fourcroix 12
7522 Blandain
- 600 JOVENEAU Charles
Hameau du Houilly
7522 Blandain
- 601 MARIAGE-MAGUIT
Rue René Delrue 9
7522 Blandain
- 602 LEZY Nelly
Rue de Néchin 71
7520 Templeuve
- 603 LOOTENS Carine
Place 22
7812 Houtaing
- 604 THOMAES Suzanne
Rue de Jollain 52
7620 Hollain
- 605 VERVACHE Marie Josée
Rue de Seblen 42
7760 Pottes
- 606 WYBO Rachel
Rue de Bailleul 5B
7740 Pecq
- 607 HUBAUT Suzanne
Rue de la Station 139A
7730 Néchin
- 608 NONCKELE Christine
Chaussée d' Audenarde 52
7760 Pottes
- 609 DEVOLDER Christine
Chemin de Russeignies 1
7910 Arc-Wattripont
- 610 DESMEDTS L.
Ferme de Breuze 5
7540 Rumillies
- 611 CLAUDEL Marie France
Rue du Solais? ?
7760 Pottes
- 612 DECONINCK Thérèse
Rue des Victimes 18
7730 Estaimpuis
- 613 VAN DEN BOGAERDE Bernadette
Rue Dassonville 9
7712 Herseaux
- 614 MOULIN Rita
Rue Malcense 63
7700 Luigne
- 615 LECROART Martine
Rue de Marh.? 9
7711 Dottignies
- 616 DHAENE Maria
Rue Longue 13
7522 Marquain
- 617 VAN EECKHOUT K.
Rue duTrieu du Pape 37
7520 Templeuve
- 618 GODAR Sabrina
Rue duTrieu du Pape 37
7520 Templeuve
- 619 COQUERELLE Alexandra
Rue de l' Institut 36
7730 Néchin

- 620 GRENIER Gérard
Chaussée de Lannoy 187
7503 Froyennes
- 621 COSSEMENT Fredy
Rue Fosse...? 30
7600 Péruwelz
- 622 BOSSAERT Carine
Rue de la Chaussée 13
7911 Moustier
- 623 BOUTRY Roger
Rue Raspoise 10
7804 Ostiches
- 624 WANNEZ Martine
Coron du Bois 39
7904 Willaupuis
- 625 BONTEMPS Geneviève
Rue de la Brasserie 353
7601 Roucourt
- 626 BEGHIN Françoise
Rue de la Brasserie 35
7601 Péruwelz
- 627 LETERME Pascale
Rue des Rengies 29
7608 Wiers
- 628 DECONINCK Philippe
Rue de Rengies 140
7608 Wiers
- 629 VANDEREVEN Anne Marie
Rue du Pigeonnier ?
7600 Péruwelz
- 630 VEREECKE Marie Elisabeth
Rue du Corbeau 7
7618 Taintignies
- 631 VANDEMAELE Marie Anne
Rue des Français 14
7538 Vezon
- 632 ROELENS-BOSSAERT Alain
Rue Basse 17
7620 Guignies
- 633 VANTOMME-VERSTRAETEN Guy
Chaussée de Frasnes 272
7531 Havinnes
- 634 DEVELLE Renée
Chemin des Bragues
7823 Gibecq
- 635 D'HAENE Pierre
Rue de Bailleul 20
7520 Ramegnies-Chin
- 636 VAN EECKHOUT Albert
Rue Chauny 13
7520 Templeuve
- 637 TRUFFAUT Philippe
Rue des Victimes 18
7730 Bailleul
- 638 DUBAR Marie Louise
Rue Chauny 13
7520 Templeuve
- 639 GUSTIN Marianne
Rue Rumez 45
7520 Templeuve
- 640 LEROY Claudette
Rue Rumez 45
7520 Templeuve

- 641 DENEUBOURG Eugénie
Rue Doublet 1*23
7500 Tournai
- 642 DELAHAYE Denis
Rue de l' Yser 30
7538 Vezon
- 643 DELPIRE Nicole
Rue de l' Yser 30
7538 Vezon
- 644 FONTIER Eric
Rue de Rucquoy 35
7700 Mouscron
- 645 PLUQUET Pascale
Rue Chauny 1
7520 Templeuve
- 646 REMY Francis
Rue des Combattants 8
7520 Templeuve
- 647 CUVELIER Roxane
Rue du Moulin 12
7904 Pipaix
- 648 DECONINCK Guillaume
Rue Saint Eleuthère 18
7522 Blandain
- 649 HOVINE Marie Cécile
Hameau du Houilly 6
7522 Blandain
- 650 COSSEMENT Maryse
Rue Saint Eleuthère 18
7522 Blandain
- 651 DEGRANDE Graziella
Rue Neuve 26
7640 Antoing
- 652 NYS Régine
Chaussée de Lille 52
7522 Hertain
- 653 VAN PEVENAEYGE Jean Paul
Chaussée de Lille 52
7522 Hertain
- 654 HOORELBEKE Jean Paul
Hameau du Cocriamont 2
7522 Blandain
- 655 CUVELIER J.
Rue des Combattants 30
7522 Blandain
- 656 JUBARU Martine
Rue des Déportés 5G
7522 Blandain
- 657 DEPELCHIN Michel
Hameau du Ruage 30A
7522 Blandain
- 658 LESUR Myriam
Hameau du Mazurel 6
7522 Blandain
- 659 VERCAMER Nicole
Hameau du Molinel 17
7522 Blandain
- 660 VROMAN Chantal
Rue Champ Courtin 17
7522 Marquain
- 661 WINBERG Nathalie
Chemin de Blandain 4
7522 Hertain

- 662 BOTHUYNE Ghislaine
Rue Oscar Roger ?
7522 Blandain
- 663 VERCAMER Claire
Rue Oscar Roger 17
7522 Blandain
- 664 LIAGRE Sébastien
Hameau du Molinel
7522 Blandain
- 665 LIAGRE Yves
Hameau du Molinel 6
7522 Blandain
- 666 HANSSENS Katrien
Hameau du Molinel 6
7522 Blandain
- 667 DESBRUYERES Emmanuel
Hameau du Molinel 52
7522 Blandain
- 668 COUDOU Mireille
Hameau du Molinel 52
7522 Blandain
- 669 LIAGRE Virginie
Hameau du Molinel 6
7522 Blandain
- 670 COLIN Lucie
Rue de la Jambe de Bois 4
7522 Lamain
- 671 PAPANTONIO? Stéphanie
Rue des Pavillons 12
7972 Quevaucamps
- 672 PARMENTIER Geneviève
Place 27
7522 Hertain
- 673 D'HAENE José
Place 27
7522 Hertain
- 674 SNPSID? Ali
Rue des Déportés 8
7522 Blandain
- 675 NOTTEBAERT Jeanine
Rue Prayelle 5 B
7522 Marquain
- 676 NOTTEBAERT Jules
Rue Prayelle 7
7522 Marquain
- 677 HESPEL
Rue du Buquoy 43
7730 Nechin
- 678 PICART-HESPEL
Rue Haute 7
7520 Templeuve
- 679 PLUQUET Eric
Rue aux Pois 28
7520 Templeuve
- 680 PARSY Christelle
Rue aux Pois 27
7520 Templeuve
- 681 SIMON Martin
Rue Doublet 1/7
7500 Tournai
- 682 SPIESSENS Fabrice
Rue de la Broche de Fer 222
7712 Herseaux

- 683 HESPOL Valérie
Institut 38
7730 Nechin
- 684 MONTIGNIE Thierry
Institut 38
7730 Nechin
- 685 FOURET? Paulette
Rue Chauny 4
7520 Templeuve
- 686 DELHUVENNE Ghislain
Rue Chauny 16
7520 Templeuve
- 687 GOMICHOON Vincent
Rue du Nouveau Coron 32
59520 Hem
- 688 GIGOUNON
Rue Bruenne
7502 Esplechin
- 689 PLUQUET Sébastien
Rue Chauny 3
7520 Templeuve
- 690 PLUQUET Patricia
Rue Haute 12
7520 Templeuve
- 691 MEURISSE
Rue d' Allain 6
7520 Ramegnies-Chin
- 692 POLLET Marie-Noëlle
Rue du Moulin à Eau 22
7520 Ramegnies-Chin
- 693 DECRAENE Alexandre
Rue du Moulin à Eau 10
7520 Ramegnies-Chin
- 694 HOMERIN Olivier
Rue du Moulin à Eau 15
7520 Ramegnies-Chin
- 695 DUROT Hélène
Rue Grande Barre 1
7522 Lamain
- 696 MINNE Sandrine
Chaussée de Douai 21
7500 Tournai
- 697 DUPRET Michaël
Rue As Pois 24
7500 Tournai
- 698 CAMBERLIN Francis
Rue du Crinquet 26
7611 La Glanerie
- 699 GEETS Pol
Grand Route 231 A
7530 Gaurain-Ramecroix
- 700 COUDOUX Laurence (2 signataires)
Rue Longue 212
7522 Marquain
- 701 FONTAINE
Rue Longue 212
7522 Marquain
- 702 DUBOIS Bénédicte
Rue Logis Paul Carette 63
7548 Warchin
- 703 RAVIART Roseline
Résidence Grande Barre 1
7522 Lamain

- 704 SAMAILLIE David
Résidence Grande Barre 1
7522 Lamain
- 705 BONNARD David
Rue Wirie 51 A
7530 Gaurain-Ramecroix
- 706 DEPELCHIN Fabienne
Chemin du Pont
7532 Beclers
- 707 LEBLON Jean Michel
Rue du Ruisseau 6
7540 Kain
- 708 DUJARDIN Carise
Rue Wirie 71
7530 Gaurain-Ramecroix
- 709 DUROT Benoit
Rue Grande Barre 1
7522 Lamain
- 710 MOERMAN Brigitte
Rue Grande Barre 1
7522 Lamain
- 711 DUBRUNFAUT Béatrice
Rue René Delrue ?
7522 Blandain
- 712 BURY-DUMORTIER
Hameau du Touquet 4
7522 Blandain
- 713 HANARD Françoise
rue René Delrue 7
7522 Blandain
- 714 COUCQ Michel
Hameau du Fourcroix 5
7522 Blandain
- 715 VANDEKERKOVE Emmanuel
Rue René Delrue 7
7522 Blandain
- 716 DEFACQ Lucie
Rue Childéric 43/2
7500 Tournai
- 717 DEZUTTER Christine
Résidence Ministre R.Lefebvre 22
7522 Lamain
- 718 VERMEULEN Olivier
Rue des Morts 6D
7522 Lamain
- 719 BAZOUGE Monique
Rue Haudion 7
7522 Lamain
- 720 POLLET Bernadette
Rue Rogier 7
7500 Tournai
- 721 CUVELIER Claude
Hameau du Ruage 4
7522 Blandain
- 722 GEVART Eveline
Rue des Réfractaires 23B
7522 Blandain
- 723 MIDAVAINÉ Didier
Rue des Réfractaires 23B
7522 Blandain
- 724 LEMOINE Claudette
Rue Latérale 4
7522 Blandain

- 725 HERBIN Jacqueline
Trieu Duhem 4
7522 Marquain
- 726 DUPRIEZ Thierry
Trieu Duhem 4
7522 Blandain
- 727 LENNE Georges
Chaussée de Lille 53D
7522 Marquain
- 728 DERONNE Mathieu
Rue des Morts 13
7522 Lamain
- 729 VANDERBEKE Anne Marie
Chaussée de Lille 53D
7522 Marquain
- 730 DROMELET Michel
Chaussée de Lille 4
7522 Hertain
- 731 ELIAS
? ?
- 732 VERHOYE Anne Marie
Chaussée de Lille 1
7522 Hertain
- 733 ACCOU Jan
Chaussée de Lille 2
7522 Hertain
- 734 MATHYS Georgette
Chaussée de Lille 14
7522 Hertain
- 735 JESSON Noël
Hameau du Fourcroix 52
7522 Blandain
- 736 CUVELIER Jacques
Rue des Cailloux 4
7522 Marquain
- 737 VANDEKERKOVE Christian
Rue de la Gare 6
7522 Blandain
- 738 BURY Béatrice
Rue des Réfractaires 15
7522 Blandain
- 739 DUBRUNFAUT Jacques
Rue Colette 3
7522 Blandain
- 740 LOUVIEAUX Michel
Rue René Delrue ?
7522 Blandain
- 741 BILLOUEZ François
Rue de la Justice 45
7904 Pipaix
- 742 WIBAUT Frank
Rue de la Longuepin
7904 Pipaix
- 743 VANDERHEEREN Frédéric
Rue Delannay 13
7504 Froidmont
- 744 CAPELLE Sébastien
Hameau du Fourcroix 36
7522 Blandain
- 745 HOVINE Amélie
Rue du Préau 65
7533 Thimougies
- 746 DELTOMBE
Rue des Rieux 3
7522 Marquain

- 747 BOURDEAU D'HUI
Rue des Dîmes ?
7911 Montroeuil-au-bois
- 748 LIBRECHT Stéphane
Rue de la Godacherie ?
7730 Evregnies
- 749 CORNU Stéphane
Rue du Petit Briffueil 25
7604 Baugnies
- 750 LIEFFOOGHE Cindy
Haut Chemin 3
7750 Anseroeul
- 751 GREVIN Vincent
Rue du Rivage 13 A
7608 Wiers
- 752 VANDAEL? Pierre
Place Vieux Pont 62
7900 Leuze-en-Hainaut
- 753 DEBERGUE Axel
Chemin de laPlace 11
7534 Maulde
- 754 DELMEULLE F.et E
Franchtera? 6
7912 Dergneau
- 755 BRUGGE Philippe
Rue duTrieu 32
7750 Mont-de-l'Enclus
- 756 VERPOORT Christophe
Rue Vandervelde 48
7972 Quevaucamps
- 757 DELEN Dominique
Hergilette 13
7910 Arc-Wattripont
- 758 DUBUS Michel
Rue Arquennois ?
7904 Pipaix
- 759 VENQUIER Cédric
Rue Bas Forest 9
7911 Frasnes-lez-Anvaing
- 760 POLLET Laurence
Rue Bruns Diers 6
7910 Frasnes-lez-Anvaing
- 761 DESCHUYTER Christophe
Rue de l' Yser 1
7538 Vezon
- 762 VANDENDRIESSCHE Benoit
Rue de l' Escalette 14
7740 Pecq
- 763 DELBECQ Axel
Rue Bachy 1
7904 Tourpes
- 764 DEDONCKER Cécilia
Rue de Roubaix 31
7520 Templeuve
- 765 FAIGNARD DAVID
Route de Lessines 34
7911 Frasnes-lez-Anvaing
- 766 VRAUX Martine
Rue de Pétrieux 263
7532 Beclers
- 767 MESTAG Clément
Rue des Hycocognes 9
7906 Gallais

- 768 DEWAELE
Route d' Anvaing 30
7910 Arc-Wattripont
- 769 QUEQUIN Christelle
Sarts 3
7890 Ellezelles
- 770 CORNILLE Joël
Chaussée de Tournai 8
7904 Pipaix
- 771 CACHOIR Stéphanie
Rue de Briffueil 20
7604 Wasmes-Audemez-Briffueil
- 772 LEFEBVRE Rudi
Chassaudrie 59
7600 Péruwelz
- 773 LAURENT Romuald
Avenue des Pavillons 9
7972 Quevaucamps
- 774 GHEERARDIJN Michel
Rue des Trieux 45
7040 Blaregnies
- 775 LESY Xavier
Rue d' Oursel ?
7608 Wiers
- 776 DE SAINT MARTIN H.
Rue des Ponts de T? 9
7903 Chapelle-à-Wattines
- 777 CORNU Joris
Rue Maréchal de Saxe 4
7643 Fontenoy
- 778 EMERY Sophie
Les Monts 31
7912 Saint-Sauveur
- 779 EMERY D.
Les Monts 37
7912 Saint-Sauveur
- 780 MESTAG Benoit
Rue des Hycocognes 9
7906 Gallaix
- 781 GREMEAUX Sophie
Rue du Marais 53
7620 Hollain
- 782 MONNIER Ingrid
Grand Chemin 155
7531 Havinnes
- 783 DEDEURWAERDER Ingrid
Rue As Pois 58
7500 Tournai
- 784 DURIEUX Grégory
Rue de la Station 36
7912 Dergneau
- 785 DUTRANNOIS Gaël
Rue de la Gare 24
7910 Anvaing
- 786 RENARD Nathalie
Rue Clovis Pouillet 4
7730 Estaimbourg
- 787 MARIEN Laura
Rue du Rieux 42 A
7730 Leers-Nord
- 788 DUPIRE Justine
Chemin de Malametz 22
7900 Leuze-en-Hainaut

- 789 DAVID Ariel
Rue du Général Leman 14
7900 Leuze-en-Hainaut
- 790 SIDIBEMAYE
Grand Route 176
7530 Gaurain-Ramecroix
- 791 KANT Anthony
Avenue de la Basilique 17
7603 Bon-Secours
- 792 CHIRY Manu
Rue des Cerisiers 26
7943 Gages
- 793 PATTYN Olivier
Hameau du Houilly 25
7522 Blandain
- 794 HOVINNE Emile
Chemin Landaise 7
7501 Orcq
- 795 BOTQUIN Firmin
Rue Victor Crombez 20
7501 Orcq
- 796 DELMOTTE Nicole
Résidence Grande Barre ?
7522 Lamain
- 797 STIENNON Jean Charles
Rue Haudion 12
7522 Lamain
- 798 DESCHAMPS
Rue Haudion 12
7522 Lamain
- 799 DECALUWE ? Jean Marc
Chaussée de Courtrai 47
7503 Froyennes
- 800 DEBONDUES-DEBUSSCHERE
Hameau Petits Empires 21
7522 Blandain
- 801 DELTOUR André
Chemin de Bouvignes 2
7501 Orcq
- 802 DEROUBAIX Marie Paule
Rue du Moulin à Eau 2
7743 Obigies
- 803 BONNAERT Olivier
Rue Colette 5
7522 Blandain
- 804 LEFEBVRE-NICIEJEWSKI Freddy
Rue Edmond Richard 41
7522 Blandain
- 805 TAMBOUR Pascal
Place de la Gare 6
7522 Blandain
- 806 DUBUCQ Maryse
Vieux Chemin de Lille 46 D
7501 Orcq
- 807 PLOVIER Martine
Vieux Chemin de Lille 46 A
7501 Orcq
- 808 SOUDANT André
Vieux Chemin de Lille 46
7501 Orcq
- 809 LEPERS Marie
Vieux Chemin de Lille 46 B
7501 Orcq

- 810 DUPLAT Reine Marie
Route de Lamain 25
7502 Esplechin
- 811 DECHAMPS Sophie
Rue Haudion 12
7522 Lamain
- 812 VARLET Viviane
Rue de la Chapelle 8Bis
7501 Orcq
- 813 DESABLIN Jean Marc
Résidence Charles Lelubre ?
7501 Orcq
- 814 RAES Bernard
Résidence Charles Lelubre 79
7501 Orcq
- 815 PUTMAN Marianne
Hameau du Ruage 11
7522 Blandain
- 816 PUTMAN Renée
Hameau de Tréquièrre 7
7522 Blandain
- 817 LORTHIOY Michel
Hameau du Ruage 11
7522 Blandain
- 818 DURENNE-MONTAINE
Rue des Morts 2B?
7522 Lamain
- 819 LESY-VANDENBRANDE
Rue Guizot ? 35
59170 Croix
- 820 BARENNE Marie Andrée
Rue Clovis Poullet 23
7730 Estaimbourg
- 821 MOUTON Marie
Chemin des Pilotes 24
7540 Kain
- 822 DUROT Jeanine
Résidence Pic au Vent - Le Buisson 50
7500 Tournai
- 823 MOUTON Philippe
Chemin des Pilotes 24
7540 Kain
- 824 DUROT Jeanine
Chemin des Pilotes 24
7540 Kain
- 825 MOUTON Caroline
Chemin des Pilotes 24
7540 Kain
- 826 VANDRIESSCHE Thérèse
Rue Haudion 48
7522 Lamain
- 827 BOURGI Stéphane
Chaussée d' Audenarde ?
7742 Hérinnes
- 828 VANDENBERGHE Jean Paul
Chaussée d' Audenarde 15B
7742 Hérinnes
- 829 VANDENBERGHE Roger
Chaussée d' Audenarde 72
7742 Hérinnes
- 830 VANDENBERGHE Marc
Rue Haudion 48
7522 Lamain

- 831 POTTIER Jacqueline
Rue Haudion 48
7522 Lamain
- 832 VANDRIESSCHE Albert
Rue Haudion 48 B
7522 Lamain
- 833 QUEVY Jean Philippe
Rue Haudion 33
7522 Lamain
- 834 CASTERMAN Marielle
Rue Haudion 33
7522 Lamain
- 835 TRINTELER Elodie
Rue Latérale 3
7522 Marquain
- 836 TRINTELER Michel
Rue Latérale 3
7522 Marquain
- 837 DEKEYSER Marie Paule
Rue Latérale 3
7522 Marquain
- 838 VANSTEENBRUGGE Olivier
Chemin Landaise 5
7501 Orcq
- 839 LEBRUN Jean Marie
Rue Becquereau 7
7760 Escanaffles
- 840 DEMASURE Pierre
Chaussée de Lille ?
7522 Marquain
- 841 LEBRUN Christian
Rue Becquereau ?
7760 Escanaffles
- 842 DESBUCQUOIS Bernard
Chaussée de Lille 82
7522 Hertain
- 843 RABAEY Roger
Chant des Oiseaux 2
7110 Houdeng-Goegnies
- 844 RABAEY Didier
Rue Bois des Raves 123
7110 Houdeng-Goegnies
- 845 PARMENTIER S.
Chemin des Bragues 1
7823 Gibecq
- 846 BOSTEM Marie Josée
Chant des Oiseaux 2
7110 Houdeng-Goegnies
- 847 VAN CAUTER Sabine
Place 8 A
7522 Hertain
- 848 ROGER Jean Marie
Place 8 A
7522 Hertain
- 849 CARLIER-DUBRUNFAUT José
Rue du Cimetière 4
7522 Blandain
- 850 LEGRAND Cécile
Rue René Delrue 26
7522 Blandain
- 851 CRUQUENAIRE Rachel
Boulevard Léopold 93
7500 Tournai

- 852 LEGRAND Marie Anne
Boulevard Léopold 93
7500 Tournai
- 853 LEGRAND Louis
Rue de Néchin 78
7520 Templeuve
- 854 BRAQUENIER C.
Rue de Néchin 78
7520 Templeuve
- 855 VAN LIER Etienne
Rue René Delrue 26
7522 Blandain
- 856 LEGRAND Louis
Boulevard Léopold 93
7500 Tournai
- 857 CAUPLEUR Marie Louise
Rue des Réfractaires ?
7522 Blandain
- 858 VROMAN-BOSSAERT Eric
Rue de l' Eglise 9
7522 Blandain
- 859 VANDEPEUTE-DEVAUX
Rue du Moulin de Calonne 10
7522 Blandain
- 860 DUBUQUOY Jean Pierre
Hameau du Fourcroix 7A
7522 Blandain
- 861 DELHAYE Albert
- 862 NOE Isabelle
Chaussée de Courtrai 47
7503 Froyennes
- 863 BEAUSIR Léona
Hameau Petits Empires ?
7522 Blandain
- 864 DECALUWE Francis
Chaussée de Douai 9
7504 Froidmont
- 865 LIAGRE Ignace
Hameau du Molinel 26
7522 Blandain
- 866 LIAGRE André
Hameau du Molinel 26
7522 Blandain
- 867 DELPUTTE? J.
Hameau du Molinel 26
7522 Blandain
- 868 BILLON Jeanine
Chemin de Marquain 6
7522 Lamain
- 869 BONNAERT Jean Marie
Rue du Moulin 2
7743 Obigies
- 870 LIETAR HUBERT
Avenue de Maire 200/6
7500 Tournai
- 871 RACQUEZ Thierry
Enclos du Béguinage 8 //2
7500 Tournai
- 872 RACQUEZ Jean Claude
Rue de Froyennes 18
7521 Ramegnies-Chin
- 873 VANWYNSBERGHE-HOORNAERT Virginie
Rue Longue 9
7522 Marquain

- 874 HOORNAERT Sabine
Rue Longue 9
7522 Marquain
- 875 VANWYNSERBGHE René
Rue Longue 9
7522 Marquain
- 876 DECOTTIGNIES Alain
Rue de l' Yser 20
7538 Vezon
- 877 DENIS Bernadette
Rue de l' Yser 150
7538 Vezon
- 878 CARBONNELLE Anen sophie
Chemin de Maire 35
7500 Tournai
- 879 RIGAUT Kevin
Chaussée de Lille 12
7501 Orcq
- 880 LEBLANC Nathalie
Résidence de la Touille 12
7540 Kain
- 881 LERICQUE Sylvie
Rue de l' Yser 22
7538 Vezon
- 882 CREZ Anne Marie
Rue Haudion 2
7522 Lamain
- 883 CALLEWAERT Gérard
Rue Haudion 2
7522 Lamain
- 884 CALLEWAERT Christophe
Rue Haudion 2
7522 Lamain
- 885 DORCHIES Christine
Rue du Pont d'Eau 29
7502 Esplechin
- 886 FIEVEZ Jacques
Rue du Pont d'Eau ?
7502 Esplechin
- 887 MIROIR Roger
Rue du Pont d'Eau 7
7502 Esplechin
- 888 MERLEZ Michel
Ruelle de la Place ?
7610 Rumes
- 889 DEFFONTAINES F.
Place 8
7522 Blandain
- 890 VANDENNIEUWENBORG M.J.
Chaussée de Lille 216
7500 Tournai
- 891 BRAKEN Janine
Chaussée de Lille 523
7500 Tournai
- 892 DEPAUW Isabelle
Chemin ? 106
7531 Havinnes
- 893 MONTAINE Elie
Rue des Morts ?
7522 Lamain
- 894 DECALUWE-DEMORTIER
Rue des Morts 2C
7522 Lamain

- 895 SEGOND
Rue des Morts 2A
7522 Lamain
- 896 LESY-DURENNE
Rue des Panneries 6
7623 Rongy
- 897 MINET Claude
Chaussée de Lille 239
7500 Tournai
- 898 CROWIN Marie Berthe
Chaussée de Lille 234
7500 Tournai
- 899 BRAYE Dominique
Chaussée de Lille 233
7500 Tournai
- 900 SPIERS Michèle
Chaussée de Lille 315
7500 Tournai
- 901 BRAY Michel
Chaussée de Lille 315
7500 Tournai
- 902 CLAEYS F.
Chaussée de Lille 353
7500 Tournai
- 903 MACQUET-BESENGEZ
Rue Blandinoise 15-mars
7500 Tournai
- 904 DAL Marie
Place 8 B
7522 Hertain
- 905 LECAT-EGIDE
Vieux Chemin de Lille 8
7501 Orcq
- 906 VANSNIER René
Rue d' Opprebais 56
1360 Malèves-Sainte-Marie-Wastines
- 907 MESTDAG Yves
Rue du Palais 16
7760 Pottes
- 908 CRAHAY Charles
Rue de la Sucrierie 9
7740 Warcoing
- 909 COSSEMENT Jules
Rue de la Sucrierie 1
7740 Warcoing
- 910 DELAPIERRE Chantal
Chemin de l' Estoquois ?
7742 Hérinnes-lez-Pecq
- 911 DEROUBAIX B.
Rue du Mont d'Or 18
7540 Kain
- 912 D'HAYER Michel
Chemin Vert 35
7760 Molenbaix
- 913 TONNEL Vincent
Avenue Antonio Vivaldi 25
7712 Herseaux
- 914 BROUCKAERT Johan
Oudenaardseweg 8
8587 Espierres-Helchin
- 915 PLANCKAERT Philippe
Einde Munkendoornstraat 67
8510 Bellegem

- 916 WITS Evelyne
Rue Saint Eleuthère 10
7522 Blandain
- 917 BRILLON Yves
Rue Saint Eleuthère 10
7500 Blandain
- 918 NAUGERIDE Monique
Trieu Dorenet 15
7522 Blandain
- 919 ALLARD Micheline
Trieu Dorenet 5
7522 Blandain
- 920 MALAISSE Pierre
Trieu Dorenet 5
7522 Blandain
- 921 POLLET Isabelle
Rue de la Gare 8
7522 Blandain
- 922 BOUCAU Marcelle
Hameau du Ruage 23
7522 Blandain
- 923 VANDERELST Rose
Rue des Réfractaires 16
7503 Froyennes
- 924 CANFIN Benjamin
Hameau du Fourcroix 17
7522 Blandain
- 925 DELEGLISE Marie Thérèse
Trieu Dorenet 8
7522 Blandain
- 926 ALLARD Gaëtane
Trieu Dorenet 6
7522 Blandain
- 927 RONSSE Jean
Trieu Dorenet 6
7522 Blandain
- 928 WAELKENS André
Rue du Beau Site 10
7540 Kain
- 929 DUPRET Monique
Rue du Beau Site 10
7540 Kain
- 930 BUDKE Gérard
Rue Saint Eleuthère ?
7522 Blandain
- 931 MORLET France Andrée
Hameau des Haudion 15 bis
7522 Blandain
- 932 SIMONET Alain
Hameau des Quenoque 15bis
7522 Blandain
- 933 RONSE Tania
Rue de la Gare ?
7522 Blandain
- 934 BOUCAU Bernard
Hameau du Ruage 23
7522 Blandain
- 935 LEFEBVRE Nathalie
Rue de l' Epinette 20
7522 Marquain
- 936 SALOME Bernard
Avenue des Bouleaux 103
7501 Orcq

- 937 DELRUE Yvette
Rue Longue 12
7522 Marquain
- 938 HONORE Christine
Rue de la Bruyère 3
7540 Kain
- 939 MAGAIN Annie
Rue Longue 13 bis
7522 Marquain
- 940 DUFAY Céline
Rue Longue 10
7504 Froidmont
- 941 BEAUSIRE P.
Sentier de la Citadelle 3
7522 Marquain
- 942 DUFAY Marie
Rue Alfred Fontaine 12
7522 Marquain
- 943 BENOIT Marielle
Rue Alfred Fontaine 14
7522 Marquain
- 944 RACQUEZ Jacques
Rue Longue 10
7504 Froidmont
- 945 FONTAINE Roland
Rue Alfred Fontaine 2
7522 Marquain
- 946 ANDRIES F.
Rue Alfred Fontaine 8
7522 Marquain
- 947 PETIT Marc
Rue Longue 12
7522 Marquain
- 948 DEKEYSER René
Rue Latérale 8
7522 Marquain
- 949 RASSENEUR Micheline
Rue Latérale 8
7522 Marquain
- 950 PETIT René
Rue Longue 10
7522 Marquain
- 951 BURY Christiane
Rue Longue 10
7522 Marquain
- 952 DEBILDE Cécile
Rue Longue 15 A
7522 Marquain
- 953 DECALUWE Régine
Rue Champ Courtin 10
7522 Marquain
- 954 VANOUDewater Gérard
Rue Champ Courtin 10
7522 Marquain
- 955 BUETON Marie Thérèse
Rue Longue 21
7522 Marquain
- 956 MUSEUR Jeanine
Rue du Pont d'Eau 11
7502 Esplechin
- 957 VAN RUYMBEKE Denis
Rue Longue 15 B
7522 Marquain

- 958 VANDENHEKKE Christine
Rue Longue 15 B
7522 Marquain
- 959 VAN RUYMBEKE Laura
Rue Longue 15 B
7522 Marquain
- 960 VAN RUYMBEKE David
Rue Longue 15 B
7522 Marquain
- 961 AUCHAIN Germaine
Chaussée de Lille 50B
7522 Marquain
- 962 ALLARD Bruno
Rue Champ Courtin 20
7522 Marquain
- 963 GRIMONPREZ
? ?
7522 Marquain
- 964 KNUTS Catherine
Chemin de Bouvignes 6
7522 Marquain
- 965 DE KEYSER Pierre Henri
Chemin de Bouvignes 6
7522 Marquain
- 966 LEFEVRE Irène
Rue de la Chapelle 82
7501 Orcq
- 967 HAGUE Jacques
Rue de l' Epinette 11
7522 Marquain
- 968 GILLEMAN Bernadette
Rue de l' Epinette 11
7522 Marquain
- 969 HAGUE Virginie
Rue de la Brasserie 11
1620 Drogenbos
- 970 HAGUE Perrine
Rue de l' Epinette 11
7522 Marquain
- 971 VANBOUT Denise
Rue du Viaduc 52
7500 Tournai
- 972 GOFFIN Frédéric
Rue de la Brasserie 11
1620 Drogenbos
- 973 MONTIGNIE Isabelle
Rue du Charron 12
7522 Marquain
- 974 DELOBEL Jean Philippe
Rue du Charron 12
7522 Marquain
- 975 BOUVRY Brigitte
Rue de la Place ?
7540 Rumillies
- 976 SIMOENS Albert
Rue des Ecoles 5
7522 Marquain
- 977 LEFAI C.
Rue des Ecoles 5
7522 Marquain
- 978 SIMOENS Valère
Rue Alfred Fontaine 2
7522 Marquain

- 979 DUTHYE F.
Rue Alfred Fontaine 2
7522 Marquain
- 980 GHISLAIN Murielle
Rue du Charron 2
7522 Marquain
- 981 LEROY Olivier
Rue du Charron 2
7522 Marquain
- 982 DELBART Marie Christine
Rue du Pont à Rieu 9
7500 Saint-Maur
- 983 DELANNOY Sandrine
Rue Saint Georges 10
7500 Tournai
- 984 CULOT Brigitte
Rue de la Justice 9
7500 Tournai
- 985 DELCOURT A.
7608 Wiers
- 986 PAPIN-BATAILLE
Rue d'Allain 12
7520 Ramegnies-Chin
- 987 FOREZ Thomas
Rue de Templeuve 13
7520 Ramegnies-Chin
- 988 LECONTE-VLIEGHE R.
Rue de Courtrai 58
7740 Pecq
- 989 LECONTE Lucie
Rue Royale 110
7740 Warcoing
- 990 JUBARU Marcelle
Rue Royale 110
7740 Warcoing
- 991 CLARISSE
Rue de Templeuve 3
7520 Ramegnies-Chin
- 992 LEMAIRE Gisele
Rue d'Allain 8
7520 Ramegnies-Chin
- 993 BATAILLE T.
Rue d'Allain 8
7520 Ramegnies-Chin
- 994 MATHON René
Avenue de Picardie
7520 Ramegnies-Chin
- 995 SAFFERS Rudy
Rue d'Esquelmes
7520 Ramegnies-Chin
- 996 NYS Guy
Chaussée d'Aalbeke 336
7700 Mouscron
- 997 NYS-LABIS R.
Rue de la Bloquerie 40
7700 Mouscron
- 998 DUMORTIER Jean Louis
Rue des Chasses 63
7618 Taintignies
- 999 BRISMEE Martine
Rue des Chasses 63
7618 Taintignies
- 1000 DAPSENS Christophe
Rue Aimable Dutrieux
7500 Tournai

- 1001 BERTON Bernadette
Résidence Ministre R.Lefebvre 5
7522 Lamain
- 1002 ALLARD Roger
Résidence Ministre R.Lefebvre 1
7522 Lamain
- 1003 HERBAUT Louisa
Rue Haudion 1
7522 Blandain
- 1004 HOUYOUX Michel
Résidence Ministre R.Lefebvre 35
7522 Lamain
- 1005 PLATEAU Freddy
Résidence Ministre R.Lefebvre 25
7522 Lamain
- 1006 VAN PEVENAEYGE Gérard
Résidence Grande Barre 4
7522 Lamain
- 1007 BARROIT Marcelle
Résidence Grande Barre 4
7522 Lamain
- 1008 BERTHOLET Elodie
Rue Cocriamont 23A
7522 Blandain
- 1009 VALEMBERG Jocelyne
Rue Cocriamont 23A
7522 Blandain
- 1010 BERTHOLET Mathieu
Rue Cocriamont 23A
7522 Blandain
- 1011 BOON Francine
Rue de la Paix 34
7500 Tournai
- 1012 DELABY J.F.
Rue de la Paix 42
7500 Tournai
- 1013 MONVOISIN Gilbert
Résidence René Lefebvre 2
7522 Lamain
- 1014 DROULEZ C
Rue de l'Eglise 2
7548 Warchin
- 1015 MONVOISIN Florence
Rue de la Paix 42
7500 Tournai
- 1016 BATAILLE Françoise
Rue d'Allain 12
7520 Ramegnies-Chin
- 1017 VALQUE Henriette
Rue de Templeuve 14
7520 Ramegnies-Chin
- 1018 WERQUIN Joseph
Rue de Templeuve 14
7520 Ramegnies-Chin
- 1019 TRIAILLE Charles
Carrière d'Antour 1
7520 Ramegnies-Chin
- 1020 TRIAILLE-GUISSET Madeleine
Carrière d'Antour 1
7520 Ramegnies-Chin
- 1021 BONIER Rudy
Rue Champ Courtin 3
7522 Marquain

- 1022 BONIER Mélanie
Rue Champ Courtin 3
7522 Marquain
- 1023 HERZET Lise
Chemin de Marquain 4
7522 Lamain
- 1024 BURON Fabienne
Chemin de Marquain 4
7522 Lamain
- 1025 BURON Marcel
Chemin de Marquain 4
7522 Lamain
- 1026 DEFFONTAINES-DUJARDIN Michel
Hameau d' Honnevain 25
7522 Blandain
- 1027 LEFEBVRE Donatienne
Chaussée de Lille 64
7501 Orcq
- 1028 BOTHUYNE Elisabeth
Chaussée de Lille 67
7501 Orcq
- 1029 DELATTRE Marie Paule
Rue René Lefebvre 5
7522 Lamain
- 1030 FAUVARQUE Michel
Rue René Lefebvre 5
7522 Lamain
- 1031 HENNO Isabelle
Rue du Calvaire
7522 Lamain
- 1032 FAUVARQUE Marc
Rue du Calvaire
7522 Lamain
- 1033 BERTHOLET Michèle
Résidence René Lefebvre 2
7522 Lamain
- 1034 MONVOISIN Maryse
Rue de l'Eglise 2
7548 Warchin
- 1035 BERTHOLET André
Hameau du Cocriamont 23A
7522 Blandain
- 1036 HOMERIN Jean Louis
Chaussée de Lille 22
7522 Hertain
- 1037 DEVRIENDT Annie
Chaussée de Lille
7522 Marquain
- 1038 LOTHAIRE Gabrielle
Rue Dewulf 27
7522 Blandain
- 1039 LEFEBVRE Marie
Rue des Brasseurs 176
7500 Tournai
- 1040 MARIAGE-DUPRIEZ Edouard
Chaussée de Lille 28
7522 Marquain
- 1041 VANDEKERKOVE Joëlle
Rue des Bouvreuils
7540 Kain
- 1042 DERVAUX Lucienne
Rue Saint Eleuthère 21
7522 Blandain

- 1043 MERVEILLE Jacques
Hameau des Grands Empires 6
7522 Blandain
- 1044 NORTIER-CROWIN Alain
Rue du Cimetière 7
7522 Blandain
- 1045 VOGELAAR Ghislaine
Rue Edmond Riehesq 15
7522 Blandain
- 1046 LEHOUCQ Michel
Hameau des Quenoques 12
7522 Blandain
- 1047 BOREUX Georges
Rue des Anciens Combattants 1
7522 Blandain
- 1048 DUROT Louis
Route de Velaines 38
7543 Mourcourt
- 1049 DELESALLE Danièle
Résidence René Lefebvre 8
7522 Lamain
- 1050 DUJARDIN Francis
Résidence René Lefebvre 8
7522 Lamain
- 1051 DEGOBERT Claude
Résidence Ministre R.Lefebvre 11
7522 Lamain
- 1052 DUROT Chr.
Grande Barre 1
7522 Lamain
- 1053 GAILLEZ Michèle
Résidence Ministre R.Lefebvre
7522 Lamain
- 1054 DEGOBERT Corinne
Chaussée de Lille 20
7522 Hertain
- 1055 CARELS David
Chaussée de Lille 20
7522 Hertain
- 1056 MISPELTER Emma
Rue des Morts 6D1
7522 Lamain
- 1057 DENONCIN Guy
Rue des Morts 6D1
7522 Lamain
- 1058 FRANCOIS Eric
Résidence Grande Barre 9
7522 Lamain
- 1059 THONNARD Françoise
Résidence Grande Barre 9
7522 Lamain
- 1060 LEFEBVRE M.A.
Résidence Grande Barre 2
7522 Lamain
- 1061 DEPRESZ Henri
Résidence Grande Barre 8
7522 Lamain
- 1062 FONTAINE Elise
Résidence Grande Barre 3
7522 Lamain
- 1063 JACQUERY Gérard
Hameau du Molinel 16
7522 Blandain

- 1064 FLEURE Marie anne
Résidence René Lefebvre 18
7522 Lamain
- 1065 HENROTTE Marcel
Rue Edmond Dewulf 27
7522 Blandain
- 1066 LEGRAIN-MOULIN
Rue René Lefebvre 20
7522 Lamain
- 1067 DROPSY Fabrice
Chemin des Morts 60
7522 Lamain
- 1068 ROBIN André
Rue de la Petite Barre 1
7522 Lamain
- 1069 DELEMAZURE Jules
Rue de Créplaine 53B
Camphin en Pevele (France)
- 1070 DELEMAZURE Marie
Rue de Créplaine 53B
Camphin en Pevele (France)
- 1071 CROWIN Gabriel
Rue René Delrue 25
7522 Blandain
- 1072 CROWIN Jean Pierre
Rue René Delrue
7522 Blandain
- 1073 PIAT Jérémy
Rue des Réfractaires 23
7522 Blandain
- 1074 PLOUVIER Bernard
Résidence René Lefebvre 12
7522 Lamain
- 1075 WARLOP Philippe
Rue du Calvaire 8
7522 Lamain
- 1076 BOUTON Odette
Résidence Grande Barre
7522 Lamain
- 1077 MASSART Henri
Rue Haudion 16
7522 Lamain
- 1078 GILLART Géry
Résidence René Lefebvre 18
7522 Lamain
- 1079 LEGRAIN Bruno
Rue de Chaurette 28
7620 Wez-Velvain
- 1080 CREMERS
- 1081 MERCIER Léon
Rue René Lefebvre 12
7522 Lamain
- 1082 CALLENS Marc
Hameau du Cocriamont 6
7522 Blandain
- 1083 VANDENBERGHE Jean Marc
Rue des Déportés 36
7522 Blandain
- 1084 DUFAY Maryvonne
Rue des Déportés 36
7522 Blandain
- 1085 SEILLIER Gaëtan
Résidence René Lefebvre 16
7522 Lamain

- 1086 MOULIN Laurence
Résidence René Lefebvre 16
7522 Lamain
- 1087 STIENNES Carinne
Rue René Lefebvre 8
7522 Lamain
- 1088 HENDEBAULT Bernard
Rue René Lefebvre 8
7522 Lamain
- 1089 DUPUICH Odile
Rue des Morts 15
7522 Lamain
- 1090 VERBAUWHEDE Sandrina
Rue Rumez 47
7520 Templeuve
- 1091 CREMERS Monique
Résidence René Lefebvre 25
7522 Lamain
- 1092 CHUFFART Claude
Résidence René Lefebvre 25
7522 Lamain
- 1093 MESSIAN Sylvie
Café verte Feuille
7540 Rumillies
- 1094 PONVILLE Bruno
Café verte Feuille
7540 Rumillies
- 1095 DAUTRICHE Arlette
Rue René Lefebvre 3
7522 Lamain
- 1096 PONVILLE Bernard
Rue René Lefebvre 3
7522 Lamain
- 1097 PHILIPPE Marie Jeanne
Hameau du Molinel 18
7522 Blandain
- 1098 VANDEKERKOVE Marie Hélène
Résidence Lefebvre 28
7522 Lamain
- 1099 PONVILLE René
Hameau du Molinel 18
7522 Blandain
- 1100 BOUVRY Claude
Hameau du Ruage 35
7522 Blandain
- 1101 PONVILLE Sylvie
Rue de Cazeau 34
7519 Templeuve
- 1102 DUBAR Thierry
Rue de Cazeau 34
7520 Templeuve
- 1103 SADIN Jean Pierre
Résidence René Lefebvre 27
7522 Lamain
- 1104 DUPRET Marie Claude
Résidence René Lefebvre 27
7522 Lamain
- 1105 VALEE-TONNARD Alexandre
Rue de Tournai
7520 Templeuve
- 1106 VION Marc
Rue des Morts 6E
7522 Lamain

- 1107 DERVAUX Jean Yves
Hameau des Grands Empires 1
7522 Blandain
- 1108 OLEKSIK Pascal
Rue Longue 2A
7522 Marquain
- 1109 SARTORIUS Dominique
Rue Longue 13 Bis
7522 Marquain
- 1110 DESMALINES Joëlle
Rue des Cailloux 1
7522 Marquain
- 1111 HEMPTTE Rita
Rue des Cailloux 1
7522 Marquain
- 1112 HUVENNE Nathalie
Rue des Prisonniers de Guerre 7A
7610 Rumes
- 1113 DELBAR Christian
Rue du Cimetière 3
7522 Marquain
- 1114 DUBOIS Patrick
Rue de l'Épinette 16
7522 Marquain
- 1115 DHAENE Rémy
Rue Longue 13
7522 Marquain
- 1116 VANDERHAEGHEN Marie
Rue de l'Épinette 1
7522 Marquain
- 1117 PRAT Marie Louise
Rue de l'Épinette 1
7522 Marquain
- 1118 SPRIET Gisèle
Rue du Cimetière 4
7522 Marquain
- 1119 DESIR Roselyne
Résidence Lefebvre 9
7522 Lamain
- 1120 MARESCAUX
Résidence Grande Barre 20
7522 Lamain
- 1121 VAUCAMPS Maryse
Grand Route 34
7640 Maubray
- 1122 POTTIE Frédéric
Rue Maraîche 39
7502 Esplechin
- 1123 MOULIN Luc
Rue Delannay 11A
7504 Froidmont
- 1124 PLANCQUAERT Jean Paul
Rue Franco-Belge 14
7712 Herseaux
- 1125 MINISCLOU
Rue de Tournai 21
7520 Templeuve
- 1126 DERVAUX Roger
Hameau des Grands Empires 1
7522 Blandain
- 1127 DERVAUX Véronique
Hameau des Grands Empires 1
7522 Blandain

- 1128 VIGIN Marie Pascale
Hameau du Cocriamont 25
7522 Blandain
- 1131 BAYART Bruno
Hameau du Cocriamont 25
7522 Blandain
- 1132 GUSTIN Roland
Hameau du Ruage 31
7522 Blandain
- 1133 DUREZ Serge
Rue de Créplaine 15
7522 Lamain
- 1134 MORTREUX Dominique
Rue de Créplaine 15
7522 Lamain
- 1135 GLAUDE Alexandra
Rue de Verquesies 47
7600 Péruwelz
- 1136 DEHEM Hélène
Rue des Quatre communes
7601 Roucourt
- 1137 SIMONART Josée
Grosmont 4
7903 Chapelle-à-Wattines
- 1138 DAVID Gérard
Place Brasmenil 16
7604 Brasmenil
- 1139 MUSEUR Eliane
Coron du Bois 17
7904 Willaupuis
- 1140 VANDECNOCKE
rue du Bas Coron 7
7904 Willaupuis
- 1141 DUBOIS Eric
Grand Route 34
7640 Maubray
- 1142 BLERVACQ Marie Josée
Rue Oscar Roger 8B
7522 Blandain
- 1143 POLLET André
Rue Oscar Roger 8B
7522 Blandain
- 1144 DEFFRENNE Céline
Rue du Marais 7
7522 Blandain
- 1145 VAN COPPENOLLE Paul
Rue des Anciens Combattants 23
7522 Blandain
- 1146 DEPOUHON René
Hameau Petits Empires 5
7522 Blandain
- 1147 COLIN Martine
Place de la Gare 4
7522 Blandain
- 1148 HAYETTE Jean Claude
Place de la Gare 4
7522 Blandain
- 1149 LEMAIRE Gisèle
Rue René Delrue 55
7522 Blandain
- 1150 DEPOUHON R.
Hameau Petits Empires 5
7522 Blandain

- 1151 VANHOE Bertrand
Hameau du Houilly 26
7522 Blandain
- 1152 DEPELCHIN F.
Hameau du Houilly 28
7522 Blandain
- 1153 COPPENOLLE Sébastien
Hameau du Fourcroix
7522 Blandain
- 1154 SADIN Pierre Olivier
Résidence René Lefebvre 27
7522 Lamain
- 1155 PARMENTIER Geneviève
Place de Hertain 27
7522 Hertain
- 1156 FONTAINE Marie
Rue du Château 5
7760 Molenbaix
- 1157 DOCHY Monique
Rue Paillaert 1C
9600 Renaix
- 1158 VAN CROMBRUGGE Cécile
Rue de Warchin 13
7500 Tournai
- 1159 VAN CROMBRUGGE Françoise
Rue de la Liberté 13
7500 Tournai
- 1160 VAN CROMBRUGGE Martine
Rue Cahos 54
7520 Templeuve
- 1161 DRUART Paulette
Rue Cahos 14
7520 Templeuve
- 1162 LECOCQ Colette
Rue du Tir à la Cible 72
7500 Tournai
- 1163 LECLERCQ
7620 Guignies
- 1164 LELEUX Franck
7800 Ath
- 1165 LUCHTENS Claire
Chaussée de Tournai
7801 Irchonwelz
- 1166 RAULIER Germaine
Chemin de l' Abbessé 2
7812 Villers-notre-Dame
- 1167 COLLET Tamara
Rue Commont 7
7890 Ellezelles
- 1168 COQUEREAU Renée
Place de Bouvignies 11
7803 Bouvignies
- 1169 DAVISTER Claudette
Chaussée de Tournai 245
7801 Irchonwelz
- 1170 DESNOUCK Martine
Rue de la Délivrance 134
7973 Grandglise
- 1171 MONTREUIL R.
rue Grosmont 4
7903 Chapelle-à-Wattines
- 1172 GEENENS Nicole
Rue des Bergers 4
7500 Tournai

- 1173 DESCHAMPS Marie Ange
Hameau des Grands Empires 1
7522 Blandain
- 1174 DEFFONTAINE Guy
Chaussée de Lille 32
7522 Marquain
- 1175 DEFFRENNE Jean Pierre
Chaussée de Lille 2
7522 Marquain
- 1176 CALLEWAERT? Delphine
Rue Haudion 2
7522 Lamain
- 1177 DERYCKE Etienne
Rue du Pont d'Eau 23
7502 Esplechin
- 1178 DEFFONTAINE Francine
Rue Longue 88B
7502 Esplechin
- 1179 LECLERCQ Pascale
Rue Saint Brice 12B
7730 Bailleul
- 1180 FEYS-ALLIET Maurice (2 signataires)
rue Emile Vandervelde 20
7972 Quevaucamps
- 1181 VANHOUTTE Maurice
Rue du Sentier 127
7610 Rumes
- 1182 COPENOL-VANDEPUTTE Norbert
Rue de Tournai 76
7604 Callenelle
- 1183 LESIRE
Trieu de l'Ewil
7520 Templeuve
- 1184 Non attribué
- 1185 FONTAINE Pierre
Chemin du Castillon 47
7822 Meslin-l'Evêque
- 1186 VANDENBULE-VERSAVEL?
Petit Rumes
7618 Taintignies
- 1187 MESTDAGH Gérard
Rue Reine Astrid 26
7610 Rumes
- 1188 THUYLIE Marc
Rue Outre 20
7910 Anvaing
- 1189 COPPENOLLE Frédéric
Rue Henri Houfflin 2
7760 Velaines
- 1190 LEROY Sylvie
Rue Rumez 45
7520 Templeuve
- 1191 GRASSO Gino
Rue Saint Brice 52
7500 Tournai
- 1192 COPPENOLLE Nicolas
rue du Chauchoir 27B
7620 Wez-Velvain
- 1193 CLOET-HOONAERT ? Gérard
Rue d'Ypres 7
7538 Vezon
- 1194 CARTON-PARMENTIER Frans
Rue Longue 73
7504 Froidmont

- 1195 NACKART Jean Paul
Rue Longue 53
7504 Froidmont
- 1196 DELMEE Philippe
Grand Route 86
7530 Gaurain-Ramecroix
- 1197 COUVREUR François
Rue Grand Mazure 1
7534 Maulde
- 1198 DUFOUR Léopold
Rue des Combattants 2
7538 Vezon
- 1199 DESAUW Frans
Rue du Mont Saint Aubert 30
7540 Kain
- 1200 LOOTENS-VANDENBERGHE Robert
Rue de Tournai 28
7641 Bruyelle
- 1201 NINGNEAU? O.
Rue El Bail 64
7618 Taintignies
- 1202 BOSSAERT-BEGHIN Henri
Rue F. Gernez 10
7620 Bléharies
- 1203 POLLET André et VAN TRAPPEN (2 signataires)
Avenue de la Libération 12
7900 Leuze-en-Hainaut
- 1204 Non attribué
- 1205 Mme CONEM Jules et Mme ADAM Monique
Rue des Déportés
7504 Froidmont
- 1206 VANDERSTRAETEN Marc
Place 12
7604 Wasmes-Audemez-Briffueil
- 1207 MOULIN-DELECLUSE Etienne
Chaussée de Willemeau 224
7500 Tournai
- 1208 BACRO-BOURLIER Gérard
Rue du Calvaire 40
7620 Wez-Velvain
- 1209 DUTHOIT Jules
Butor 2
7760 Molenbaix
- 1210 SCHATTENS Sylvain
Clos de la Sucrierie 3
7760 Escanaffles
- 1211 VAN DURMEN Ghislain
Rue de Tournai 67
7604 Callenelle
- 1212 PETIT Roger
Rue Chauny
7520 Templeuve
- 1213 LEROY Vincent
Rue de Roubaix 102
7520 Templeuve
- 1214 LEBRUN Jean Charles
Rue Quatre Chins 2
7502 Esplechin
- 1215 DELPIERRE S.
Rue des Combattants
7538 Vezon
- 1216 VANDEZIELLE? Mariette
Rue Bas Bout 10
7620 Guignies

- 1217 BOUCHE Marie Ange
Rue Péterinck B1 B3
7500 Tournai
- 1218 DEFFRENNE Nelly
Rue de Templeuve 17
7520 Ramegnies-Chin
- 1219 VANHOUTTE Willy
Rue de Sartaigne 1
7610 Rumes
- 1220 CARBONNELLE John
Rue du Moulin de Calonne 4
7522 Blandain
- 1221 DECERF Emile
Rue Haudion 4
7522 Lamain
- 1222 VANOVERBERG Francine
Rue des Près 3
7522 Lamain
- 1223 PILLIEZ Marie
Rue des Près 3
7522 Lamain
- 1224 VION Albert
Rue des Près 3
7522 Lamain
- 1225 HOORELBEKE Jean Paul
Rue du Mont Garni 56
7503 Froyennes
- 1226 VERSTRAPPEN Geneviève
Rue René Lefebvre 26
7522 Lamain
- 1227 LEMAITRE Bertarnd
Rue René Lefebvre 26
7522 Lamain
- 1228 DESCAMPS-DORCHIES Marc
Rue des Ecoles 7
7522 Lamain
- 1229 VAN LITSEMBURG S./
Hameau du Molinel 39
7522 Blandain
- 1230 NISOLLE Laurence
Rue Latérale 12
7522 Marquain
- 1231 VERCARMER Stéphane
Rue Latérale 12
7522 Marquain
- 1232 STRULLE Fabien
rue O. Wauters 3
7972 Quevaucamps
- 1233 COMBLE Fabien
Vieux Chemin de Bouvines 60
7500 Tournai
- 1234 DE RODDER Fabienne
Rue Longue 81
7502 Esplechin
- 1235 LEROY Séverine
Rumez 45
7520 Templeuve
- 1236 LEROY Sandrine
Rumez 45
7520 Templeuve
- 1237 VERCRUYSSSE Geoffrey
Rue de l'Aigle 13
7640 Antoing

- 1238 VERDONCK Frédéric
rue du Maréchal de Saxe 62
7643 Fontenoy
- 1239 DEMOTTE ? Bertrand
Rue de Longuesault
7500 Tournai
- 1240 PLANQUE Gérard
Rue du Saulchoir 42
7540 Kain
- 1241 DELECLUSE G.
Rue Haute Durense
9600 Renaix
- 1242 DECOCK Ignace
rue du Tordoir 10
7760 Velaines
- 1243 BEGHIN Jérôme
Rue Général Piron 56
7500 Tournai
- 1244 COIGNET Virginie
Rue du Chauchoir 27B
7620 Wez-Velvain
- 1245 LESUR Paul
Rue d' Esquelmes 4
7520 Ramegnies-Chin
- 1246 FOULON Luc
Grand Rue 178
7743 Obigies
- 1247 NYS Ludovic
Rue René Delrue 59
7522 Tournai
- 1248 MOSELIS Rudy
Place 12
7522 Tournai
- 1249 VAN MULLEM Jean
Place 12 ?
7522 Tournai
- 1250 JOVENEAU Dominique
Place 12 B
7522 Tournai
- 1251 VANDERSTICHELEN Simone
Rue René Delrue ?
7522 Tournai
- 1252 DELFANNE Odette
Place 12
7522 Tournai
- 1253 DECOCK Anne Marie
Rue des Rieux
7522 Tournai
- 1254 DESBRUYERES Olivier
Rue des Ouvriers
7760 Celles
- 1255 PRINCE Solange
Rue René Delrue 59 ?
7522
- 1256 DOZINEL Guy
Boulevard Léopold
7500 Tournai
- 1257 FAUCHILLE ? Ludivine
Rue de laPlace
7522 Tournai
- 1258 MULLIEZ
Rue de laPlace
7522 Tournai

- 1259 DUCHATELET Renée
Place d' Hertain
7522 Tournai
- 1260 ARDENOIS Mélanie
Rue Cazeau
7520 Templeuve
- 1261 ARDENOIS Jean
Rue Cazeau
7520 Templeuve
- 1262 FAUVARQUE Mariette
Rue Cazeau
7520 Templeuve
- 1263 SELOSSE Jocelyne
Rue des Anciens Combattants
7522 Tournai
- 1264 PLOUVIER Damien
Rue des Anciens Combattants
7522 Tournai
- 1265 DRUMÉZ L.
GrandPlace 26
7500 Tournai
- 1266 BOURGEOIS Pierre
Chaussée de Frasnes
7540 Kain
- 1267 ANDRE Wilfrid
Hameau du Cocriamont
7522 Tournai
- 1268 LEMAIRE Maïta
Hameau du Cocriamont
7522 Tournai
- 1269 ALLARD-MIDAVAINÉ Charles
Hameau Petits Empires
7522 Tournai
- 1270 MONTIGNIE Marie Jeanne
Rue Edmond Richard 35
7522 Blandain
- 1271 DELMÉE Jacques
Avenue Vert Bois
7500 Tournai
- 1272 VANDENBOSCH Palmyre
Hameau du Touquet
7522 Blandain
- 1273 DELBART Michel
Chaussée de Lannoy
7503 Froyennes
- 1274 CAPART Claude
Rue des Près
7522 Lamain
- 1275 DORCHY Claudine
Rue des Près
7522 Lamain
- 1276 CATELLE Paul
Rue Haute ?
7520 Templeuve
- 1277 MENCH Paul
Hameau du Mazurel
7522 Tournai
- 1278 ARDENOIS Christian
Rue du Cornet
7520 Templeuve
- 1279 NUTIN Marie
Rue Léon Descamps 6
7730 Leers-Nord

- 1280 DESBRUYERES Damien
Hameau du Molinel
7522 Tournai
- 1281 VANNESTE Martine
Rue de la Fauvette
7730 Estaimpuis
- 1282 DELAUNOY Vanessa
Place 9
7522 Tournai
- 1283 NUTTE Brigitte
Rue du Mont Garni
7503 Froyennes
- 1284 HENNEDICQ Marie Paule
Rue Longue 38
7502 Esplechin
- 1285 JACQUERIE Sabine
Rue René Delrue 24
7522 Tournai
- 1286 DECHENEFFE Anne France
Rue René Delrue 29
7522 Tournai
- 1287 SOYEZ Cathy
Rue Oscar Roger 37
7522 Tournai
- 1288 FOUCART Hervé
Rue Oscar Roger 37
7522 Tournai
- 1289 GUELUY Christelle
Rue Delvourgue
7760 Velaines
- 1290 MARQUET Anne Marie
Rue Delannay
7504 Froidmont
- 1291 HANNARD Jean Louis
Rue Neuve 8
7522 Tournai
- 1292 DELNESTE Christelle
Trou de Potiers 28
7640 Antoing
- 1293 LECOCQ Guy
Rue Oscar Roger 12
7522 Tournai
- 1294 LECOCQ Anne Marie
Chemin Marchand
7520 Templeuve
- 1295 WILLETTE-HACHE
Rue du Cornet
7520 Templeuve
- 1296 LANDRIEUX Bernard
Résidence du Vert Lion
7540 Kain
- 1297 CROWIN Gauthier
Rue René Delrue 25
7522 Tournai
- 1298 CASTERMAN Roland
Rue Haudion 30
7522 Blandain
- 1299 DUMORTIER Lucienne
Rue Haudion 30
7522 Blandain
- 1300 PAEMELAERE Madeleine
Rue Haudion 29
7522 Blandain

- 1301 VAN DRIESSCHE Bernard
Rue Haudion 40
7522 Blandain
- 1302 PHILIPPRONT Daniel
Rue du Calvaire
7522 Tournai
- 1303 LOCQUENY Léon
Rue des Ecoles
7522 Tournai
- 1304 LEPAIR Raymond
Rue René Lefebvre 21
7522 Tournai
- 1305 ORIVAL Lucienne
Rue des Près
7522 Lamain
- 1306 ALLARD Eric
Résidence Grande Barre
7522 Tournai
- 1307 ALLARD-MAQUET Henri
Rue Delannay
7504 Froidmont
- 1308 LAMPE Bernard
Rue du Calvaire
7522 Tournai
- 1309 HELLIN-GRULOIS
Chemin de Marquain
7522 Tournai
- 1310 MINET Irène
Résidence Grande Barre
7522 Tournai
- 1311 DELRUE Alberte
7522 Tournai
- 1312 DEGODEZ Georgina
7522 Tournai
- 1313 DELRUE Brigitte
7522 Tournai
- 1314 MAYONOBÉ Philippe
Rue de Créplaine
7522 Tournai
- 1315 LEROY Claudine
Avenue d' Audenarde
7540 Kain
- 1316 BAVAY Nicolas
Rue des Déportés
7522 Blandain
- 1317 SERVAIS Marianne
Rue Guillaume Charlier 64
7500 Tournai
- 1318 SLAUWERS
Route de Velaines
7543 Mourcourt
- 1319 COQU Sandrine
Hameau du Molinel
7522 Tournai
- 1320 DEBAISIEUX Françoise
Rue des Déportés
7522 Blandain
- 1321 DECOCQ Chantal
Rue de la Lanterne
7500 Tournai
- 1322 VANDECAVEYE Michel
Place Louise de Bettignies
7503 Froyennes

- 1323 ARDENOIS Brigitte
Place Louise de Bettignies
7503 Froyennes
- 1324 VANDEVYVRE Françoise
Hameau du Fourcroix
7522 Tournai
- 1325 DECARPENTRIE Anne Sophie
Rue des Morts
7522 Tournai
- 1326 VANDERPLANKEN Jeannine
Rue des Ecoles
7522 Tournai
- 1327 DUTRANOIS Françoise
- 1328 THERIN Bernard
Hameau du Molinel
7522 Tournai
- 1329 QUAIN Jean Philippe
Hameau des Grands Empires
7522 Tournai
- 1330 MARIAGE Jacques
Chaussée de Lannoy
7503 Froyennes
- 1331 DUPLAT
- 1332 DAMBRAIN Olivier
Rue Prayelle 17
7522 Tournai
- 1333 GALLET Christine
Rue Prayelle 17
7522 Tournai
- 1334 NISOL Odette
Hameau du Rivage
7522 Tournai
- 1335 DUFAY Pascal
Rue Oscar Roger 43
7522 Tournai
- 1336 DAPSENS Raymonde
Rue Emile Montignies 15
7522 Tournai
- 1337 NACKART Pierre
Rue Emile Montignies 15
7522 Tournai
- 1338 LATOUR Brice
Hameau du Ruage
7522 Tournai
- 1339 LECHANTRE
Rue du Château
7730 Estaimpuis
- 1340 BOUVIER Jean Luc
Rue du Chambge
7500 Tournai
- 1341 CLUNY Marcelle
Hameau du Ruage
7522 Tournai
- 1342 NOYON
Rue des Morts
7522 Tournai
- 1343 NOYON Jean Marie
Rue des Morts
7522 Tournai
- 1344 HENRY Jean Pierre
Hameau du Ruage
7522 Tournai
- 1345 FONTAINE Nicole
Hameau du Ruage
7522 Tournai

- 1347 MACOU Pascal, Albert, Jean Marie
Rue Rogier 20
7500 Tournai
- 1348 DECRUYENAERE-DERASSE Pierre
Chaussée de Lannoy
7503 Froyennes
- 1349 VERCAMER Norbert
Chaussée de Lille
7501 Orcq
- 1350 LAMBERT Jacques
Rue de la Cordonnerie
7500 Tournai
- 1351 DELNESTE Jacques
Chaussée de Lannoy
7503 Froyennes
- 1352 VAN HELSUWE R.
Rue du Charron
7522 Tournai
- 1353 DUQUENNOY Daniel
Rue de la Gare
7522 Tournai
- 1354 VANDEKERKOVE Michel
Hameau du Touquet
7522 Blandain
- 1355 ADAM Georgette
Rue Saint Eleuthère 4
7522 Tournai
- 1356 DUMOULIN Renée
Chaussée de Lannoy
7503 Froyennes
- 1357 TORGEOIS Jeanne
Place de la Gare
7522 Tournai
- 1358 LAURENT Denise
Hameau du Touquet
7522 Blandain
- 1359 BOGAERT Séverine
Hameau Petits Empires
7522 Tournai
- 1360 LESUR Françoise
Hameau Petits Empires
7522 Tournai
- 1361 DELSININE Christian
Hameau du Touquet
7522 Blandain
- 1362 FOUCART-DEREUSE
Rue Saint Eleuthère 26
7522 Tournai
- 1363 BEGHIN Michel
Chaussée de Lannoy
7503 Froyennes
- 1364 MARQUANT Anne Sophie
Rue du Druguet
7540 Kain
- 1365 CHANTRY Guy
Hameau de Tréquièrre
7522 Tournai
- 1366 BOIS Xavier
Rue des Déportés
7522 Blandain
- 1367 DELHAIE Fernand
Chaussée de Lannoy
7503 Froyennes

- 1368 ESMONIN E.
Rue du Charron
7522 Tournai
- 1369 DROULEZ Guy
Rue du Charron
7522 Tournai
- 1370 REYNTJENS Emile
Rue Marcel Baudry 25
7503 Froyennes
- 1371 MACOU François
Rue Haudion 43
7522 Blandain
- 1372 VION Jeanne
Rue Haudion 43
7522 Blandain
- 1373 Mme DELMARQUETTE
7522 Tournai
- 1374 DELMARQUETTE
7522 Tournai
- 1375 BELS Gwenaëlle
Résidence Grande Barre
7522 Tournai
- 1376 GOURLAY Maryvonne
Résidence Grande Barre
7522 Tournai
- 1377 GARDON Jean Pierre
Rue de l' Arsenal
7500 Tournai
- 1378 FORGET Yves
Chaussée de Lannoy
7503 Froyennes
- 1379 TONNELLE C.
Toupet 9 G
7610 Rumes
- 1380 PLATTEAU Didier
Rue du Cimetière
7522 Tournai
- 1381 MENART Marie Louise
Rue de la Cordonnerie
7500 Tournai
- 1382 LAMBERT Pierre
Rue des Réfractaires
7503 Froyennes
- 1383 NICOLAOUS - DUPUICH Y.
Chaussée de Lille
7500 Tournai
- 1384 DUBOIS Yvette
Rue des Bouvreuils
7540 Kain
- 1385 BRUNIN Marie Agnès
Rue Edmond Richard 31
7522 Blandain
- 1386 DURENNE Jean Philippe
Rue Saint Eloi 8
7500 Tournai
- 1387 RICCIO Gaëtano
Rue de l' Egglise
7522 Tournai
- 1388 D'ARTOIS Gérard
Rue Colette
7522 Tournai
- 1389 THONUS Christophe
Rue du Cygne
7500 Tournai

- 1390 DEBLAERE Gérard
Rue Oscar Roger 47
7522 Tournai
- 1391 RICCIO Antony
Rue de l' Eglise
7522 Tournai
- 1392 FONTAINE-MASY
Rue des Abliaux
7536 Vaulx
- 1393 VANBEL Dominique
Place 21
7890 Ellezelles
- 1394 DUPREZ? Chantal
Rue du Pluvinage 54
7950 Huissignies
- 1395 DUMONT Henri
Rue du Pluvinage 54
7950 Huissignies
- 1396 LUCHTENS Annie
Rue aux Anges 17
7951 Tongre-Notre-Dame
- 1397 LUCHTENS René
Rue aux Anges 17
7951 Tongre-Notre-Dame
- 1398 VANPEVENAGE Paul
Route de Flobecq
7803 Bouvignies
- 1399 DUROISIN Christian
Chaussée Barrière
7601 Roucourt
- 1400 BRISMEE Geneviève
Rue Orquennois 17
7904 Pipaix
- 1401 PYCH Gabriel
Noedergnies ? 15
7604 ?
- 1402 DE CAIGNY Christian
Rue Haut-Coron 26
7971 Thumaide
- 1403 DELAIGLE Romain
Rue Doublet
7500 Tournai
- 1404 DELMOTTE Marie Thérèse
Rue Doublet
7500 Tournai
- 1405 DENEUWARD Anthony
Chemin Saint Roch ?
7321 Blaton
- 1406 DE SAINT MARTIN C.
Rue Crus-Fonds
7911 Herquegies
- 1407 LEFEBVRE Simon
Rue du Brûle
7543 Mourcourt
- 1408 DUPIRE Damien
Rue Royale 49
7904 Tourpes
- 1409 LOOSFELDT Laurence
Rue du Chauny
7910 Cordes
- 1410 LOOSFELDT C.
Rue du Chauny
7910 Cordes

- 1411 COUSAERT Antoine
Rue Cache Après ?
7750 Amougies
- 1412 VERVAECKE Thierry
Rue de la Fournette
7730 Leers-Nord
- 1413 DUMORTIER Fabienne
Rue de Froyennes
7520 Ramegnies-Chin
- 1414 CACHOIR Céline
Rue de Briffueil
7604 Callenelle
- 1415 LEROY Sébastien
Rue Hautrieu 24
7534 Barry
- 1416 BRUNIN Aurore
Chaussée de Mons
7534 Barry
- 1417 DEWAILLY David
Rue des Rieux
7522 Tournai
- 1418 CARLIER Thomas
Grand Rue 18
7608 Wiers
- 1419 LAURENT Julien
Rue Deveyne?
7608 Wiers
- 1420 DELCROIX
Rue Worde 26
7301 Hornu
- 1421 BRUNEAU Damien
Chemin du Stocq
7804 Ostiches
- 1422 LEMAIRE David
Chemin du Stocq
7804 Ostiches
- 1423 MAERTENS-GHYSSEGNIES Cécile
7904 Leuze-en-Hainaut
- 1424 MEES Christine
Rue de Vezon
7643 Fontenoy
- 1425 D'HEYGERE Brigitte
Rue Foucaumart 113
7812 Ath
- 1426 MOULIN Marie Thérèse
7804 Ath
- 1427 RASSEMONT Nadine
Chaussée de Brunehault
7911 Oeudeghien
- 1428 THESIN Marie Christine
Chemin des Près de Pidebecq
7804 Ostiches
- 1429 DELFOSSE? Léon
7890 Ellezelles
- 1430 VANHESSCHE Régina
Rue du Buisson
7911 Oeudeghien
- 1431 HENNEBERT Colette
Chemin des Communes
7911 Moustier
- 1432 VERSTRAETE H.
Rue du Colombier
7608 Wiers

- 1433 PARENT Françoise
Rue Fayt 155
7532 Beclers
- 1434 DESTREBECQ Guy
Rue Alleville
7532 Beclers
- 1435 LEMAHIEU Isabelle
Rue Alleville
7532 Beclers
- 1436 BAYART Marc
Rue Fayt 155
7532 Beclers
- 1437 D'HAENE Martine
Rue Cazeau
7520 Templeuve
- 1438 PLANCQUAERT Bernard
Rue Maubray 145
7740 Pecq
- 1439 GLORIEUX Brigitte
Rue Ch.?
7730 Estaimpuis
- 1440 DELECLUSE Martine
Rue Maubray 145
7740 Pecq
- 1441 NUTIN Gaston
Rue Léon Descamps 6
7730 Leers-Nord
- 1442 PLANQUAERT Francine
Rue Léon Descamps 6
7730 Leers-Nord
- 1443 BEVIERE Fabienne
Place d' Hertain
7522 Tournai
- 1444 LECONTE Louis
Rue de la Résistance
7522 Tournai
- 1445 LECONTE Simon
Rue Bonneau
7534 Barry
- 1446 LEURIDAN Marie Anne
Rue Bonneau
7534 Barry
- 1447 LECONTE Daniel
Rue Bonneau
7534 Barry
- 1448 LECONTE Jérémy
Rue Bonneau
7534 Barry
- 1449 VERMEULEN Marie Louise
Rue Oscar Roger 41
7522 Tournai
- 1450 FOUREZ Jean François
Rue du Cimetière
7522 Tournai
- 1451 DELHUVENNE Claude
Rue du Moulin de Calonne
7522 Blandain
- 1452 HENNO Elisabeth
Rue de la Résistance
7522 Tournai
- 1453 DUBART Jean Claude
Rue de la Résistance
7522 Tournai

- 1454 LAGERSIE ? Jacqueline
Rue de la Résistance
7522 Tournai
- 1455 TANGHE M.J.
Hameau des Grands Empires
7522 Tournai
- 1456 VIGIN-BAQUERELLE
Hameau du Ruage
7522 Tournai
- 1457 VIGIN-BAQUERELLE R.
Hameau du Ruage
7522 Tournai
- 1458 DEHOUCK Brigitte
Hameau du Cocriamont
7522 Tournai
- 1459 FRUIT Philippe
Hameau du Cocriamont
7522 Tournai
- 1460 ALAVOINE-NORTIER
Rue de Tournai
7520 Templeuve
- 1461 ALAVOINE Fabienne
Rue du Château
7730 Estaimpuis
- 1462 DUTRANNOIS Pierre
Rue René Delrue 51
7522 Tournai
- 1463 DEMEESTER-DUTRANNOIS Joseph
Chaussée de Lannoy
7503 Froyennes
- 1464 DELHAYE Edmond
Rue du Moulin de Calonne
7522 Blandain
- 1465 WERION Elie
Rue de Bocarmé
7602 Bury
- 1466 WERION Stéphane
Rue Trenchon 5
7502 Esplechin
- 1467 PETERS Bernard
Rue de la Gare
7522 Tournai
- 1468 LECONTE Marthe
Rue Edmond Richard 21
7522 Blandain
- 1469 CHAPITRE Roger
Hameau du Cocriamont
7522 Tournai
- 1470 VION Juliette
Hameau du Cocriamont
7522 Tournai
- 1471 MILLET Marc
Hameau du Touquet
7522 Blandain
- 1472 D' HULST Marcelle
Rue de l' Eglise
7522 Tournai
- 1473 MILLET Béatrice
Rue Oscar Roger 18
7522 Tournai
- 1474 COMBLEZ Eliane
Rue Oscar Roger 1
7522 Tournai

- 1475 GLISSOUX Xavier
Rue de l' Eglise
7522 Tournai
- 1476 VUYLSTEKE Marie Christine
Place 5
7522 Tournai
- 1477 DEROCK Michaël
Rue Albert
7548 Warchin
- 1478 COMBLE Frédérique
Rue Longue 3 //11
7504 Froidmont
- 1479 HENNO Jean
Rue Oscar Roger 1
7522 Tournai
- 1480 BATAILLE C.
Rue René Delrue 47
7522 Tournai
- 1481 DUBART
Rue René Delrue 6
7522 Tournai
- 1482 DERVAUX S.
Rue de l' Eglise
7522 Tournai
- 1483 CUVELIER R.
Place 16
7522 Tournai
- 1484 DUMORTIER Jocelyne
Rue des Réfractaires
7522 Tournai
- 1485 DASSONVILLE-CARETTE Paul et Agnès
7522 Tournai
- 1486 NOUCKELE Marie Louise
Rue du Cimetière
7522 Tournai
- 1487 SAGAERT Didier
Boskariere 1
8510 Bellegem
- 1488 FALYS Véronique
Résidence des Morts
7522 Tournai
- 1489 BIALEK William
Hameau des Grands Empires
7522 Tournai
- 1490 CLERQUIN William
Résidence Lelubre
7501 Orcq
- 1491 DEPELCHIN Didier
Hameau du Ruage
7522 Tournai
- 1492 LECONTE Agnès
Hameau du Ruage
7522 Tournai
- 1493 HUIN Lucienne
Rue du Calvaire
7522 Tournai
- 1494 HUVENNE Irène
Chaussée de Lille
7522 Marquain
- 1495 POULAIN Francine
Rue Landasse 17
7501 Orcq
- 1496 PIERZCHALA Sabine
Rue des Ecoles
7522 Tournai

- 1497 WAGNON Alain
Rue des Ecoles
7522 Tournai
- 1498 LEGENDRE Nathalie
Rue du Tara 10
7610 Rumes
- 1499 DELMARLE Stéphane
Chaussée de Douai
7500 Tournai
- 1500 DUSSART
Rue du Pavé d'Ormont 6
7540 Kain
- 1501 BOTHUYNE Germaine
Rue Champ Courtin
7522 Tournai
- 1502 MESPLOMB Claudine
Rue de Courtrai
7500 Tournai
- 1503 LAMBELIN Christian
Rue Champ Courtin
7522 Tournai
- 1504 DUPONTHIEU Julie
Rue du Charron
7522 Tournai
- 1505 MESSIEN Georges
Rue Champ Courtin
7522 Tournai
- 1506 BONIER Joséphine
Rue Champ Courtin
7522 Tournai
- 1507 DELCOURT Marie Paule
Rue Champ Courtin
7522 Tournai
- 1508 DECALUWE Martine
Rue Champ Courtin
7522 Tournai
- 1509 DUSSART Daniel
Rue Champ Courtin
7522 Tournai
- 1510 BOTHUYNE Gérard
Rue Champ Courtin
7522 Tournai
- 1511 DESPRETS Patrice
Rue Alfred Fontaine
7522 Tournai
- 1512 DEWANNAIN Francis
Rue Champ Courtin
7522 Tournai
- 1513 MARLIER Sabrina
Rue Champ Courtin
7522 Tournai
- 1514 DELCOURT Léopold
Rue Prayelle 2
7522 Tournai
- 1515 DEROY Bénédicte
Rue Oscar Roger 16
7522 Tournai
- 1516 DEROY Jean C.
Rue Saint Eleuthère 28
7522 Tournai
- 1517 VAN MULLEN Marie Paule
Rue Saint Eleuthère 28
7522 Tournai

- 1518 DELOOSE Laurene
Rue de la Gare
8587 Espierres-Helchin
- 1519 VANDENHOVE Yvonne
Stationstraat 5
8587 Espierres-Helchin
- 1520 VANGEERSDAELE Ivan
Rue de la Gare
8587 Espierres-Helchin
- 1521 GEIREGAT Jean Pierre
Rue de la Gare
8587 Espierres-Helchin
- 1522 DEMEULEMEESTER Georges
Quartier Saint Amand
8587 Espierres-Helchin
- 1523 JANTELE ? Monique
Rue Saint Amand 1
8587 Espierres-Helchin
- 1524 VANBOUT Jacques
Rue Victor Crombez 1
7501 Orcq
- 1525 DELCOURT Léopold
Rue Prayelle 2
7522 Tournai
- 1526 DEBAL Gauthier
Rue Champ Courtin
7522 Tournai
- 1527 ROTY J.F.
Rue Champ Courtin
7522 Tournai
- 1528 HEUNON ? Michaël
Rue Champ Courtin
7522 Tournai
- 1529 BURY Joëlle
Rue Champ Courtin
7522 Tournai
- 1530 ROSEAU Euphémie
Rue Champ Courtin
7522 Tournai
- 1531 CORNIL Huguette
Rue Champ Courtin
7522 Tournai
- 1532 BATEAUX Laurence
Rue Alfred Fontaine
7522 Tournai
- 1533 WALLET Vanessa
Rue du Crampon
7540 Kain
- 1534 DUPONTHIEU Eveline
Drève du Marais
7503 Froyennes
- 1535 DUSSART Yvonne
Rue Champ Courtin
7522 Tournai
- 1536 DELBECQ Pierre Alexandre
Résidence Grande Barre
7522 Tournai
- 1537 DECALUWE Rodolphe
Avenue d' Ysembart
7503 Froyennes
- 1538 DELMARQUETTE Emile
Rue de la Gare
7522 Tournai

- 1539 WATTHEZ Quentin
Rue du Haut Rejet
7760 Velaines
- 1540 COPPENOLLE-SAMYN Didier
Hameau du Fourcroix
7522 Tournai
- 1541 MOULIN René
Rue des Morts
7522 Tournai
- 1542 VANDERHAEGHEN Marie
Rue de l' Epinette
7522 Tournai
- 1543 PIAT Marie Louise
Rue de l' Epinette
7522 Tournai
- 1544 BRAQUENIER Renée
Rue des Déportés
7504 Froidmont
- 1545 VANDEMORTELLE Eddy
- 1546 DIKINS Anna
Hameau du Molinel
7522 Tournai
- 1547 DESPRETS Georgette
Rue Haudion 41
7522 Blandain
- 1548 VANDEKERKOVE Maggy
Rue Neuve 2
7522 Tournai
- 1549 GRIMONPREZ Noël
Chaussée de Lille
7522 Marquain
- 1550 SCHOTTE Christiane
Chaussée de Lille
7522 Marquain
- 1551 SEMET Albert
Rue du Bas Follet
7500 Tournai
- 1552 DUPREZ Jeanne
Chaussée de Lille
7522 Marquain
- 1553 POT Daniel
Chaussée de Lille
7522 Marquain
- 1554 LELEU M.A.
Rue de Roubaix
7520 Templeuve
- 1555 SAINLEZ Jacques
Rue Haudion 15
7522 Blandain
- 1556 SAINLEZ Julie
Rue Haudion 15
7522 Blandain
- 1557 MACOU Catherine
Rue Haudion 15
7522 Blandain
- 1558 VERVAECK Jean Pierre et Nicole
Chaussée de Lille
7522 Marquain
- 1559 VAN GYSEGHEM-NENE
Rue des Rieux
7522 Tournai
- 1560 DEGRANDE-CALLEWAERT Alex
Route de Lamain
7522 Tournai

- 1561 DELCOURT Claudine
Rue du Charron
7522 Tournai
- 1562 LEURIDAN E.
Rue du Charron
7522 Tournai
- 1563 COPPENOLLE-SAMYN Didier
Hameau du Fourcroix
7522 Tournai
- 1564 DEHAENE Chantal
rue de l'Egalité ou Eglise
7972 Ellignies-Sainte-Anne
- 1565 DIESNIS Yvette
Place 6
7522 Tournai
- 1566 BLOMME Raymond
Place 4
7522 Tournai
- 1567 STORME Jean Claude
Chaussée de Roubaix
7500 Tournai
- 1568 MOULRON Eliane
Place 2
7522 Tournai
- 1569 DELONVILLE Daniel
Hameau du Touquet
7522 Blandain
- 1570 OTTEVAERE Christophe
Rue des Morts
7522 Tournai
- 1571 DESPREZ Jacques
Résidence Ministre R.Lefebvre
7522 Lamain
- 1572 VERSCHUREN Liliane
Rue du Stade 28
7730 Estaimpuis
- 1573 HELLIN Alexandra
Chaussée de Lille
7522 Marquain
- 1574 BOULANGER Christophe
Chaussée de Lille
7522 Marquain
- 1575 STREMEZ-MARTENS Bruno
Rue du Moulin de Calonne
7522 Blandain
- 1576 HUGO Georges
Chaussée de Lille
7501 Orcq
- 1577 HABERT Alexandre
Rue Landaise 17
7501 Orcq
- 1578 RACQUEZ Frédéric
Rue du Charron
7522 Tournai
- 1579 DUPLAT Ghislain
- 1580 VANDAELE Séverine
Rue du Charron
7522 Tournai
- 1581 DELANNAY-CHARVET
Avenue d' Ysembart
7503 Froyennes
- 1582 SENECA René
Hameau du Ruage
7522 Tournai

- 1583 DELVIGNE André
Chaussée de Lannoy
7503 Froyennes
- 1584 CHEVAL André
Rue des Réfractaires
7522 Tournai
- 1585 DOGOT Gaëtan
Chaussée de Lille
7522 Marquain
- 1586 DEKOSTER, VILLEM David, DEFENAIN J.F., DERMONT, PILETTE Christelle
- 1587 VAN DAMME Kathleen (12 signataires)
7500 Tournai
- 1588 POTTEAU J.
7000 Mons
- 1589 VAN WYNSBERGHE Thérèse
- 1590 LIETART Muriel
- 1591 DE PELSMACKER G.
7000 Mons
- 1592 DENIS Carmen
7530 Gaurain-Ramecroix
- 1593 DUGARDIN
7530 Gaurain-Ramecroix
- 1594 ARROUET Jean Michel
- 1595 DEMARBAIX Léonie
Rue Mauvinage 83
7830 Silly
- 1596 BIALEK William
Hameau des Grands Empires
7522 Tournai
- 1597 GAUTIER Marie
Hameau des Grands Empires
7522 Tournai
- 1598 HOLVOET Philippe
Hameau des Grands Empires
7522 Tournai
- 1599 NYS Régine
Hameau des Grands Empires
7522 Tournai
- 1600 DUMORTIER Michel
Rue Emile Montignies 9
7522 Tournai
- 1601 FOURNIER Brigitte
Rue Emile Montignies 9
7522 Tournai
- 1602 DUMORTIER Sandrine
Rue du Mont Saint Aubert
7540 Kain
- 1603 TAEELMAN J Jacqueline
Rue du Crombion
7700 Luingne
- 1604 VANMOLLEGHEN Albert
Hameau de Tréquièrre
7522 Tournai
- 1605 DUHAYON Serge
Hameau du Molinel
7522 Tournai
- 1606 VAN HOOR Jean Pierre
Hameau du Houilly
7522 Tournai
- 1607 GLORIEUX Lucien
Hameau du Houilly
7522 Tournai

- 1608 ANDRE Mathieu
Hameau du Ruage
7522 Tournai
- 1609 SEYNAVE Bénédicte
Hameau du Ruage
7522 Tournai
- 1610 VANDEKERKOVE Marie Claire
Rue Charles Lelubre
7501 Orcq
- 1611 BONNET Lucienne
Résidence Lelubre
7501 Orcq
- 1612 LORTHIOIR Nelly
Résidence Lelubre allée 1
7501 Orcq
- 1613 VAN HAELMEERSCH Adrien
Rue de la Chapelle
7501 Orcq
- 1614 TRIFIN Ivan
Place
7522 Tournai
- 1615 BLANCHET Annick
Chemin de Marquain
7522 Tournai
- 1616 PAEMELAERE Elodie
Chemin de Marquain
7522 Tournai
- 1617 PAEMELAERE Michel
Chemin de Marquain
7522 Tournai
- 1618 BARBIER Louise
Rue Haudion 17
7522 Blandain
- 1619 ROTTELEUR Renée
Rue de Tournai
7520 Templeuve
- 1620 VION Claudine
Rue Delannay
7504 Froidmont
- 1621 NORTIER Régis
Chaussée de Lille
7522 Marquain
- 1622 D'HEYGERE Francine
Rue du Calvaire
7522 Tournai
- 1623 VAN HOE Michel
Chemin Royer
7503 Froyennes
- 1624 DELVALLE Yves
Rue des Morts
7522 Tournai
- 1625 HUBAUT Robert
Rue du Château
7730 Estaimpuis
- 1626 DEFFONTAINES Chrysole
Chaussée de Lannoy
7503 Froyennes
- 1627 LEROY Bruno
Trieu Dorenet 20
7522 Blandain
- 1628 DELNESTE-BECQUEREAU Anne Marie
Rue du Cimetière
7522 Tournai

- 1629 TRIFIN Ivan
Place 3
7522 Tournai
- 1630 VUYSTEL Luc
Place 5 et 6
7522 Tournai
- 1631 RICCIO Sandra
Rue Edmond Richard 13
7522 Blandain
- 1632 DUPLAT Fabienne
Rue La Rue 8
7522 Tournai
- 1633 D'HAENE Jaques
Place 4
7522 Blandain
- 1634 CAPART Claude
Rue des Près
7522 Lamain
- 1635 VONCK Emilie
Chaussée de Douai
7500 Tournai
- 1636 DAL Marie
Place 8 B
7522 Tournai
- 1637 DUPIRE Francis
Chaussée de Lille
7522 Marquain
- 1638 DELECOEUILLERIE Jean Louis
Rue Edmond Richard 26
7522 Blandain
- 1639 DELMULLE Francine
Rue des Déportés
7522 Blandain
- 1640 JUBARU A
Rue des Déportés
7522 Blandain
- 1641 DELMULLE Cécile
Rue Vallée Bailly 100
1420 Braine l'Alleud
- 1642 PIRLOT Marcel
Rue Camille Depinoy
7520 Templeuve
- 1643 PIRLA Carine
Rue Cahos
7520 Templeuve
- 1644 VONCK Daniel
Chaussée de Lille
7522 Marquain
- 1645 DUPIRE F.
Rue Camille Depinoy
7520 Templeuve
- 1646 DELECOEUILLERIE Charles et Edith
Hameau du Touquet
7522 Blandain
- 1647 DELONVILLE-WATTEAU Daniel
Hameau du Touquet
7522 Blandain
- 1648 LEPERS Anne Marie
Hameau du Touquet
7522 Blandain
- 1649 MORTREUX Christophe
Rue de Thumesnil
59000 Lille

- 1650 FICHERE Sylvain
Rue du Moulin de Calonne
7522 Blandain
- 1651 MAGAIN Annie
Rue Longue 13 Bis
7522 Marquain
- 1652 VONCK Julie
Chaussée de Lille
7522 Marquain
- 1653 PLUQUET Patricia
Rue Haute 12
7520 Templeuve
- 1654 PLUQUET Sébastien
- 1655 GIGOUNON Christophe
Rue Bruenne
7502 Esplechin
- 1656 GOMICHOIN Vincent
Rue du Nouveau Coron
- 1657 DELHUVENNE Ghislain
Rue Chauny
7520 Templeuve
- 1658 FOUCH Paulette
Rue Chauny
7520 Templeuve
- 1659 MONTIGNIE Thierry
rue de l'Institut 38
7730 Néchin
- 1660 HESPEL Valérie
rue de l'Institut 38
7730 Néchin
- 1661 SPIESSENS Fabrice
Rue de la Broche de Fer
7712 Herseaux
- 1662 SIMON Martin
Rue Doublet
7500 Tournai
- 1663 PARSY Christelle
Rue aux Pois
7520 Templeuve
- 1664 PLUQUET Eric
Rue aux Pois
7520 Templeuve
- 1665 PICART-HESPEL (2 signataires)
- 1666 HESPEL
Rue du Bucquoy 43
7730 Néchin
- 1667 NOTTEBAERT Jules
Rue Prayelle 7
7522 Marquain
- 1668 NOTTEBAERT Jeanine
Rue Prayelle 5 B
7522 Marquain
- 1669 SNP SID Ali
Rue des Déportés
7522 Blandain
- 1670 VALEE-POLLET (2 signataires)
Résidence René Lefebvre
7522 Lamain
- 1671 PLUQUET C.
Rue Haute 12
7520 Templeuve
- 1672 DENIS Thérèse
Avenue de Paris
7500 Tournai

- 1673 HENNO Yves
Rue Haute 14
7520 Templeuve
- 1674 DENEUBOURG Eugénie
Rue Doublet
7500 Tournai
- 1675 SARTORIUS Dominique
Rue Longue 13
7522 Marquain
- 1676 SENESAEL Stéphane
Rue Prayelle 5 B
7522 Marquain
- 1677 D'HAENE José
Place 27
7522 Marquain
- 1678 SADIN Pierre Olivier
Résidence René Lefebvre
7522 Lamain
- 1679 COPPENOLLE-D'HEYGERE André
Chemin Landaise
7501 Orcq
- 1680 Non attribué
- 1681 BROUCKAERT Etienne
Trieu Dorenet 2
7522 Blandain
- 1682 DELEGLISE
Trieu Dorenet 8
7522 Blandain
- 1683 LEROY-LEBLON
Trieu Dorenet 1
7522 Blandain
- 1684 NOUGUEREDÉ Monique
Trieu Dorenet 5
7522 Blandain
- 1685 BOUCAU-DUFAY
Trieu Dorenet 12
7522 Blandain
- 1686 PETIT Maurice
Trieu Dorenet 14 A
7522 Blandain
- 1687 RONSSE Jean
Trieu Dorenet 6
7522 Blandain
- 1688 MALAISSE-ALLARD
Trieu Dorenet 5
7522 Blandain
- 1689 BOUCAU Fabienne
Trieu Dorenet 4 B
7522 Blandain
- 1690 NYS Albare
Rue Oscar Roger 29
7522 Tournai
1691. MET- Direction générale des Autoroutes et des Routes
Division du Réseau Ouest – M. R. DEBROUX
Rue du Jonquois 118
7000 MONS

Vu l'avis favorable conditionnel du Conseil communal de la ville de Tournai, du 15 décembre 2003;

Vu le dossier d'enquête publique transmis le 12 janvier 2004, par Monsieur M. FORET, Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement, à la Commission Régionale d'Aménagement du Territoire et mis à la disposition des membres de la Section Aménagement normatif;

Vu les situations juridiques et existantes du secteur;

La Commission Régionale d'Aménagement du Territoire émet en date du 12 mars 2004, un avis favorable à la modification de la planche 37/6N du plan de secteur de Tournai - Leuze - Péruwelz en vue de l'inscription d'une zone d'activité économique de 113,7 ha répartis en :

1° une zone d'activité économique mixte de 62,5 ha

2° une zone d'activité économique industrielle de 51,2 ha

et d'une zone de réservation en vue de permettre un accès autoroutier direct à la zone en la prolongeant jusqu'au carrefour des Faisans.

La CRAT justifie son avis par les considérations suivantes :

I. Considérations générales

1. La planification

1° La zone d'activité économique mixte :

La zone d'activité économique mixte comporte les surimpressions suivantes :

La prescription * R 1.1 est d'application sur une superficie de 53 ha, à savoir :

« Les commerces de détail et les services à la population ne sont pas autorisés à s'implanter dans la zone repérée * R 1.1, sauf s'ils sont l'auxiliaire des activités admises dans la zone ».

La prescription supplémentaire * R 1.5 est d'application sur une superficie de 9,5 ha située en bordure du village de Blandain et plus précisément du hameau du Touquet. Cette partie de la zone est réservée à la constitution d'un périmètre d'isolement.

Répondant à la demande du Conseil communal, la CRAT suggère que l'opérateur économique, l'IDETA, applique spontanément la prescription * R 1.1 dans la poursuite de l'occupation de la zone d'activité économique existante Tournai Ouest I.

2° La zone de réservation du nouveau raccordement autoroutier.

La CRAT se rallie à la suggestion d'un réclamant de prolonger le projet de tracé de contournement jusqu'au carrefour du Faisan.

Cette solution présente l'avantage d'éviter un croisement supplémentaire sur un tronçon de la route N 7 fortement accidentogène et permet de réaliser un rond-point à hauteur du carrefour du Faisan qui, déporté vers le quadrant nord-est, s'écartera des habitations existantes et articulera les voiries suivantes : RN 7 - voie d'accès à la zone d'activité - route de Lamain et rue R. Lefebvre.

2. Les besoins

L'étude d'incidences valide le territoire de référence retenu par le Gouvernement wallon à savoir la partie ouest du territoire couvert par l'intercommunale IDETA.

En ce qui concerne les besoins spatiaux à un horizon de 10 ans, l'étude prend comme hypothèse de croissance, une croissance zéro en se basant après différentes méthodes d'analyse, sur les ventes opérées sur les huit dernières années. Elle aboutit à une estimation des besoins nets à 10 ans de 100 ha pour la zone ouest.

La CRAT se rallie à ces propositions et attire l'attention sur le fait que 9,5 ha situés en bordure du village de Blandain seront affectés à la création d'un dispositif d'isolement.

3. L'emploi

Le nombre d'emplois potentiels qui seraient créés dans la zone d'activité Tournai Ouest III est largement critiqué dans l'enquête. L'étude d'incidences évoque en effet la création de quelque 1700 emplois. Elle base ce nombre sur un taux moyen d'emplois à l'ha renseigné par l'intercommunale IDETA, soit 16 emplois/ha et une extrapolation en fonction de la surface.

Des réclamants estiment que le nombre d'emplois futurs devrait être une extrapolation du nombre d'emplois existants dans les zones d'activité de Tournai Ouest I et II.

Le nombre d'emplois créés ou délocalisés à Tournai Ouest I et II est évalué à quelque 1800 emplois en 25 ans. Sur cette base, ils évaluent le nombre d'emplois créés ou délocalisés pour les 10 prochaines années à quelque 800 emplois plutôt que les 1700 envisagés. Dès lors, seuls 50 ha seraient nécessaires et ils considèrent qu'on peut les trouver dans les zones de Tournai Ouest I et II, dans des sites d'activité économique désaffectés, dans les zones d'aménagement différé évaluées à quelque 300 ha sur le territoire de la commune.

Un réclamant qui demande une réduction substantielle du nombre d'ha de l'extension estime que le calcul futur de la surface à mettre en œuvre devrait être fait sur base du taux de conversion des options et sur base des chiffres de ventes d'où seraient déduites les surfaces attribuées à des installations dont l'implantation dans une zone d'activité économique n'est plus souhaitable. Cela éviterait la création d'infrastructures occupant beaucoup d'espace et créant peu de plus-values.

L'objectif de créer des emplois est également considéré comme un leurre au regard de la situation économique générale. La création d'emplois dépend d'abord du dynamisme et de la créativité des personnes qui veulent entreprendre.

D'autres réclamants mettent l'accent sur l'intérêt assez limité pour l'emploi dans le Tournais dans la mesure où les zones d'activité existantes de Tournai Ouest attirent spécifiquement des implantations ou des délocalisations d'entreprises françaises et flamandes, attirées par les prix réduits des terrains et venant avec une partie de leur personnel. Elles quittent les lieux quelques années après, lorsque les avantages fiscaux ne sont plus aussi évidents et abandonnent « des entrepôts dévoreurs d'espaces ».

La CRAT constate en effet, que les commentaires des réclamants sur le nombre potentiel d'emplois créés sont conformes à ce qui est dit dans l'étude d'incidences.

Elle prend acte des propositions alternatives et considérant qu'il est difficile d'anticiper sur l'évolution de la conjoncture économique voire sur la création de nouveaux mécanismes d'aides européennes, elle invite à une gestion prudente et parcimonieuse des terrains par l'opérateur économique.

Elle relève que dans l'étude d'incidences, est avancée l'idée d'imposer une clause de restriction lors de la première vente de terrain, liant l'accord sur l'investissement à la création d'un certain nombre de postes de travail : ce genre de clause peut, en tout cas, dissuader la multiplication dans les nouvelles zones d'activité de halls de stockage grands consommateurs d'espaces et peu pourvoyeurs d'emplois.

La CRAT suggère que ce genre de clause pourrait être reprise dans les actes de cession des terrains.

Quant à l'offre dans les parcs existants, l'étude d'incidences signale que la zone d'activité économique industrielle de Tournai Ouest I est quasi saturée avec un solde disponible de 2,2 ha en septembre 2002 et que celle de Tournai Ouest II compte encore 27,2 ha à la même époque ce qui correspond à un taux de disponibilité de 25,33 %.

4. L'agriculture

- ➔ Un réclamant favorable au redéploiement de l'activité économique en Région wallonne, estime que celui-ci ne peut se faire au seul détriment du monde agricole alors que des espaces sont disponibles par ailleurs. Il fait référence aux nombreux espaces autrefois dévolus à l'activité économique – 12.050 ha de sites d'activité économique désaffectés selon la SPAQuE – dont tous ne sont pas pollués au point de n'être pas disponibles directement.

La CRAT prend acte de ce point de vue. Elle regrette en effet, n'avoir pas trouvé plus de réaffectation d'anciens sites d'activité économique dans le Plan prioritaire. Force lui est néanmoins de constater que dans le territoire de référence, la zone ouest du territoire de l'IDETA, en dehors des sites carriers, il n'existe pas de site d'activité économique désaffecté d'une superficie importante.

- ➔ * La comparaison « emploi agricole / emploi des autres secteurs de l'économie » figurant parmi les objectifs énoncés par le Gouvernement est vivement critiquée. Les termes de la comparaison doivent être « surface d'activité économique désaffectée / zone d'activité économique » et la question suivante est posée. « La Région wallonne va-t-elle poursuivre la politique du chancre industriel au détriment de l'activité agricole ? »

Pour appuyer leur point de vue, les réclamants se réfèrent au rapport final de la Conférence Permanente du Développement Territorial de septembre 2002 qui constate que l'espace dévolu à l'activité économique est suffisant et qui, a contrario, préconise largement l'extension de la zone agricole, le déficit étant estimé à 10.000 ha à l'horizon 2010.

Ce rapport signale encore qu'une entente entre les opérateurs suffirait à couvrir les besoins pour les 10 prochaines années et qu'il s'avère nécessaire d'accroître fortement la superficie de la zone agricole.

* Des réclamants se réfèrent au Schéma de Développement de l'Espace Régional (S.D.E.R.) qui prône la gestion parcimonieuse du sol et précise que « le maximum de surface agricole doit être réservé à l'agriculture afin d'éviter le recours à des techniques de production trop intensives et ce, pour assurer une alimentation de qualité » - (point IV.4 de la 3^e partie).

Ils ajoutent également qu'il faut économiser les terres agricoles qui constituent le patrimoine des générations passées, actuelles et futures.

* La sous-estimation de l'impact du Plan prioritaire des zones d'activité économique sur le secteur agricole est également dénoncée dans l'enquête publique.

C'est ainsi que la perte de quelque 1500 ha aura notamment pour effet de réduire la production de céréales de plus de 7.800 tonnes.

Cette estimation est basée sur les rendements avérés de la Région et compte tenu de la pratique de la rotation des cultures. Cette diminution de l'offre accélèrera la restructuration des organismes stockeurs et des pertes d'emplois seront à déplorer tant au niveau des secteurs de l'amont que de l'aval de l'agriculture.

Il y est encore précisé que les besoins intérieurs de la Région, de l'ordre de 15 millions de tonnes, ne sont plus couverts que par une production de 5 millions de tonnes. La Région dépendra donc davantage des importations et devra assumer les coûts de transport qui en résultent.

* Il est dit dans l'enquête publique que la zone proposée est dans sa presque totalité affectée à l'agriculture professionnelle. Les sols sont tous classés de très grande valeur agronomique.

Treize agriculteurs voient leur situation d'exploitation rendue soit impossible, soit précarisée par le projet.

Des réclamants relèvent le caractère lacunaire de l'étude d'incidences sur les impacts sur les exploitations agricoles.

L'étude signale qu'il y a peu d'exploitations touchées et qu'elles sont peu touchées. Or, il n'y a pas eu de relevé exhaustif des exploitations concernées et les effets induits ne sont pas décrits.

La réforme de la Politique Agricole Commune (la P.A.C.) actuellement mise en chantier et conditionnant les aides aux agriculteurs au respect de la « conditionnalité » n'est même pas mentionnée.

Des réclamants font état de la double liaison au sol. Il y a, d'une part, la liaison des productions animales au sol et, d'autre part, la liaison des productions végétales au sol.

Ainsi, un agriculteur qui perd des terres est pénalisé par la perte de terres de culture et par la perte de 1,8 UGB (unité de gros bétail) par ha fourrager. Certains agriculteurs se verront dans l'obligation de réduire leur cheptel par manque d'ha d'épandage.

S'il perd une part importante de son exploitation, il perdra aussi une partie de son quota betteravier, or la culture de la betterave est la culture la plus rentable à l'heure actuelle (un agriculteur peut livrer à la sucrerie à concurrence de 20 tonnes par ha).

La perte de terres de culture conduit donc à une perte cumulée de revenus alors que le capital investi est très élevé par rapport au revenu dégagé et que les charges fixes des agriculteurs expropriés resteront les mêmes avec moins de revenus.

L'étude ne fait pas non plus état des difficultés particulières rencontrées par les producteurs « bio ». Or, ceux-ci seront confrontés à la période de reconversion et à l'achat d'aliments « bio » pour poursuivre leur activité.

* La cohérence des décisions du Gouvernement wallon est également évoquée. D'une part, il prône le développement économique durable, met sur pied « Agro Food Valley » et d'autre part, prend des terres agricoles au lieu d'autres solutions alternatives.

similaire à la Toute diminution de l'activité agricole est délocalisation d'activités industrielles à l'étranger.

* Des réclamants suggèrent qu'une aide soit accordée aux exploitants agricoles dans la recherche à l'acquisition de terres de remplacement ainsi qu'une compensation pour la diminution du cheptel engendrée par l'expropriation ou les droits à produire perdus.

D'autres demandent, si Tournai Ouest III il y a, de prévoir un dédommagement correct pour les agriculteurs qu'ils soient propriétaires ou locataires.

* La CRAT constate que l'étude d'incidences fait état de ce que « le projet s'implante sur des terres de très bonne qualité agricole représentant une surface homogène d'une centaine d'ha. Le type de sol rencontré est un sol limoneux très apte aux cultures, avec une petite zone, au nord, humide tout au long de l'année. Elles sont comptées parmi les meilleures terres de Wallonie en termes agronomiques ».

Elle précise également que « le projet engendre un impact sur plus d'une vingtaine d'exploitations, à des degrés divers. Certaines d'entre elles sont touchées sérieusement en perdant des terres de culture respectivement à hauteur de 60 %, 26 % et certaines à plus de 10 % de leur Superficie Agricole Utile (SAU). Sans entrer dans le détail, beaucoup d'agriculteurs sont relativement jeunes, d'autres plus vieux avec des successeurs potentiels. Leur situation, ainsi que le contexte actuel dans le secteur agricole, leur impose un investissement minimal obligatoire.

La perspective de ce projet fait donc peur à la plupart de ces agriculteurs, pratiquant une agriculture familiale, « paysanne », de polyculture / élevage. Les investissements consentis seront perdus pour ceux-ci après la mise en place du zoning ou bien ils ne seront pas effectués et cela favorisera le développement de pratiques agricoles non raisonnées défavorables au développement d'une agriculture durable et/ou alors la disparition pure et simple de l'exploitation.

De plus, la reprise de terrains situés hors zone de projet n'est pas sans difficultés (coûts élevés dus à une demande subite, éloignement du siège d'exploitation, terrains de moins bonne valeur agricole, ...). Tout cela implique, de la part du Gouvernement wallon, la mise en place d'un suivi et d'un accompagnement des agriculteurs concernés, tout au long de la mise en place de la zone d'activité économique, et ce afin de faciliter certaines contraintes (délocalisation des activités de l'agriculteur) et d'éviter certains abus (spéculations outrancières, ...) défavorables au maintien des jeunes agriculteurs (et donc d'une agriculture familiale durable) ». (Page 98 du Rapport final).

Dans la phase E de l'étude d'incidences, la CRAT note que son auteur aborde la problématique du suivi et de la compensation de l'impact sur l'activité agricole. On peut y lire que :

« Les dernières crises qu'a subi le monde agricole, la perception que certains citoyens se font de l'agriculture ainsi que d'autres éléments comme des contraintes administratives de plus en plus élevées, des contrôles ... engendrent aujourd'hui un réel malaise, dans la profession. Les agriculteurs représentent à peine 2 % de la population active, tout en gérant environ 50 % du territoire wallon. Ils assurent la fonction de production de matières premières, mais également, et de plus en plus sollicités par la société, les fonctions de gestion de l'espace rural, de fournitures de services (débossaillages, déneigement ...), de maintien d'un cadre de vie rural, etc.

C'est pourquoi, en tant que personnes impliquées au premier titre par ces projets, les agriculteurs concernés devraient pouvoir faire l'objet d'un suivi lors de la mise en œuvre de nouvelles zones d'activité sur les terres qu'ils exploitent.

Certaines méthodes d'indicateurs d'état ou d'impact existent, s'intéressant à l'état global de l'exploitation du point de vue de l'agriculture durable (fonctions économique, socioterritoriale et environnementale de l'agriculture).

Les composantes économique et sociale de l'exploitation font dans un tel cas l'objet d'un suivi attentif, avec, le cas échéant, une aide pour la recherche et l'acquisition de nouvelles terres, pour la délocalisation des infrastructures (on pense ici, notamment, aux laitiers qui perdent leurs prairies attenantes à la salle de traite), pour la diminution du cheptel et des droits à produire perdus, etc.

Ce suivi devrait se faire en harmonie avec le phasage de la mise en œuvre de la ZAE ». (Page 98 du Rapport final).

L'étude propose également que, au cas où la zone ne serait pas mise en œuvre dans un délai de 3 ans, à partir de la date de l'arrêté adoptant définitivement le plan de secteur, la zone soit réaffectée à sa destination initiale. Par mise en œuvre, elle entend la réception définitive des infrastructures (routes, égouts, système de collecte et d'épuration des eaux, dispositifs d'isolement ...).

La CRAT se doit de reconnaître que l'étude d'incidences aborde un certain nombre des problématiques liées au secteur agricole. Elle estime néanmoins que l'étude aurait dû aborder la situation de chaque exploitation agricole concernée par le projet plutôt que de rester dans les généralités comme elle l'a fait.

Elle trouve intéressante la proposition de réversibilité qui y est faite en cas de non mise en œuvre du projet mais considère le délai de 3 ans qui est avancé totalement irréaliste au regard des procédures mises en place par le Gouvernement, à savoir l'élaboration d'un cahier des charges urbanistique et environnemental en application de l'article 31bis du CWATUP ainsi que la reconnaissance de la zone d'activité par les procédures de la législation d'expansion économique.

5. L'accessibilité

5.1. Accessibilité ferroviaire

Des réclamants proposent de raccorder la zone en projet au chemin de fer dès que les premières entreprises seront établies afin d'éviter qu'elles n'envisagent que le transport par route et n'investissent qu'en ce sens.

Certains rappellent que le raccordement au rail est programmé par la SNCB depuis 1970.

La CRAT fait remarquer que, si le Gouvernement a suivi la suggestion de l'étude d'incidences sur l'environnement dans la localisation des deux zones d'activité (zone d'activité économique industrielle et zone d'activité économique mixte), c'est justement pour permettre un accès de la zone d'activité économique industrielle au chemin de fer.

En effet, la ligne de chemin de fer 94 (Lille-Bruxelles) constitue la limite nord du projet et l'intersection avec la ligne 75A qui joint Mouscron à Tournai se situe à environ 4 km.

L'étude d'incidences précise que l'accès au chemin de fer du site a constitué l'un des critères importants de la justification de la localisation de la zone d'activité (p. 49 - Phase D du Rapport final).

5.2. Accessibilité routière et autoroutière

Afin d'assurer une meilleure mobilité autour de la métropole des Flandres et de Picardie, des réclamants sont d'avis que la ville de Tournai devrait défendre la mise à trois voire à quatre bandes de l'autoroute E 42-A 17. A hauteur de Chéreng-Amstaing, un embranchement autoroutier serait aménagé vers et en provenance de Douai et de la plate-forme multimodale de Dourges, ce qui constituerait le contournement est et sud de la Métropole, le plus réaliste et aussi le plus économe de terres utilisables de part et d'autre de la frontière. Un tel projet éviterait la création éventuelle de l'accès sud proposé à Tournai III qui ne saurait être que gaspillage de terres et de travaux publics et contribuerait à régler les conséquences d'une saturation annoncée de l'axe Tournai-Lille dans les dix années à venir.

La CRAT prend acte de ces remarques et propositions. Elle relève que l'étude d'incidences envisage la mobilité et l'accroissement du trafic autoroutier en se référant au Plan communal et Mobilité de Tournai. Elle signale dans la phase D page 93 :

« Les autoroutes sont actuellement à même de supporter l'augmentation de trafic induite par le projet. Le PCM de Tournai en cours de finalisation prévoit, si l'augmentation de trafic actuelle se confirme, une saturation de l'A 8 au niveau de Tournai d'ici 2015. Cependant, cette autoroute pourra alors passer à trois bandes ce qui rétablira la fluidité. Dans le cas des variantes de délimitation (soit le projet), la liaison directe avec le second accès à l'autoroute limiterait, voire supprimerait le risque d'utilisation des voiries locales comme voies de liaison entre l'autoroute et le site ».

D'autres réclamants mettent en cause l'accès sud de la zone estimant que la circulation automobile pourrait être absorbée par les voies existantes de Tournai I et II.

Pour eux, il est impératif que la rue du Moulin de Calonne ne permette pas un accès normal à un zoning et soit rigoureusement interdite à la circulation. De même, faire transiter un flot journalier de véhicules par le carrefour du Faisan leur paraît suicidaire; c'est un carrefour dangereux avec peu de visibilité.

La CRAT constate que l'étude d'incidences prévoit que la variante de délimitation – soit celle retenue comme projet – permettra une réduction du trafic sur les voiries locales.

La rue du Moulin de Calonne y est décrite comme une voirie de liaison entre les villages de Blandain et de Marquain passant à travers champs. Elle ne présente que quelques maisons en continuation de l'urbanisation de Blandain.

L'étude recommande par ailleurs de prévoir des aménagements des voiries locales (rue du Moulin de Calonne, rue des Bénédictines) afin d'y éviter la circulation induite par la nouvelle zone d'activité. Ces aménagements pourraient prendre la forme de casse-vitesse rue du Pont des Bénédictines qui n'est pas fréquentée par des lignes de bus. En toute hypothèse, la circulation des bus devrait y être interdite. (Etude d'incidences – Phase E, p. 17).

La CRAT fait siennes les propositions de l'étude qui rencontrent les préoccupations des réclamants. Il devra en être tenu compte dans l'élaboration du cahier des charges urbanistique et environnemental prescrit par l'article 31bis du CWATUP.

Un autre réclamant demande que la nouvelle bretelle d'accès à l'autoroute E 42 ne puisse être construite que dans la dernière phase de mise en œuvre de Tournai III car sa nécessité n'est pas démontrée par l'étude dans la mesure où elle est fondée sur une densité d'emplois que la zone n'atteindra peut-être pas. L'argument de la zone SEVESO de Tournai II n'apparaît pas entièrement convainquant.

Des réclamants opposés à l'accès autoroutier sud rejettent également l'inscription du triangle sud-ouest de zone d'activité économique mixte et réclament son maintien en zone agricole.

Le projet retenu par le Gouvernement wallon correspond à une des variantes proposées dans l'étude d'incidences. La CRAT constate qu'on peut y lire dans sa phase D, p.49 que « la variante consiste à proposer un nouvel accès par le sud à partir de l'échangeur n° 35 de l'E 42. Cette variante s'accompagne d'un accroissement de la superficie de la zone d'activité par l'utilisation de la bande interstitielle qui subsiste, dans cette hypothèse, entre la voirie proposée et l'autoroute.

En contrepartie, les dispositifs d'isolement inclus dans la zone d'activité et situés entre le village de Blandain et la zone d'activité sont augmentés d'une superficie équivalente.

Le seul accès à la nouvelle zone d'activité, si l'on veut éviter de traverser soit le village de Marquain, soit celui de Blandain est aujourd'hui celui qui passe sous l'autoroute A 17 et traverse Tournai Ouest II. Cette situation est difficilement acceptable à terme, à la fois en fonction de la sécurité en cas de problème à Tournai Ouest II (une usine y est classée SEVESO) et de visibilité, le circuit pour accéder à la zone étant à ce point complexe qu'il risque de générer un trafic parasite à travers les villages nommés ci-dessus ».

La CRAT prend acte de cette analyse mais se rallie à la proposition du réclamant qui estime que le nouveau raccordement autoroutier ne doit être construit que dans la dernière phase de mise en œuvre.

Elle estime qu'il appartiendra au cahier des charges urbanistique et environnemental de définir le phasage. Quant au cheminement, il revient à l'opérateur économique de faire installer une signalisation adéquate.

Elle fait par contre sienne, la justification de l'inscription du triangle sud-est en zone d'activité économique.

Des réclamants proposent de supprimer la zone de réservation prévue pour la prolongation de l'autoroute A 17 jusqu'au niveau de la route N 7 au lieu-dit Quénelet et qui constitue l'amorce d'un contournement sud de Tournai par l'autoroute A 17.

Ce projet est abandonné par le MET qui a réalisé l'accès à l'A 17 et l'E 42 au cœur même du zoning industriel.

La CRAT adopte cette proposition qui a le mérite d'éclaircir la situation notamment par rapport aux habitants du village de Marquain.

Un réclamant estime que le projet mis en œuvre provoquera un accroissement de la mobilité (personnel employé-fournisseur...) contraire aux principes qui guident l'élaboration du P.C.M..

La CRAT fait remarquer que l'étude d'incidences précise que le P.C.M. prévu à Tournai ne vise pas le site, objet du projet de révision car il est trop éloigné du centre urbain (phase D, p. 50).

5.3. Accessibilité par les T.E.C.

Un réclamant revendique l'augmentation des services de bus dans les différentes zones de Tournai Ouest et villages environnants.

Pour un autre, le fait de placer toute l'activité économique dans le zoning c'est obliger les travailleurs à prendre leur voiture, ce qui est contraire au principe de développement durable.

Selon l'étude d'incidences, les TEC précisent que les zonings sont généralement peu ou pas desservis en raison de la très faible demande en matière de transport en commun. Les lignes prévues n'ont donc généralement pas pour vocation de desservir ces zonings. Dans certains cas, des lignes ou extensions ont dû être fermées faute de voyageurs.

L'étude note encore que plusieurs arrêts sont situés à proximité mais la desserte est assez faible. (phase D, p. 93).

Dans la phase E, l'étude propose la réalisation d'un plan de déplacement d'entreprises à l'échelle de la nouvelle zone qui serait utilement étendu à l'ensemble des zones de Tournai Ouest.

La CRAT signale que cette proposition est reprise dans l'article 5 de l'Arrêté du Gouvernement wallon du 18 septembre 2003.

5.4. Accessibilité pour la promenade

Des réclamants font part de l'activité associative permanente et diversifiée du village de Blandain; les promenades pédestres et à vélo y abondent et la plaine du Touquet y est toujours de la partie. Ils se demandent si les cheminements anciens subsistent et si le site restera accessible à la promenade lorsqu'il sera mis en œuvre.

La CRAT constate que l'étude d'incidences reconnaît que les sentiers du centre du site, particulièrement agréables pour les promeneurs car dépourvus de circulation, vont disparaître.

La CRAT propose que le volet relatif à la mobilité du cahier des charges urbanistique et environnemental prenne en compte les sentiers existants et tente dans toute la mesure du possible de les maintenir voire de leur donner un autre tracé.

5.5. La signalisation

Des réclamants demandent une meilleure signalisation du zoning ainsi qu'une amélioration de la signalisation existante tant sur les autoroutes que sur les routes.

Ils proposent de donner un nom aux différents sites de manière à ce qu'ils soient plus aisément identifiables.

La CRAT prend acte de ces propositions qui pour les premières relèvent du MET tandis que les secondes dépendent de l'opérateur économique.

6. La mixité des centres urbains

Des réclamants suggèrent que soit redynamisée l'activité économique du centre urbain au motif que certaines activités économiques du secteur tertiaire (professions libérales – bureaux) sont initialement implantées dans les zones existantes alors qu'elles auraient mieux leur place dans le tissu urbain et contribueraient à la redynamisation du centre-ville.

D'autres préconisent d'y interdire les entreprises du secteur tertiaire.

La CRAT rappelle que dans la mise en œuvre de la structure spatiale du SDER, il est proposé d'« encourager la mixité raisonnée des activités ». Il y est précisé que :

« Dans les centres, on privilégiera une mixité sélective des activités en assurant leur compatibilité et, de préférence, leur complémentarité. En particulier, on favorisera la mixité des activités économiques et des logements tant publics que privés en veillant à chacune de ces fonctions des conditions de développement satisfaisantes... ».

Par ailleurs, la CRAT fait remarquer que la prescription supplémentaire *R.1.1 est d'application pour la zone d'activité économique :

« Les commerces de détail et les services à la population ne sont pas autorisés à s'implanter dans la zone * R.1.1, sauf s'ils sont l'auxiliaire des activités admises dans la zone ».

Cette prescription rencontre le souci des réclamants. Elle est une proposition de l'étude d'incidences d'éviter la délocalisation d'activités du centre urbain vers des zones périphériques ce qui constitue un facteur de désurbanisation des centres urbains.

7. La mise en œuvre des zones d'activité.

Différentes remarques ont trait à la mise en œuvre de la zone d'activité économique. Si la CRAT peut comprendre l'inquiétude de certains réclamants concernant cette mise en œuvre et les nuisances qui en découleront, celle-ci n'est pas du ressort direct de la présente enquête. En effet, chaque nouvelle zone d'activité économique inscrite au plan de secteur dans le cadre de l'adoption finale du plan prioritaire par le Gouvernement wallon, fera l'objet de l'élaboration d'un cahier des charges urbanistique et environnemental en application de l'article 31bis du CWATUP.

7.1. Une gestion parcimonieuse du sol.

Des réclamants suggèrent d'utiliser préalablement les espaces encore disponibles dans Tournai Ouest I et II ainsi que les parcelles et bâtiments des entreprises qui ont fermé au motif que l'extension ne servirait que les intérêts d'IDETA au détriment des agriculteurs, des tournaisiens et du centre-ville. L'un d'eux propose de favoriser la reprise de ceux-ci en octroyant une prime de reconversion et certains avantages aux sociétés qui en font la demande (diminution du cadastre, des taxes ...). Selon eux, l'occupation de l'espace dans les zones I et II constitue un gaspillage de terres agricoles non contrebalancé par un taux d'emploi important. Ils craignent que Tournai Ouest III reproduise le même phénomène. L'espace agricole ne doit plus être considéré comme une donnée marchande appropriée par IDETA qui s'en débarrasse ensuite avec des plus-values, mais comme un bien précieux « prêt » aux entrepreneurs via des taux emphytéotiques, des locations, ...

La CRAT estime légitime la demande des réclamants de voir optimiser l'occupation des deux zones d'activité existantes avant d'entamer la mise en œuvre de la troisième. Elle rappelle toutefois que, dans son analyse sur les superficies disponibles, l'étude d'incidences note que Tournai Ouest I est quasi saturée et que Tournai Ouest II dispose encore de quelque 27,2 ha (Rapport final Phase B – p.27).

L'étude d'incidences fait également le constat d'une surconsommation d'espace non construit qui n'intègre absolument pas le concept de gestion parcimonieuse du sol et où l'absence d'arbres est flagrante. Elle prône une organisation spatiale des PME avec des regroupements et une consommation moindre en espace jardiné et en aire de manœuvre et de parking (Rapport final Phase D – P.113).

La CRAT constate qu'au travers de ses remarques sur la densité d'occupation, l'étude d'incidences aborde la question de la gestion parcimonieuse du sol. Pour elle, ce paramètre suggère qu'on augmente la densité d'occupation des entreprises sur les zones affectées à l'activité économique de manière à consommer le moins de territoire possible. C'est d'autant plus justifié que des études récentes font apparaître les coûts liés à la désurbanisation (Rapport final Phase E – p.11).

Il convient néanmoins de tenir compte d'un autre facteur, à savoir que chaque entreprise souhaite préserver l'avenir et se réserver une capacité d'extension. C'est un souhait légitime qu'il faut pouvoir rencontrer. Tout est donc une question de mesure.

L'étude formalise cependant les dispositions relatives à la densité de la manière suivante :

« Afin d'assurer, à l'intérieur de la zone d'activité, une densité d'occupation respectueuse du principe de gestion parcimonieuse du sol, les dispositions suivantes seront respectées simultanément :

rapport entre la surface bâtie au sol et la superficie nette du lot (dispositif d'isolement inclus) au moins égal à 0,5;

rapport entre la surface de plancher construit et la superficie nette du lot (dispositif d'isolement inclus) au moins égal à 0,8 ». (Rapport final – Phase E – p.12).

7.2. Le phasage.

Des réclamants proposent de considérer les zones d'activité de Tournai Ouest I – II et III comme une seule et unique zone étant donné qu'elles sont jointes et que cette proximité est un des arguments de l'étude d'incidences pour justifier la localisation du projet de Tournai Ouest III.

Ainsi, l'amorce des premières emprises sur Tournai Ouest III ne pourrait intervenir que lorsque Tournai Ouest I et II est vraiment en voie d'achèvement. D'autres y ajoutent « et après toutes les autres solutions gérées par IDETA ».

D'autres encore, suggèrent un aménagement progressif et cohérent de la zone au fur et à mesure de l'installation des nouvelles entreprises de manière à ce que les agriculteurs puissent continuer à cultiver leurs terres aussi longtemps que les travaux de construction n'ont pas commencé.

La CRAT se rallie bien évidemment à la proposition d'un phasage de Tournai Ouest III et soutient ainsi les propositions de l'étude d'incidences qui recommande toutefois d'intégrer au dispositif du phasage, la prescription suivante :

« Les décisions de mise en œuvre par phase, tiendront compte du temps nécessaire à l'obtention des permis et à la durée des travaux de telle manière qu'il n'y ait pas d'interruption dans la mise à disposition de terrains à offrir ». (Rapport final – Phase E – pp.10 et 11).

De plus, l'article 3 de l'Arrêté du Gouvernement wallon du 18 septembre 2003 prévoit « un plan d'occupation précise de la zone, secteur par secteur ».

Ce plan fera partie du cahier des charges urbanistique et environnemental prévu par l'article 31*bis* du CWATUP. Celui-ci devra faire l'objet d'une approbation par le Gouvernement wallon.

7.3. Le droit à l'information.

Des réclamants souhaitent disposer d'un droit d'information, de regard, de contrôle ou de suggestion par le biais d'instances représentatives comme l'A.P.I.C., la F.W.A. sur l'occupation de la zone d'activité de Tournai Ouest dans sa totalité (entreprises – surfaces – options – emplois) ainsi que sur l'environnement dans la zone d'activité et sur les incidences de celui-ci sur l'extérieur (pollution – signalisation – écoulement des eaux ...).

D'autres proposent la constitution d'un Comité d'Encadrement de Tournai Ouest I, II et III (ou d'un Comité de Suivi tel que suggéré dans l'étude) lequel aurait un rôle d'avis portant sur tout le projet et ce qui le sous-tend. Ainsi, il relayerait avec son avis les informations émanant aussi bien des riverains que des personnes oeuvrant à l'intérieur de la zone d'activité et veillerait à ce que soient relayées les informations relatives à la sécurité et aux dispositions à prendre, ce qui permettrait de rassurer la population et diminuerait progressivement les tensions et les inquiétudes et permettrait enfin, d'éviter les échanges de correspondances et toute la lourdeur et la lenteur dans la relation ville-riverain.

La CRAT retient la proposition préconisée dans l'étude d'incidences de la création d'un dispositif d'information des riverains :

« Pendant toute la phase de mise en œuvre de la zone d'activité, il est utile qu'un dispositif d'information des riverains soit prévu.

Cela peut prendre la forme, suivant la phase en cours :

- de réunion d'information sur le site, annoncée par voie d'affiches;
- de permanence à heure fixe et connue, sur le chantier;
- de toute boîtes et/ou d'article dans la presse locale;
- de contact avec l'un ou l'autre relais local (association et/ou personne ressource).

Pour que ce dispositif soit efficace il doit permettre à la fois :

- l'expression des doléances des riverains et leur prise en compte, si possible;
- la diffusion d'informations concrètes sur les délais, la durée des phases difficiles, les précautions prises ... ».

7.4. L'imposition aux investisseurs.

Des réclamants suggèrent de ne pas céder d'emblée la propriété des terrains aux investisseurs. En effet, si l'intercommunale garde la propriété du terrain pour une période à convenir et de durée suffisante, cela permettrait de voir avec le temps ce qui détermine réellement le partenaire industriel et s'il entend bien s'intégrer à l'économie locale.

La CRAT note que l'étude prévoit qu'il est envisageable d'imposer une clause de restriction lors de la première vente de terrain, liant l'accord sur l'investissement à la création d'un certain nombre de postes de travail; ce genre de clause peut, en tout cas, dissuader la multiplication de halls de stockage très dispendieux en espaces mais peu pourvoyeurs d'emplois. (Rapport final – Phase E – p.22).

La CRAT approuve cette suggestion et rappelle que le droit offre d'autres possibilités tels que l'emphytéose, le droit de préemption, le droit de réméré tout en considérant que seule l'emphytéose répond au principe de maîtrise foncière.

7.5. L'article 3 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 septembre 2003.

Des réclamants se réfèrent au prescrit de l'article 3 de l'A.G.W. du 18 septembre 2003 qui confie à IDETA l'élaboration d'un cahier spécial de charges, appelé à faire office de plan communal d'aménagement sans l'être.

Ils demandent si la charte urbanistique, le schéma de circulation interne, les modalités de gestion écologique et particulièrement le plan d'occupation progressive du site (qui intéresse au plus haut point les exploitations agricoles) dont IDETA est chargée de l'établissement, feront l'objet d'une publicité une fois établis.

La CRAT fait remarquer que depuis le 18 septembre 2003, date d'adoption des arrêtés relatifs aux zones d'activité du plan prioritaire, le CWATUP a été complété, le 18 décembre 2003, par l'article 31*bis*. Cet article subordonne la mise en œuvre d'une zone d'activité économique à l'adoption d'un cahier des charges urbanistique et environnemental qui doit être élaboré par une personne agréée.

Le cahier des charges urbanistique et environnemental fait l'objet d'une concertation préalable entre le fonctionnaire délégué du service extérieur de la D.G.A.T.L.P., du Collège des Bourgmestres et Echevins, de la D.G.E.E. et toute administration concernée. A l'issue, le fonctionnaire délégué établit un rapport. L'ensemble du dossier est ensuite soumis à l'approbation du Gouvernement wallon.

Une circulaire ministérielle du 29 janvier 2004 précise la composition du cahier des charges urbanistique et environnemental.

7.6. Les nuisances.

7.6.1. L'impact paysager.

Un réclamaient met en évidence la détérioration du cadre de vie.

Avant la création de Tournai Ouest I, la ligne d'horizon s'étendait jusqu'au Mont St Aubert. Si Tournai Ouest III se réalise, le village de Marquain sera encerclé. Il demande de prendre en compte cet élément qui aura un impact certain sur la qualité de vie des habitants et sur l'état d'esprit dans lequel ils vont vivre.

Pour la construction des nouvelles usines, il propose d'imposer des règles permettant de concevoir des bâtiments mieux intégrés et de les accompagner d'une végétalisation composée d'essences indigènes.

D'autres évoquent l'importance de tenir compte de l'impact paysager et ce, aux fins de respecter le patrimoine élaboré par les générations précédentes et de conserver les paysages pour les générations futures.

Un réclamant revendique la mise en œuvre d'un périmètre d'isolement car la zone de protection est trop petite autour du hameau du Touquet et le centre du village de Blandain n'est séparé du site que par la voie ferrée sans aucune zone de protection.

Un autre réclame la réalisation de zones d'isolement et de talutages endéans un certain délai fixé.

La CRAT reconnaît que la réalisation de Tournai Ouest I et la construction de l'autoroute E 42 ont altéré les vues longues depuis le village de Marquain.

L'étude d'incidences révèle que l'aménagement futur de la zone d'activité aura un impact paysager très important spécialement depuis le village de Blandain et le hameau du Touquet. (Rapport final – Phase D – p.89).

C'est pour cette raison qu'elle a suggéré en alternative d'inverser la zone d'activité économique industrielle et la zone d'activité économique mixte, solution qui a été retenue par l'A.G.W. du 18 septembre 2003 qui s'accompagne de la prescription supplémentaire * R 1.5 pour toute la bordure nord-ouest de la zone d'activité économique mixte sur une profondeur de quelque 50 m.

Cette prescription précise que cette partie de la zone d'activité est réservée à la constitution d'un périmètre d'isolement.

L'étude fait également une série de propositions pour maintenir la qualité paysagère du site dans son commentaire du reportage photographique (Phase D – p.89) et dans les mesures à mettre en œuvre (Phase D – p.113). La CRAT propose qu'elles soient plus précisément étudiées par le cahier des charges urbanistique et environnemental qui doit comporter un volet « paysage » et un volet « urbanisme et architecture ».

7.6.2. Les eaux de surface et les eaux souterraines.

Un réclamant note que la zone d'activité est située en zone de risque karstique faible à modéré. La difficulté de déceler les poches de dissolution situées à la surface des calcaires carbonifères est réelle vu que cette surface gît sous les terrains secondaires et tertiaires épais de plusieurs dizaines de mètres en général. Dans ces conditions, seule la prévention permet de garantir la stabilité des bâtiments (ceux de la zone d'activité mais également ceux des villages voisins) et, celle-ci suppose d'éviter tout rabattement de la nappe des calcaires carbonifères au droit du site. En d'autres termes, les prises d'eau importantes sont à proscrire et il faudra par conséquent, soit prévoir une adduction d'eau sur le site, soit refuser l'implantation des entreprises grosses consommatrices d'eau.

Un autre demande que soit prévue une étude approfondie, par la ville et IDETA de la protection des eaux souterraines.

La CRAT prend acte que les déclarations des réclamants sont confirmées par l'analyse des eaux souterraines dans l'étude d'incidences (Phase D – pp.81 à 83) qui conclut que « les risques d'effondrements karstiques « modérés » dans la partie nord-ouest pourraient être accentués par certaines actions sur les eaux (prélèvement excessif d'eau souterraine, poids des retenues d'eau, imperméabilisation ...) ».

Dans les mesures à prendre en matière de gestion des eaux, l'étude d'incidences suggère la réalisation d'une étude d'orientation des eaux souterraines et, le cas échéant, la mesure de la qualité des eaux souterraines à la limite de l'amont hydrogéologique du site ainsi que la vérification de la nécessité de protéger la nappe.

Les possibilités d'infiltration des eaux non contaminées seront vérifiées. (Rapport final – Phase E – p.16).

7.6.3. L'égouttage.

Un réclamant constate qu'aucune station d'épuration n'est prévue dans les zones d'activité de Tournai Ouest I, II et III. Il note que les zones se situent en zone d'épuration collective prioritaire au P.C.G.E.

D'autres proposent un traitement séparé des eaux usées à épurer et des eaux de pluie. Il conviendrait, selon eux, de rejeter les toitures pentues et les asphaltages inconsidérés de surfaces planes afin d'éviter les ruissellements trop importants et interdire l'installation de stations services individuelles d'entreprises qui constituent un risque accru de pollution des eaux.

Comme le constate la CRAT, l'étude d'incidences fait référence au projet d'IDETA, de création de deux bassins d'orage dans Tournai Ouest III de manière à réguler les apports d'eau de ruissellement vers le Rieu de Dorenet et le Rieu de l'Evêque et à allonger le temps de rejet des eaux pluviales.

Elle décrit également les différents réseaux d'égouts projetés dans le cadre du P.C.G.E. en cours de révision. (Rapport final – Phase D – pp.77-78).

Quant aux rejets d'eaux usées, il apparaît que :

« 1° Seules les eaux domestiques usées et peut-être une partie des eaux industrielles usées brutes ou prétraitées pourraient être traitées par une STEP urbaine et ce, avec les problèmes d'incompatibilités éventuelles.

2° Vu la charge polluante globale estimée pour la zone d'activité, l'absence de raccord à une STEP (dont la construction n'est pas programmée) et le rejet des eaux usées des villages voisins dans les eaux de surface, l'étude conseille que l'évacuation des eaux usées domestiques et industrielles s'effectue in situ, au sein de chaque entreprise ou par groupe d'entreprises. Les eaux épurées pourraient ensuite être évacuées via les deux bassins d'orage de la zone d'activité, en mélange avec les eaux pluviales et de ruissellement, ce qui présenterait le double avantage d'étaler dans le temps le volume rejeté vers les eaux de surface et de diluer la charge polluante des eaux du récepteur ».

L'étude renseigne également différentes solutions visant à une gestion efficace des eaux rejetées. Ces solutions seront à examiner au regard des activités qui s'installeront (Rapport final – Phase D – p.108).

La CRAT note que le cahier des charges urbanistique et environnemental devra aborder cette problématique.

7.6.4. Les risques d'inondations.

Les risques d'inondations sont d'une manière générale, mis en exergue par les réclamants.

Ils constatent que les inondations sont déjà plus fréquentes depuis la mise en œuvre de Tournai Ouest II et, dès lors, la création de Tournai Ouest III va encore amplifier le phénomène.

Ils critiquent l'étude d'incidences qu'ils considèrent lacunaire en ce domaine. Ils relèvent :

- la non-mention de certaines zones d'inondations;
- la minimisation du risque, l'étude prétextant que le ruissellement est déjà important suite à la non-couverture des terrains agricoles en période hivernale. L'argument de la non-couverture des sols durant l'hiver est incorrecte car plus de 70 % des surfaces agricoles sont couvertes (engrais verts – blé d'hiver);
- le peu de prise en compte des inondations résultantes à l'extérieur de la zone d'activité. Or, celles-ci sont déjà très fréquentes en cas de fortes pluies et deviendront encore plus nombreuses et accentuées (Le Touquet – Rieu Dorenet – Les Empires – Orcq – Ramegnies – Chin);

- la volonté de réaliser des bassins d'orage alors que ceux qui existent sont inefficaces contre les inondations. Ils sont mal entretenus, leurs buses d'évacuation sont souvent bouchées et l'évacuation s'effectue sur des rieux déjà saturés (Rieu Dorenet – Rieu de l'Evêque).

Ils font état de la fermeture des autoroutes E 42 et A 17 inondées suite au débordement du bassin d'orage recevant les eaux d'écoulement des zones actuelles.

Un réclamant dénonce :

- l'absence d'inventaire cartographique précis des zones inondées de la commune de Tournai;
- l'absence d'étude permettant une évacuation sous conduite forcée des eaux des zones d'activité vers l'Escaut. Un tel ouvrage réduirait la fréquence des inondations et les risques de pollution industrielle des rieux;
- l'absence d'avis favorable du gestionnaire des cours d'eau pour les trois zones d'activité (Wateringue et D.G.R.N.E. C.E.N.N.).

D'autres encore, regrettent la non-réalisation des travaux prévus dans le P.C.G.E.

La CRAT estime les critiques à l'encontre de l'étude d'incidences quelque peu excessives. Celle-ci a pris en compte le risque et en a étudié l'ampleur.

Dans la Phase D – p.29 du Rapport final, l'étude précise :

« Il nous a cependant été signalé par la population locale que des problèmes d'inondation survenaient dans le hameau de Touquet et le village de Blandain suite au ruissellement des eaux fluviales depuis les champs alentours, le village se trouvant en effet en contrebas des terres agricoles, et donc du projet de ZAE : les eaux pluviales de la plaine agricole sont drainées vers les fossés qui longent les routes et chemins vicinaux locaux et collectées par les Rieux de Dorenet et Saint-Joseph qui sont dès lors sujets aux inondations ».

Afin de réguler les apports d'eau de ruissellement vers le Rieu de Dorenet et de l'Evêque, et de régler de la sorte les problèmes d'inondation dans la zone, deux bassins d'orage devraient être aménagés, visant à allonger le temps de rejet des eaux pluviales. Plusieurs méthodes de récupération des eaux pluviales issues des toitures et d'infiltrations des eaux pluviales sont proposées par l'Ei dans une optique de gestion parcimonieuse des ressources naturelles et de réduction des problèmes d'inondation.

L'étude analyse également le projet d>IDETA relatif au tamponnement des débits de pointe :

« Le projet IDETA prévoit deux bassins d'orage. L'effort important de favoriser l'équilibre biologique du bassin du Touquet est à souligner. Il nous semble toutefois possible d'en réduire la superficie que ce soit par augmentation du marnage, ou par utilisation de techniques alternatives en amont (rétention sur les toitures ou surfaces diverses, réutilisation de l'eau de pluie, infiltration, ...) qui permettent soit de diminuer les volumes ou d'augmenter la période de retour des débits de pointe (la fréquence d'oscillation du niveau de l'eau du bassin d'orage est de ce fait diminuée et éventuellement moins perturbante pour l'équilibre biologique). En ce qui concerne le second bassin d'orage qui se rapproche de celui de la ZAE existante, il est préférable :

- de le localiser pas loin de celui existant;
- de maintenir des abords et l'espace de liaison entre eux aussi ouvert que possible (ni bâti ni boisé);
- d'y aménager de la même façon un îlot central ». (Rapport final – Phase D – p.107).

L'étude propose également d'imposer aux entreprises de créer une rétention individuelle, ce qui apporterait une sécurité supplémentaire et permettrait de faire face à des pluies supérieures aux pluies décennales. La récupération des eaux fluviales issues des toitures dans des citernes pour stockage et utilisation ultérieure (nettoyage – eau sanitaire – système de refroidissement...) est une pratique à encourager qui s'inscrit en outre, dans une optique de gestion parcimonieuse des ressources naturelles.

La réalisation de toiture plate permettrait également de laminer les coups d'eau en amont des bassins d'orage.

Il serait également judicieux d'éviter une imperméabilisation trop généralisée de la zone par la création d'aires végétalisées qui favorisent l'infiltration des eaux non contaminées dans le sol (Rapport final - Phase D, p.38).

Des réclamants constatent que pour réguler le sous-bassin du Rieu de l'Evêque qui couvre un petit tiers de la future zone, l'étude d'incidences prévoit la construction d'un bassin d'orage près du pont-tunnel de l'autoroute E 405 / A 17 (Phase D, p.77) qui est schématisé à la planche E2. D 2. 1-1 avec une précision de quelques dizaines de mètres (Phase E, p.23). Cet ouvrage a, selon eux, une localisation idéale à cet endroit très éloigné des habitations. C'est pourquoi, ils refusent l'allusion, faite page 106 de la phase D, de rapprocher ce futur bassin de celui de Tournai Ouest II. Ils auraient alors des ha de réservoirs d'eau en décantation sous leurs fenêtres.

La CRAT prend acte de cette revendication mais fait remarquer que le positionnement des bassins de décantation fera l'objet d'études ultérieures.

7.6.5. Les nuisances

Des réclamants estiment que la nouvelle zone va altérer leur cadre de vie par les risques de pollution que peut générer l'implantation d'établissements industriels (pollution de l'air – pollutions olfactives – poussières – altération du paysage – bruit – trafic routier...).

La zone est pour eux, trop proche du hameau du Touquet où se trouvent des institutions sensibles (maison de retraite – écoles – Don Bosco).

De plus, les prairies des exploitations agricoles exposées aux vents dominants de la zone d'activité risquent d'être sujettes à une éventuelle contamination par rejets de polluants atmosphériques. Il est également proposé d'implanter dans l'angle formé par la ligne de chemin de fer Tournai-Lille et l'autoroute E 403-A 17, des entreprises n'émettant pas de rejets de particules et d'odeurs (ex. : sociétés de stockage, de distribution, de transport).

La mesure des retombées de particules émises par les entreprises situées dans la zone, par un organisme indépendant est également demandée.

La CRAT constate que l'étude d'incidences analyse les composantes perturbatrices liées aux rejets et aux émissions des activités.

Ainsi, en ce qui concerne la qualité de l'air, les vents dominants entraîneront les poussières et les émissions de particules liées aux activités implantées tant dans la zone d'activité économique industrielle que dans la zone d'activité économique mixte vers l'autoroute 17 et au-delà vers les zones agricoles et le village d'Honnevain. Situé à proximité du site, le hameau du Touquet pourrait en être affecté même s'il ne se situe pas dans les vents dominants et ce, principalement lors de la phase de chantier.

L'ambiance sonore est essentiellement marquée par le trafic des deux autoroutes où le trafic des poids lourds est intense. Ce bruit n'atteint cependant pas le hameau du Touquet. Par contre, des augmentations du niveau sonore pourraient être liées à l'augmentation du trafic local et aux activités qui se développeraient dans les deux zones d'activité.

Quant à l'ambiance olfactive, elle dépendra essentiellement du type d'activités.

C'est pour réduire les impacts de la zone d'activité que le projet tel qu'arrêté par le Gouvernement wallon localise la zone d'activité économique mixte, la plus proche des habitations. L'étude d'incidences préconise par ailleurs, de placer les entreprises ayant un impact élevé du point de vue auditif et olfactif, le plus loin possible des zones habitées. A proximité des habitations, les entreprises auront une hauteur limitée.

La CRAT rappelle que l'article 30 du CWATUP impose également la constitution d'un périmètre ou d'un dispositif d'isolement à l'intérieur de la zone d'activité économique. La partie nord-ouest de la zone d'activité économique mixte est quant à elle, soumise à la prescription *R 1.5.

Par ailleurs, les entreprises qui s'implanteront dans la zone d'activité devront respecter les conditions fixées en matière de bruit et de rejets dans leurs permis (permis unique ou permis d'environnement).

8. Autres propositions

Un réclamant demande si un parc d'éoliennes n'a pas sa place dans une telle zone afin de remédier à la pénurie annoncée d'énergie.

D'autres se réfèrent à la suggestion faite page 113 de la phase D de l'étude d'implanter des éoliennes dans les zones I, II et III. Ils considèrent ce projet de développement durable louable mais leur localisation devra être raisonnée en tenant compte de la distance d'implantation par rapport aux habitations.

La CRAT prend acte de la proposition et signale que l'implantation d'éoliennes dans les zones I, II et III mérite d'être étudiée.

Un réclamant propose la création d'une ceinture verte à l'Ouest de Tournai estimant nécessaire, comme leurs voisins français de Camphin-en-Pévèle ou Baisieux, de protéger un espace entre la métropole de Lille et celle de Tournai.

Il estime par ailleurs, que le Programme communal de développement rural constitue un atout majeur pour la mise en valeur des villages de l'ouest tournaisien ainsi qu'une alternative à un développement économique anarchique.

La CRAT prend acte de ces remarques et attire l'attention sur le fait qu'il appartient aux autorités communales de mener avec les communes françaises voisines une réflexion sur le devenir de leur aménagement du territoire au travers d'un schéma d'aménagement transfrontalier.

La CRAT prend acte que des réclamants signalent que le territoire de la commune de Tournai compte quelque 300 ha de zones d'aménagement différé et se demandent pourquoi la commune ne procède pas à l'élaboration d'un « Plan communal d'aménagement » en affectant certaines de ces zones à de l'activité économique compatible avec l'habitat.

La CRAT prend acte de la proposition d'un réclamant d'exploiter les possibilités portuaires, ferroviaires et autoroutières qu'offre l'Escaut en aval de Tournai.

9. L'article 46, § 1^{er}, 3^o du CWATUP

La CRAT note que l'arrêté du Gouvernement du 18 septembre 2003 ne s'accompagne d'aucun projet de réaffectation de sites d'activité économique désaffecté ni de l'adoption de mesures favorables à la protection de l'environnement.

En effet, pour la CRAT, la réalisation d'un périmètre ou d'un dispositif d'isolement ne peut être considéré comme une mesure favorable à la protection de l'environnement puisqu'il s'agit d'une imposition de l'article 30 du CWATUP.

La CRAT prend acte que des réclamants rappellent à cet égard qu'il existe, selon le rapport annuel 2000 de la SPAQuE, quelque 12000 ha de sites d'activité économique désaffectés. Dès lors, ils posent la question de l'utilité d'amputer, dans de telles circonstances, la zone agricole.

Un autre qui suggère également d'exploiter le potentiel que constituent les sites d'activité économique désaffectés tel celui de la briqueterie de Froyennes, demande de laisser à l'agriculture les 114 ha convoités.

10. La qualité de l'étude d'incidences

L'étude d'incidences a été réalisée par le bureau d'études SPRL Atelier 50, dûment agréé pour ce type de projet.

La CRAT estime l'étude de bonne qualité. Elle suit point par point le cahier des charges, ce qui rend la lecture quelque peu fragmentée et implique des répétitions.

Elle y relève néanmoins quelques erreurs dont certaines sont liées au recours au « copier-coller ». Ainsi :

- Phase A, page 19, il est question du territoire de l'IEG plutôt que d'IDETA;
- Phase B, page 4, c'est la densité de l'arrondissement d'Ath qui est comparé à celui de Tournai;
- Phase D, page 113, au point 4, il est écrit : « Compte tenu du passage déjà construit et sous l'autoroute A17 entre le zoning II et la future ZAE III, il ne faut absolument rien ajouter comme infrastructure pour se raccorder aux 2 autoroutes ».

Ce paragraphe est contradictoire à la proposition faite dans la variante E2-VO2 qui propose un nouveau raccordement autoroutier.

II. Considérations particulières

1. DELMULLE Christiane

Il est pris acte de l'opposition au projet et des arguments qui la justifient. Il y est fait référence dans les considérations générales.

2. BAERT Christian

Il est pris acte des remarques formulées. Il est fait référence à celles qui sont du ressort de la présente enquête dans les considérations générales.

3. Mme ALLARD

Il est pris acte de l'inquiétude de la requérante face au projet et des raisons qui la motivent. Il y est fait référence dans les considérations générales.

4. Section régionale de la FWA

Il est pris acte de l'opposition au projet et des arguments qui la justifient. Il y est fait référence dans les considérations générales.

5. Interenvironnement Wallonie ASBL

Il est pris acte des remarques relatives au projet. Il y est fait référence dans les considérations générales.

6. LEDRU Anne

Il est pris acte de l'opposition au projet et des arguments qui la justifient. Il y est fait référence dans les considérations générales.

7. LEGRAIN Jacky

Il est pris acte des remarques formulées. Il est fait référence à celles qui sont du ressort de la présente enquête dans les considérations générales.

8. DEFRENNE J.L. et VANHOUTTE B.

Il est pris acte de l'opposition au projet et des arguments qui la justifient. Il y est fait référence dans les considérations générales

9. DE STOBBELEIR D.

Il est pris acte des remarques relatives au projet. Il y est fait référence dans les considérations générales.

10. NYS A.

Il est pris acte des remarques relatives au projet. Il y est fait référence dans les considérations générales.

11. DUJARDIN M.O.

Il est pris acte des remarques relatives au projet. Il y est fait référence dans les considérations générales.

12. LEFEBVRE M.C.

Il est pris acte des remarques et questions posées concernant le projet. Il est répondu à celles qui sont du ressort de la présente enquête dans les considérations générales.

13. MARIAGE F.

Il est pris acte des objections formulées à l'égard du projet. Il y est fait référence dans les considérations générales.

14. IDETA

Il est pris acte des remarques relatives au projet. Il y est fait référence dans les considérations générales.

15. F.W.A.

Il est pris acte de l'opposition au projet et des arguments qui la justifient. Il y est fait référence dans les considérations générales.

16. M.R.N. € Direction générale de l'Agriculture – Division de la gestion de l'Espace rural

Il est pris acte de l'opposition au projet et des raisons qui la motivent. Il est fait référence à celles qui sont du ressort de la présente enquête dans les considérations générales.

17. Association Générale Tournai Commerces

Il est pris acte des remarques relatives au projet. Il y est fait référence dans les considérations générales.

18. Wateringue de Blandain – Kain –Pottes

Il est pris acte de l'opposition au projet et des arguments qui la justifient. Il y est fait référence dans les considérations générales.

19. Association pour l'Intégrité des Campagnes – APIC.

Il est pris acte des objections et des remarques formulées sur le projet. Il est fait référence à celles qui sont du ressort de la présente enquête dans les considérations générales.

20. LEPERS A.M.

Il est pris acte des remarques relatives à la problématique des inondations et du dossier justificatif qui les accompagne. Il y est fait référence dans les considérations générales.

21. Comité « Pour un Zoning propre »

Il est pris acte des remarques formulées. Il est fait référence à celles qui sont du ressort de la présente enquête dans les considérations générales.

22. Union des Agricultrices wallonnes

Il est pris acte des remarques formulées. Il est fait référence à celles qui sont du ressort de la présente enquête dans les considérations générales.

23. VANDENBERGHE M.C.

Il est pris acte des remarques formulées. Il est fait référence à celles qui sont du ressort de la présente enquête dans les considérations générales.

24. Il s'agit de 7 formulaires invitant à adhérer à une lettre-type « Non zoning ».

25. DOCHY C.

Il est pris acte de l'opposition au projet et des arguments qui la justifient. Il y est fait référence dans les considérations générales;

26. DEFFONTAINES C. et 64 autres signataires.

Il est pris acte des remarques relatives au projet. Il y est fait référence dans les considérations générales.

27. DUMAZY Y.

Il est pris acte des commentaires et objections relatifs au projet. Il y est fait référence dans les considérations générales.

Il est répondu aux réclamations n°28 à 1149 dans la réclamation n°27

28 P. DEGALLAIX

29 R. DELVAL

30 C. POLLET

31. G. PATOUT

32 Jean DERASSE

- 33 Alain CLAEYS
- 34 VAN WOMBEKE
- 35 Syvlain DELHUVENNE
- 36 Marie Hélène VROMAN
- 37 J. TIBERGHEN
- 38 Jules VROMAN
- 39 D. MANCHE-PECQUEREAU
- 40 Francis DELIGNE
- 41 Alice STIENNE
- 42 Emmanuel VANDEN...?
- 43 Joseph MILLET
- 44 Geneviève BONNET
- 45 Thierry DUFRENNE
- 46 Maurice DUFRENNE
- 47 YSERBYT
- 48 RONCE
- 49 Alain COPPENOLE
- 50 Monique NACKART
- 51 Jean Marie VAN BASTELAER
- 52 Nelly TAMBOUR
- 53 Jean François ROUSSEAU
- 54 B.D. PARENT
- 55 Gilbert DHAUSSY
- 56 F. DELCROISSE (2 signataires)
- 57 Albert RENARD
- 58 VANRENTERGHEM
- 59 Marthe LEZY
- 60 Michel SIX
- 61 Astrid BOSTOEN
- 62 Gilbert BONNET
- 63 Roger TERIN-DECOBEEK
- 64 Georgette LECLERCQ
- 65 Adolpha DUFAY
- 66 Odette PROUVOST
- 67 Ghislain ANTROP
- 68 Bernard HERRIER
- 69 Jean Marie DESPINOY
- 70 Pascale CASIER
- 71 Ludovic GOULEM
- 72 Colette CHOISEZ
- 73 Philippe DEFFRENNE
- 74 Armelle LARD
- 75 Bernadette VANHOUTTE
- 76 P. DUJARDIN
- 77 Daniel DOUILLERE
- 78 Christiane D'HULST
- 79 Véronique MAS
- 80 BACHELARD-DELHAYE
- 81 Marcelle PETIT
- 82 Mariette NUTTE
- 83 Bernard DECONINCK
- 84 Michelle PÂQUES
- 85 Amélie ROTTEBEUR?
- 86 Christiane LESAFFRE
- 87 Francis BAYART
- 88 Thérèse Marie BRILLON
- 89 DUCROCQ
- 90 Sylvain BAYART et Cécile
- 91 Joëlle BEECKMAN
- 92 Jean Luc DEFFRENNE
- 93 Willy KINT
- 94 Juliette CASTRIQUE
- 95 Elisabeth CASTRIQUE
- 96 Pierre DEBONNET
- 97 Dominique DE CLERCK

- 98 Jean Pierre CASTRIQUE
- 99 Solange GHESTEN?
- 100 Angélique CASTRIQUE
- 101 Marthe DEBAILLEUL
- 102 F. CASTRIQUE
- 103 Christian QUINTIN
- 104 Myriam HELLIN
- 105 Yvette VANOVERVELT
- 106 Léon CONRATTE
- 107 Francine VONECHE
- 108 Marie DEBEURNE
- 109 Maurice LANDRIEU
- 110 Bernard DELCAMBRE
- 111 Dominique LECRIT
- 112 Luc HOORELBEKE
- 113 Raphaël CHIAX ?
- 114 Fanny DERAEDT
- 115 Marie Christine STRAGIER
- 116 Jean René LECOMTE
- 117 WYCKHUYS-DELHUVENNE
- 118 André LEBRUN
- 119 Jeanne Marie WERQUIN
- 120 Frédéric MATON
- 121 Jacqueline NACKART
- 122 Jean Jacques DUMORTIER
- 123 Sébastien DUMORTIER
- 124 Jean DUMORTIER
- 125 Joséphine BAVIERE
- 126 Christophe BAVIERE
- 127 Juliette MARINUCCI
- 128 Charles DELECOEUILLERIE
- 129 Basso MARINUCCI
- 130 Véronique PLANCQUE
- 131 Magali BLOMME
- 132 Frédéric FONTAINE
- 133 Christique PIETERS
- 134 Stéphen MULLIEAU
- 135 R. VIEIRA
- 136 Anne Marie FRIX - VAN DRIESCHE Francis
- 137 Guy VONECHE
- 138 Annick CONRATTE
- 139 Dominique WERQUIN
- 140 Quentin WERQUIN
- 141 Dominique WERQUIN
- 142 Alexandre DUPONT
- 143 Françoise DUPIRE
- 144 Marc PETERS
- 145 Joselynce FOUREZ
- 146 Michel NACKART
- 147 Marguerite BRILLON
- 148 André BOCQUET
- 149 Michel IMBERT
- 150 Marie Louise BOUVRY
- 151 Thierry LEGHAIT
- 152 Rémy VICO
- 153 Isabelle NACKART
- 154 Yves BOUTIFLAT
- 155 Myriam PIETERS
- 156 Michèle PIETERS
- 157 Béatrice PIETERS
- 158 Janine DUMONT
- 159 Jean PIETERS
- 160 Frédérique HENRY
- 161 VAN EECKHOUT
- 162 Eric ELIAS

- 163 Cécile DEPLANCQ
- 164 Sylvain FICHERE
- 165 Edith DELECOEUILLE
- 166 COULOMBIER-HUBAUT
- 167 Bernard MENET
- 168 Laurent DUBUFFEY
- 169 F.M BOUCAU-MONTENGIES
- 170 Laurent LAUNOO
- 171 GRAFFEO
- 172 Hélène LELEUX
- 173 Ingrid DELANNAY
- 174 Ariane FOURMY
- 175 Nicolas CANFIN
- 176 Anne Chantal DECALUWE
- 177 Georgine FONTAINE
- 178 Jacques DIORD
- 179 Louis RASSON
- 180 Dominique ALLARD
- 181 DESEYN Guy
- 182 HODEHE Bénédicte
- 183 VONCK Emilie
- 184 LOUVIEAUX-WILLE
- 185 DELDICQUE et V.
- 186 GOBLET Marc
- 187 DUINSLAEGER Ingrid
- 188 BOUCAU Andrée
- 189 VONCK Juliette
- 190 BERTAU Francine
- 191 RASSON Marie Rose
- 192 MATON Daniel
- 193 BONTE Didier
- 194 LECRENIER Albert
- 195 WAIGNIEN André
- 196 VIGIN Claire
- 197 LEFEBVRE Guy
- 198 VONCK Daniel
- 199 HUGE Suzanne
- 200 TOPART Anne
- 201 PARENT Thérèse
- 202 PHILIPPE Pierre
- 203 VAN BASTELAER Marguerite
- 204 VAN BASTELAER Thérèse
- 205 DELANNAY G.
- 206 LEROY Jean Claude
- 207 LEBLON Carmen
- 208 GUSTIN Liliane
- 209 WITS André
- 210 VONCK Pauline
- 211 DHERVILLE Daniel
- 212 DHERVILLE Jean Charles
- 213 STEYGNAERT Julie
- 214 TOULEMONDE
- 215 D'HAENE Jacques
- 216 CAMBY Marie Christine
- 217 DELMULLE Daniel
- 218 JUBARU André
- 219 DELMULLE Francine
- 220 BONNET Gérard
- 221 DELMULLE Bernadette
- 222 DESTREBECQ Jean
- 223 DESTREBECQ J.Cl
- 224 LAGACHE F.
- 225 DROULEZ Renée
- 226 DUPIRE Francis
- 227 DELVILLE Bernard

228 DELVILLE Luc
229 D'HEYGERE Monique
230 D'HEYGERE Ghislain
231 D'HEYGERE Marcelle
232 COPPENOLLE Renée
233 LEROY H.
234 D'HONT René
235 D'HONT Jean Noël
236 VOET Michèle
237 HENNEQUIN André
238 RENARD Léon
239 SIMOENS Martha
240 SOUDAN André
241 BRESOUS Micheline
242 THONNARD Gontran
243 CASTERMAN Corinne
244 SMETTE Lucette
245 DUPIRE Arnaud
246 GUELTON Michel
247 ROZEWICZ Chantal
248 RENSON Claude
249 VANDERCAM Vincent
250 DUPRET Geneviève
251 JUBARU A.
252 DELMULLE Francine
253 SOUDAN Laurence
254 DUPIRE Cédric
255 BOUTELLIER Georgette
256 ENGLEBERG Joséphine
257 LIBBRECHT Laurent
258 COPPENOLLE Alice
259 PLATTEAU Bernard
260 D'HEYGERE Agnès
261 PLATTEAU Benjamin
262 DELMULLE Cécile
263 PIRLOT Marcel
264 PIRLOT Carine
265 BILLON J
266 DUPUICH Blanche
267 DEPOTERRE Pierre
268 THEYS Benoit
269 GRIMONPREZ Christine
270 ARBON Bernard
271 REMMERIE Ghislain
272 D'HULST Christiane
273 SPILEERS Godelieve
274 SPILEERS Céline
275 SPILEERS R.
276 HUYS Jean Marc
277 DUSOULIER Colette
278 ROUSSEAUX Marie Christine
279 LEMAHIEU Thérèse
280 BOTTUYNE Clarisse
281 NAETS Jean Claude
282 CARTON Bertrand
283 CEUTERICK Jocelyne
284 VANDENWEGHE Bernard
285 BETERMIEZ Jacqueline
286 URBIN Valérie
287 JANSSENS Marie Paule
288 TALLEUX Sophie
289 LACHAMBRE S.
290 DELBECQ Patricia
291 NACHARTENARIE France
292 DELCOURT Philippe

293 ALLARD Jessica
294 DENERIE André
295 VANCOMPERNOLLE
296 VAN CAEMELBEKE Annie
297 D'HAENE Renée
298 SOHIER Willy
299 DELANNAY
300 PLANCQUAERT Paul
301 VIEREN Jean Louis
302 BARENNE Agnès
303 VARLET Willy
304 DUTHOIT Marie Agnès
305 LENNE Jacques
306 DECALUWE Marianne
307 DESTREBECQ Dominique
308 LONEZ Eddy
309 THONNARD G.
310 CASTERMAN Corinne
311 THONNARD Caroline
312 DEBAL Jean
313 DAVID Francine
314 LONCKE Fabrice
315 CARLIER Jean Michel
316 DUHEM Xavier
317 PASTORET Anne Marie
318 BETREMIEUX Anny France
319 BRAYE Denis
320 SIMON Jacques
321 MACOU Marie Françoise
322 GREGOIRE Eric
323 DURENNE Suzanne
324 CARONIA DELAUNOY (2 signataires)
325 WILFART David
326 BOUALEM Juliette
327 VANASSCHE Simon
328 CARETTE A.
329 DELAUNOY-TERRYN Octave
330 COUILLET Marceline
331 DECUSTER Bernardette
332 FELIX
333 FOREZ Benoit
334 SCHOT Vincent
335 SCHOT André
336 TERRYN Fernand
337 HELLIN
338 LESUR André
339 GALUSZKA Ladislav
340 VERVAET Monique
341 MATHON Thierry
342 FONTAINE Francine
343 LUCQ Carine
344 LUCQ Léopold
345 LESAGE Annie
346 ROGGE-DUGARDIN Ariane
347 LETANGRE Nathalie
348 NOIRET Bernard
349 LETANGRE Claude
350 RASSENEUR Odile
351 HUVENNE Anne Sophie
352 LOTIGIER Jean Paul
353 FROONINCKG Anne Marie
354 DEROCK Olivier
355 DEROCK Laurence
356 CROWIN Guy
357 DELEU Brigitte

358 COCQUEREAUMONT Anne Valérie
359 MAHIEU Guy
360 COCQUEREAUMONT Pierre Olivier
361 COCQUEREAUMONT Bernard
362 AMORIS
363 DELROISSE Jean François
364 NEIRINCK Vincent
365 ROMAN Jean
366 JONVILLE Georges
367 DEVALLE Sébastien
368 GARAIN Brigitte
369 SERVAIS V.
370 BRESOUX
371 GARAGE Cl.
372 CABY Martine
373 ARBON Jacques
374 D'HEYGERE J.F.
375 ARBON Albert
376 LEMAIRE René
377 DOMBRUN Elodie
378 BAERT Christian
379 DOMBRUN-ALLARD Rose Marie
380 DEPELCHIN Bernard
381 DELBECQUE Béatrice
382 LEPLAE Jeanine
383 BERTHOLET André
384 VALEMBERG Jocelyne
385 FLAMENT Ginette
386 COURIER Paul
387 BEAUSIR-GRUGEON
388 PICARD Caroline
389 QUIQUET Virginie
390 BOSSAERT Hélène
391 BLOMME Noël
392 ALLARD Sonia
393 ALLARD Robert
394 PHILIPPART Michel
395 SIMOENS Patrick
396 SIMOENS André
397 SIMOENS Chantal
398 DE COOMAN Martine
399 BORIGHEM Didier
400 DUMORTIER Christophe
401 LHOIR Patrick
402 DECOCQ Danièle
403 STEYGNAERT Juliette
404 DHERVILLE Jean Charles
405 BERTAU Francine
406 DHERVILLE Daniel
407 PATTYN Jacky
408 DELCOUR Louise
409 DUTHOIT Claude
410 TAELEMAN Luc
411 DELATTRE Jacques
412 HELBO Marie
413 GUYSENS-CARNOY T.
414 Mme CARNOY-HERBIN Christian
415 BAUDUIN Monique
416 TRATSAERT Henri
417 DELPLACE Martine
418 MOULRON Francine
419 MOULRON Eliane
420 JOUVENEAU Stéphanie
421 LEMAIRE Benoit
422 PENNINGCK Omer

423 DELARUE Rodrigue
424 DELBAR Stéphanie
425 BENOIT Josiane
426 LEFEBVRE Michel
427 NANPEYVELDE Adeline
428 LUC Léonie
429 NUTTENS Sébastien
430 SEGARD Martine
431 NUTTENS Louis
432 DIESNS Yvette
433 DE RODDER Fabienne
434 NYSSENS Bénédicte
435 TERRYIN-D'HAENE Noella
436 DERRIESTRE ? Philippe
437 DEKEYSER Alain
438 MASURE Willy
439 LEBOEUF Daniel
440 BOUTRY Roger
441 VANDENBERGHE Marc
442 VANDENBERGHE Claude
443 DUBUFFLEY Catherine
444 MORLIGHEM Anne Marie
445 DUBUFFLEY P.
446 BEYLS Marie Jeanne
447 DUBUFFLEY Jean
448 AMEYE Anna
449 BEYLS Denise
450 DELBECQ Xavier
451 NOM ILLISIBLE
452 CAHEUM
453 LANCE Christophe
454 LEFEBvRE
455 BRUNIN Marie Agnès
456 FOUCART A.ET
457 DELFOSSE Christian
458 VAN OVERTVELT Annie
459 LEMOINE Claude
460 DROPSY Roger
461 DELEMAZURE Patrick
462 CLERBAUX Julien
463 CLARISSE Olivier
464 DEVIGNON Claude
465 PROVIST Benoit
466 BRABANT-DELNESTE Huguette
467 BRABANT Gérard
468 DELFOSSE Daniel
469 MASURE Christian
470 BODDIN Luc
471 MANCHE Josiane
472 GOSSET Jean Marc
473 DEPOTERRE Elise
474 LEFEBURVRE David
475 GRIMONPREZ Jeanne
476 LEFEBVRE Léon
477 BRABANT Jean François
478 Marjorie BRABANT
479 TRANCHANT Françoise
480 DEWAELE Mathieu
481 GARCIA Stéphanie
482 LAHOT Elodie
483 CHEVALIER Pauline
484 CUVELIER Emilie
485 BOUCHAT Alexandra
486 DUTHOIT Amandine
487 CLOET Aurélie

488 BOSSU Ludivine
489 GRAVELINE Aurélie
490 PARRET Mathieu
491 VANHOMWEGEN Louis
492 DERACHE François
493 VANHOMWEGEN Paul
494 REDOUTE Antoine
495 GEERS Jérôme
496 ALBORGHETTI Julien
497 DECALUWE Simon
498 HOVINE Thérèse
499 DELBECQ Pierre-Charles
500 VALEE-POLLET Albert
501 DEBUT-ROOSE Laurent
502 LOUVIEAUX-BOUCAU Noël
503 BOUCAU-STIENNES René
504 DESCAMPS Paulette
505 COPPENOLLE André
506 D'HEYGERE Marie Paule
507 BOUCAU Dominique
508 POTTIER Julien
509 DELCOURT Nadège
510 PETIT Maurice
511 DESIR Jeanne
512 VION Céline
513 DUBOIS Amélie
514 OOGÉ Andrée
515 DELEU Sylvain
516 KIN Jean Michel
517 DUFAY Christelle
518 BOUCAU Steve
519 DUFAY Gérard
520 CLAEYS Fr.
521 CALERS-BETTENS Martine
522 DELFOSSE Eddy
523 MARESCAUX Philippe
524 D'HAENE Agnès
525 DUFAY Marie Henriette
526 PEYRAMOND Sandrine
527 DHEUR Pierre
528 GREGOIRE Albert
529 LABRIQUE Brigitte
530 DAIVE Jean Pierre
531 BRYGO Denis
532 VANDEKERKOVE Robin
533 PLOUVIER Gilles
534 MARESCAUX Francis
535 DELCOURT C.
536 DURON
537 TRANCHANT P
538 LELEUX TH.
539 PICARD Philippe
540 DEMULIES Dominique
541 CARLIER Coralie
542 SORY A.
543 DEMULIES Louis
544 TRANCHANT Vincent
545 DELDICQUE-DEMUYNCK
546 DELEU-DESGONNETS Bruno
547 DE NEVE-BOTHUYNE André
548 DE NEVE-SOYEZ
549 VANDECANDELARE Xavier
550 DE NEVE Julie
551 RENARD Thierry
552 SADIN Dimitri

553 SOYEZ Quentin
554 DECOCK Rémy
555 DELCOIGNE Dimitri
556 VANNESTE Michel
557 MAES François
558 ARS Jonathan
559 YERNAULT Robin
560 LIBBERECHT Sébastien
561 DERYCKE Alice
562 BAUCAUT Hélène
563 MATTON Alphonsine
564 DECLERCQ Michel
565 LAHOUSSE Ph.
566 ROUAULT-BOTTIEAU Marie Françoise
567 VANDAELE Frédéric
568 VERBAUWHEDE Didier
569 BODEREZ-COTTENIER Roger et Blanche
570 VANDERMEIRSSCHE Martine
571 RIVIERE Christian
572 DELCOURT Mélodie
573 VANDENBROECKE Benoit
574 DROUILLON Colin
575 VANMORLEGEM?
576 BROUHARGE P.Y.
577 CORBISIER Dimitri
578 NACHTEGAELE Sébastien
579 NUYTTEN Mélanie
580 STRAGIER Jean Yves
581 DECOCK Laurent
582 BODART Jérôme
583 DUBOIS
584 GRIMONPREZ François
585 GRIMONPREZ Isabelle
586 CHRISTIAENS Eric
587 COSSEMENT
588 LIENARD Anne France
589 EMERY Maryline
590 FRANCK Aurélie
591 DEROCK Henri
592 HENNO François
593 DELMOTTE Michel
594 DERICKE Frans
595 MENET Marie Christine
596 LEROY Marc
597 BACHELARD Jacques
598 LEJEUNE Josiane
599 DUPRIEZ Mariette
600 JOVENEAU Charles
601 MARIAGE-MAGUIT
602 LEZY Nelly
603 LOOTENS Carine
604 THOMAES Suzanne
605 VERVACHE Marie Josée
606 WYBO Rachel
607 HUBAUT Suzanne
608 NONCKELE Christine
609 DEVOLDER Christine
610 DESMEDTS L.
611 CLAUDEL Marie France
612 DECONINCK Thérèse
613 VAN DEN BOGAERDE Bernadette
614 MOULIN Rita
615 LECROART Martine
616 DHAENE Maria
617 VAN EECKHOUT K.

- 618 GODAR Sabrina
- 619 COQUERELLE Alexandra
- 620 GRENIER Gérard
- 621 COSSEMENT Fredy
- 622 BOSSAERT Carine
- 623 BOUTRY Roger
- 624 WANNEZ Martine
- 625 BONTEMPS Geneviève
- 626 BEGHIN Françoise
- 627 LETERME Pascale
- 628 DECONINCK Philippe
- 629 VANDEREVEN Anne Marie
- 630 VERECKE Marie Elisabeth
- 631 VANDEMAELE Marie Anne
- 632 ROELENS-BOSSAERT Alain
- 633 VANTOMME-VERSTRAETEN Guy
- 634 DEVELLE Renée
- 635 D'HAENE Pierre
- 636 VAN EECKHOUT Albert
- 637 TRUFFAUT Philippe
- 638 DUBAR Marie Louise
- 639 GUSTIN Marianne
- 640 LEROY Claudette
- 641 DENEUBOURG Eugénie
- 642 DELAHAYE Denis
- 643 DELPIRE Nicole
- 644 FONTIER Eric
- 645 PLUQUET Pascale
- 646 REMY Francis
- 647 CUVELIER Roxane
- 648 DECONINCK Guillaume
- 649 HOVINE Marie Cécile
- 650 COSSEMENT Maryse
- 651 DEGRANDE Graziella
- 652 NYS Régine
- 653 VAN PEVENAEYGE Jean Paul
- 654 HOORELBEKE Jean Paul
- 655 CUVELIER J.
- 656 JUBARU Martine
- 657 DEPELCHIN Michel
- 658 LESUR Myriam
- 659 VERCAMER Nicole
- 660 VROMAN Chantal
- 661 WINBERG Nathalie
- 662 BOTHUYNE Ghislaine
- 663 VERCAMER Claire
- 664 LIAGRE Sébastien
- 665 LIAGRE Yves
- 666 HANSSENS Katrien
- 667 DESBRUYERES Emmanuel
- 668 COUDOU Mireille
- 669 LIAGRE Virginie
- 670 COLIN Lucie
- 671 PAPANTONIO? Stéphanie
- 672 PARMENTIER Geneviève
- 673 D'HAENE José
- 674 SNPSID? Ali
- 675 NOTTEBAERT Jeanine
- 676 NOTTEBAERT Jules
- 677 HESPEL
- 678 PICART-HESPEL
- 679 PLUQUET Eric
- 680 PARSY Christelle
- 681 SIMON Martin
- 682 SPIESSENS Fabrice

- 683 HESPOL Valérie
684 MONTIGNIE Thierry
685 FOURET? Paulette
686 DELHUVENNE Ghislain
687 GOMICHOON Vincent
688 GIGOUNON
689 PLUQUET Sébastien
690 PLUQUET Patricia
691 MEURISSE
692 POLLET Marie-Noëlle
693 DECRAENE Alexandre
694 HOMERIN Olivier
695 DUROT Hélène
696 MINNE Sandrine
697 DUPRET Michaël
698 CAMBERLIN Francis
699 GEETS Pol
700 COUDOUX Laurence (2 signataires)
701 FONTAINE
702 DUBOIS Bénédicte
703 RAVIART Roseline
704 SAMAILLIE David
705 BONNARD David
706 DEPELCHIN Fabienne
707 LEBLON Jean Michel
708 DUJARDIN Carise
709 DUROT Benoit
710 MOERMAN Brigitte
711 DUBRUNFAUT Béatrice
712 BURY-DUMORTIER
713 HANARD Françoise
714 COUCQ Michel
715 VANDEKERKOVE Emmanuel
716 DEFACQ Lucie
717 DEZUTTER Christine
718 VERMEULEN Olivier
719 BAZOUGE Monique
720 POLLET Bernadette
721 CUVELIER Claude
722 GEVART Eveline
723 MIDAVAINÉ Didier
724 LEMOINE Claudette
725 HERBIN Jacqueline
726 DUPRIEZ Thierry
727 LENNE Georges
728 DERONNE Mathieu
729 VANDERBEKE Anne Marie
730 DROMELET Michel
731 ELIAS
732 VERHOYE Anne Marie
733 ACCOU Jan
734 MATHYS Georgette
735 JESSON Noël
736 CUVELIER Jacques
737 VANDEKERKOVE Christian
738 BURY Béatrice
739 DUBRUNFAUT Jacques
740 LOUVIEAUX Michel
741 BILLOUEZ François
742 WIBAUT Frank
743 VANDERHEEREN Frédéric
744 CAPELLE Sébastien
745 HOVINE Amélie
746 DELTOMBE
747 BOURDEAU D'HUI

748 LIBRECHT Stéphane
749 CORNU Stéphane
750 LIEFFOOGHE Cindy
751 GREVIN Vincent
752 VANDAEL? Pierre
753 DEBERGUE Axel
754 DELMEULLE Fet E
755 BRUGGE Philippe
756 VERPOORT Christophe
757 DELEN Dominique
758 DUBUS Michel
759 VENQUIER Cédric
760 POLLET Laurence
761 DESCHUYTER Christophe
762 VANDENDRIESSCHE Benoit
763 DELBECQ Axel
764 DEDONCKER Cécilia
765 FAIGNARD DAVID
766 VRAUX Martine
767 MESTAG Clément
768 DEWAELE
769 QUEQUIN Christelle
770 CORNILLE Joël
771 CACHOIR Stéphanie
772 LEFEBVRE Rudi
773 LAURENT Romuald
774 GHEERARDIJN Michel
775 LESY Xavier
776 DE SAINT MARTIN H.
777 CORNU Joris
778 EMERY Sophie
779 EMERY D.
780 MESTAG Benoit
781 GREMEAUX Sophie
782 MONNIER Ingrid
783 DEDEURWAERDER Ingrid
784 DURIEUX Grégory
785 DUTRANNOIS Gaël
786 RENARD Nathalie
787 MARIEN Laura
788 DUPIRE Justine
789 DAVID Ariel
790 SIDIBEMAYE
791 KANT Anthony
792 CHIRY Manu
793 PATTYN Olivier
794 HOVINNE Emile
795 BOTQUIN Firmin
797 STIENNON Jean Charles
798 DESCHAMPS
799 DECALUWE ? Jean Marc
800 DEBONDUES-DEBUSSCHERE
801 DELTOUR André
802 DEROUBAIX Marie Paule
803 BONNAERT Olivier
804 LEFEBVRE-NICIEJEWSKI Freddy
805 TAMBOUR Pascal
806 DUBUCQ Maryse
807 PLOVIER Martine
808 SOUDANT André
809 LEPERS Marie
810 DUPLAT Reine Marie
811 DECHAMPS Sophie
812 VARLET Viviane
813 DESABLIN Jean Marc

- 814 RAES Bernard
815 PUTMAN Marianne
816 PUTMAN Renée
817 LORTHIOY Michel
818 DURENNE-MONTAINE
819 LESY-VANDENBRANDE
820 BARENNE Marie Andrée
821 MOUTON Marie
822 DUROT Jeanine
823 MOUTON Philippe
824 DUROT Jeanine
825 MOUTON Caroline
826 VANDRIESSCHE Thérèse
827 BOURGI Stéphane
828 VANDENBERGHE Jean Paul
829 VANDENBERGHE Roger
830 VANDENBERGHE Marc
831 POTTIER Jacqueline
832 VANDRIESSCHE Albert
833 QUEVY Jean Philippe
834 CASTERMAN Marielle
835 TRINTELER Elodie
836 TRINTELER Michel
837 DEKEYSER Marie Paule
838 VANSTEENBRUGGE Olivier
839 LEBRUN Jean Marie
840 DEMASURE Pierre
841 LEBRUN Christian
842 DESBUCQUOIS Bernard
843 RABAEY Roger
844 RABAEY Didier
845 PARMENTIER S.
846 BOSTEM Marie Josée
847 VAN CAUTER Sabine
848 ROGER Jean Marie
849 CARLIER-DUBRUNFAUT José
850 LEGRAND Cécile
851 CRUQUENAIRE Rachel
852 LEGRAND Marie Anne
853 LEGRAND Louis
854 BRAQUENIER C.
855 VAN LIER Etienne
856 LEGRAND Louis
857 CAUPLEUR Marie Louise
858 VROMAN-BOSSAERT Eric
859 VANDEPEUTE-DEVAUX
860 DUBUQUOY Jean Pierre
861 DELHAYE Albert
862 NOE Isabelle
863 BEAUSIR Léona
864 DECALUWE Francis
865 LIAGRE Ignace
866 LIAGRE André
867 DELPUTTE? J.
868 BILLON Jeanine
869 BONNAERT Jean Marie
870 LIETAR HUBERT
871 RACQUEZ Thierry
872 RACQUEZ Jean Claude
873 VANWYNSBERGHE-HOORNAERT Virginie
874 HOORNAERT Sabine
875 VANWYNSERBGHE René
876 DECOTTIGNIES Alain
877 DENIS Bernadette
878 CARBONNELLE Anen sophie

879 RIGAUT Kevin
880 LEBLANC Nathalie
881 LERICQUE Sylvie
882 CREZ Anne Marie
883 CALLEWAERT Gérard
884 CALLEWAERT Christophe
885 DORCHIES Christine
886 FIEVEZ Jacques
887 MIROIR Roger
888 MERLEZ Michel
889 DEFFONTAINES F.
890 VANDENNIEUWENBORG M.J.
891 BRAKEN Janine
892 DEPAUW Isabelle
893 MONTAINE Elie
894 DECALUWE-DEMORTIER
895 SEGOND
896 LESY-DURENNE
897 MINET Claude
898 CROWIN Marie Berthe
899 BRAYE Dominique
900 SPIERS Michèle
901 BRAY Michel
902 CLAEYS F.
903 MACQUET-BESENGEZ
904 DAL Marie
905 LECAT-EGIDE
906 VANSNIER René
907 MESTDAG Yves
908 CRAHAY Charles
909 COSSEMENT Jules
910 DELAPIERRE Chantal
911 DEROUBAIX B.
912 D'HAYER Michel
913 TONNEL Vincent
914 BROUCKAERT Johan
915 PLANCKAERT Philippe
916 WITS Evelyne
917 BRILLON Yves
918 NAUGERIDE Monique
919 ALLARD Micheline
920 MALAISSE Pierre
921 POLLET Isabelle
922 BOUCAU Marcelle
923 VANDERELST Rose
924 CANFIN Benjamin
925 DELEGLISE Marie Thérèse
926 ALLARD Gaëtane
927 RONSSE Jean
928 WAELKENS André
929 DUPRET Monique
930 BUDKE Gérard
931 MORLET France Andrée
932 SIMONET Alain
933 RONSE Tania
934 BOUCAU Bernard
935 LEFEBVRE Nathalie
936 SALOME Bernard
937 DELRUE Yvette
938 HONORE Christine
939 MAGAIN Annie
940 DUFAY Céline
941 BEAUSIRE P.
942 DUFAY Marie
943 BENOIT Marielle

- 944 RACQUEZ Jacques
- 945 FONTAINE Roland
- 946 ANDRIES F.
- 947 PETIT Marc
- 948 DEKEYSER René
- 949 RASSENEUR Micheline
- 950 PETIT René
- 951 BURY Christiane
- 952 DEBILDE Cécile
- 953 DECALUWE Régine
- 954 VANOUDEWATER Gérard
- 955 BUETON Marie Thérèse
- 956 MUSEUR Jeanine
- 957 VAN RUYMBEKE Denis
- 958 VANDENHEKKE Christine
- 959 VAN RUYMBEKE Laura
- 960 VAN RUYMBEKE David
- 961 AUCHAIN Germaine
- 962 ALLARD Bruno
- 963 GRIMONPREZ
- 964 KNUTS Catherine
- 965 DE KEYSER Pierre Henri
- 966 LEFEVRE Irène
- 967 HAGUE Jacques
- 968 GILLEMAN Bernadette
- 969 HAGUE Virginie
- 970 HAGUE Perrine
- 971 VANBOUT Denise
- 972 GOFFIN Frédéric
- 973 MONTIGNIE Isabelle
- 974 DELOBEL Jean Philippe
- 975 BOUVRY Brigitte
- 976 SIMOENS Albert
- 977 LEFAI C.
- 978 SIMOENS Valère
- 979 DUTHYE F.
- 980 GHISLAIN Murielle
- 981 LEROY Olivier
- 982 DELBART Marie Christine
- 983 DELANNOY Sandrine
- 984 CULOT Brigitte
- 985 DELCOURT A.
- 986 PAPIN-BATAILLE
- 987 FOREZ Thomas
- 988 LECONTE-VLIEGHE R.
- 989 LECONTE Lucie
- 990 JUBARU Marcelle
- 991 CLARISSE
- 992 LEMAIRE Gisèle
- 993 BATAILLE T.
- 994 MATHON René
- 995 SAFFERS Rudy
- 996 NYS Guy
- 997 NYS-LABIS R.
- 998 DUMORTIER Jean Louis
- 999 BRISMEE Martine
- 1000 DAPSENS Christophe
- 1001 BERTON Bernadette
- 1002 ALLARD Roger
- 1003 HERBAUT Louisa
- 1004 HOUYOUX Michel
- 1005 PLATEAU Freddy
- 1006 VAN PEVENAEYGE Gérard
- 1007 BARROIT Marcelle
- 1008 BERTHOLET Elodie

- 1009 VALEMBERG Jocelyne
- 1010 BERTHOLET Mathieu
- 1011 BOON Francine
- 1012 DELABY J.F.
- 1013 MONVOISIN Gilbert
- 1014 DROULEZ C
- 1015 MONVOISIN Florence
- 1016 BATAILLE Françoise
- 1017 VALQUE Henriette
- 1018 WERQUIN Joseph
- 1019 TRIAILLE Charles
- 1020 TRIAILLE-GUISSET Madeleine
- 1021 BONIER Rudy
- 1022 BONIER Mélanie
- 1023 HERZET Lise
- 1024 BURON Fabienne
- 1025 BURON Marcel
- 1026 DEFFONTAINES-DUJARDIN Michel
- 1027 LEFEBVRE Donatienne
- 1028 BOTHUYNE Elisabeth
- 1029 DELATTRE Marie Paule
- 1030 FAUVARQUE Michel
- 1031 HENNO Isabelle
- 1032 FAUVARQUE Marc
- 1033 BERTHOLET Michèle
- 1034 MONVOISIN Maryse
- 1035 BERTHOLET André
- 1036 HOMERIN Jean Louis
- 1038 LOTHAIRE Gabrielle
- 1039 LEFEBVRE Marie
- 1040 MARIAGE-DUPRIEZ Edouard
- 1041 VANDEKERKOVE Joëlle
- 1042 DERVAUX Lucienne
- 1043 MERVEILLE Jacques
- 1044 NORTIER-CROWIN Alain
- 1045 VOGELAAR Ghislaine
- 1046 LEHOUCQ Michel
- 1047 BOREUX Georges
- 1048 DUROT Louis
- 1049 DELESALLE Danièle
- 1050 DUJARDIN Francis
- 1051 DEGOBERT Claude
- 1052 DUROT Chr.
- 1053 GAILLEZ Michèle
- 1054 DEGOBERT Corinne
- 1055 CARELS David
- 1056 MISPELTER Emma
- 1057 DENONCIN Guy
- 1058 FRANCOIS Eric
- 1059 THONNARD Françoise
- 1060 LEFEBVRE M.A.
- 1061 DEPREZ Henri
- 1062 FONTAINE Elise
- 1063 JACQUERY Gérard
- 1064 FLEURE Marie anne
- 1065 HENROTTE Marcel
- 1066 LEGRAIN-MOULIN
- 1067 DROPSY Fabrice
- 1068 ROBIN André
- 1069 DELEMAZURE Jules
- 1070 DELEMAZURE Marie
- 1071 CROWIN Gabriel
- 1072 CROWIN Jean Pierre
- 1073 PIAT Jérémy
- 1074 PLOUVIER Bernard

1075 WARLOP Philippe
1076 BOUTON Odette
1077 MASSART Henri
1078 GILLART Géry
1079 LEGRAIN Bruno
1080 CREMERS
1081 MERCIER Léon
1082 CALLENS Marc
1083 VANDENBERGHE Jean Marc
1084 DUFAY Maryvonne
1085 SEILLIER Gaëtan
1086 MOULIN Laurence
1087 STIENNES Carinne
1088 HENDEBAULT Bernard
1089 DUPUICH Odile
1090 VERBAUWHEDE Sandrina
1091 CREMERS Monique
1092 CHUFFART Claude
1093 MESSIAN Sylvie
1094 PONVILLE Bruno
1095 DAUTRICHE Arlette
1096 PONVILLE Bernard
1097 PHILIPPE Marie Jeanne
1098 VANDEKERKOVE Marie Hélène
1099 PONVILLE René
1100 BOUVRY Claude
1101 PONVILLE Sylvie
1102 DUBAR Thierry
1103 SADIN Jean Pierre
1104 DUPRET Marie Claude
1105 VALEE-TONNARD Alexandre
1106 VION Marc
1107 DERVAUX Jean Yves
1108 OLEKSIK Pascal
1109 SARTORIUS Dominique
1110 DESMALINES Joëlle
1111 HEMPTTE Rita
1112 HUVENNE Nathalie
1113 DELBAR Christian
1114 DUBOIS Patrick
1115 DHAENE Rémy
1116 VANDERHAEGHEN Marie
1117 PRAT Marie Louise
1118 SPRIET Gisèle
1119 DESIR Roselyne
1120 MARESCAUX
1121 VAUCAMPS Maryse
1122 POTTIE Frédéric
1123 MOULIN Luc
1124 PLANCQUAERT Jean Paul
1125 MINISCLOU
1126 DERVAUX Roger
1127 DERVAUX Véronique
1128 VIGIN Marie Pascale
1131 BAYART Bruno
1132 GUSTIN Roland
1133 DUREZ Serge
1134 MORTREUX Dominique
1135 GLAUDE Alexandra
1136 DEHEM Hélène
1137 SIMONART Josée
1138 DAVID Gérard
1139 MUSEUR Eliane
1140 VANDECNOCKE
1141 DUBOIS Eric

- 1142 BLERVACQ Marie Josée
- 1143 POLLET André
- 1144 DEFFRENNE Céline
- 1145 VAN COPPENOLLE Paul
- 1146 DEPOUHON René
- 1147 COLIN Martine
- 1148 J.C. HAYETTE
- 1149 G. LEMAIRE
- 1150 DEPOUHON R.

Il est pris acte de l'opposition au projet et des arguments qui la justifient. Il y est fait référence dans les considérations générales.

- 1151 VANHOE B.

Il est pris acte des commentaires et objections relatifs au projet. Il y est fait référence dans les considérations générales.

Il est répondu aux réclamations n°1152 à 1633 dans la réclamation n° 1151

- 1152 F. DEPELCHIN
- 1153 S. COPPENOLE
- 1153 COPPENOLLE Sébastien
- 1154 SADIN Pierre Olivier
- 1155 PARMENTIER Geneviève
- 1156 FONTAINE Marie
- 1157 DOCHY Monique
- 1158 VAN CROMBRUGGE Cécile
- 1159 VAN CROMBRUGGE Françoise
- 1160 VAN CROMBRUGGE Martine
- 1161 DRUART Paulette
- 1162 LECOCQ Colette
- 1163 LECLERCQ
- 1164 LELEUX Franck
- 1165 LUCHTENS Claire
- 1166 RAULIER Germaine
- 1167 COLLET Tamara
- 1168 COQUEREAU Renée
- 1169 DAVISTER Claudette
- 1170 DESNOUCK Martine
- 1171 MONTREUIL R.
- 1172 GEENENS Nicole
- 1173 DESCHAMPS Marie Ange
- 1174 DEFFONTAINE Guy
- 1175 DEFFRENNE Jean Pierre
- 1176 CALLEWAERT? Delphine
- 1177 DERYCKE Etienne
- 1178 DEFFONTAINE Francine
- 1179 LECLERCQ Pascale
- 1180 FEYS-ALLIET Maurice (2 signataires)
- 1181 VANHOUTTE Maurice
- 1182 COPENOL-VANDEPUTTE Norbert
- 1183 LESIRE
- 1184 Non attribué
- 1185 FONTAINE Pierre
- 1186 VANDENBULE-VERSAVEL?
- 1187 MESTDAGH Gérard
- 1188 THUYLIE Marc
- 1189 COPPENOLLE Frédéric
- 1190 LEROY Sylvie
- 1191 GRASSO Gino
- 1192 COPPENOLLE Nicolas
- 1193 CLOET-HOONAERT ? Gérard
- 1194 CARTON-PARMENTIER Frans
- 1195 NACKART Jean Paul
- 1196 DELMEE Philippe
- 1197 COUVREUR François
- 1198 DUFOUR Léopold
- 1199 DESAUW Frans
- 1200 LOOTENS-VANDENBERGHE Robert
- 1201 NINGNEAU? O.

- 1202 BOSSAERT-BEGHIN Henri
1203 POLLET André et VAN TRAPPEN (2 signataires)
1204 Non attribué
1205 Mme CONEM Jules et Mme ADAM Monique
1206 VANDERSTRAETEN Marc
1207 MOULIN-DELECLUSE Etienne
1208 BACRO-BOURLIER Gérard
1209 DUTHOIT Jules
1210 SCHATTENS Sylvain
1211 VAN DURMEN Ghislain
1212 PETIT Roger
1213 LEROY Vincent
1214 LEBRUN Jean Charles
1215 DELPIERRE S.
1216 VANDEZIELLE? Mariette
1217 BOUCHE Marie Ange
1218 DEFFRENNE Nelly
1219 VANHOUTTE Willy
1220 CARBONNELLE John
1221 DECERF Emile
1222 VANOVERBERG Francine
1223 PILLIEZ Marie
1224 VION Albert
1225 HOORELBEKE Jean Paul
1226 VERSTRAPPEN Geneviève
1227 LEMAITRE Bertarnd
1228 DESCAMPS-DORCHIES Marc
1229 VAN LITSEMBURG S./
1230 NISOLLE Laurence
1231 VERCARMER Stéphane
1232 STRULLE Fabien
1233 COMBLE Fabien
1234 DE RODDER Fabienne
1235 LEROY Séverine
1236 LEROY Sandrine
1237 VERCRUYSSSE Geoffrey
1238 VERDONCK Frédéric
1239 DEMOTTE ? Bertrand
1240 PLANQUE Gérard
1241 DELECLUSE G.
1242 DECOCK Ignace
1243 BEGHIN Jérôme
1244 COIGNET Virginie
1245 LESUR Paul
1246 FOULON Luc
1247 NYS Ludovic
1248 MOSELIS Rudy
1249 VAN MULLEM Jean
1250 JOVENEAU Dominique
1251 VANDERSTICHELEN Simone
1252 DELFANNE Odette
1253 DECOCK Anne Marie
1254 DESBRUYERES Olivier
1255 PRINCE Solange
1256 DOZINEL Guy
1257 FAUCHILLE ? Ludivine
1258 MULLIEZ
1259 DUCHATELET Renée
1260 ARDENOIS Mélanie
1261 ARDENOIS Jean
1262 FAUVARQUE Mariette
1263 SELOSSE Jocelyne
1264 PLOUVIER Damien
1265 DRUMÉZ L.
1266 BOURGEOIS Pierre

1267 ANDRE Wilfrid
1268 LEMAIRE Maïta
1269 ALLARD-MIDAVAINÉ Charles
1270 MONTIGNIE Marie Jeanne
1271 DELMÉE Jacques
1272 VANDENBOSCH Palmyre
1273 DELBART Michel
1274 CAPART Claude
1275 DORCHY Claudine
1276 CATELLE Paul
1277 MENCH Paul
1278 ARDENOIS Christian
1279 NUTIN Marie
1280 DESBRUYERES Damien
1281 VANNESTE Martine
1282 DELAUNOY Vanessa
1283 NUTTE Brigitte
1284 HENNEDICQ Marie Paule
1285 JACQUERIE Sabine
1286 DECHENEFFÉ Anne France
1287 SOYEZ Cathy
1288 FOUCART Hervé
1289 GUELUY Christelle
1290 MARQUET Anne Marie
1291 HANNARD Jean Louis
1292 DELNESTE Christelle
1293 LECOCQ Guy
1294 LECOCQ Anne Marie
1295 WILLETTE-HACHE
1296 LANDRIEUX Bernard
1297 CROWIN Gauthier
1298 CASTERMAN Roland
1299 DUMORTIER Lucienne
1300 PAEMELAERE Madeleine
1301 VAN DRIESSCHE Bernard
1302 PHILIPPRONT Daniel
1303 LOCQUENY Léon
1304 LEPAIR Raymond
1306 ALLARD Eric
1307 ALLARD-MAQUET Henri
1308 LAMPE Bernard
1309 HELLIN-GRULOIS
1310 MINET Irène
1311 DELRUE Alberte
1312 DEGODEZ Georgina
1313 DELRUE Brigitte
1314 MAYONOBÉ Philippe
1315 LEROY Claudine
1316 BAVAY Nicolas
1317 SERVAIS Marianne
1318 SLAUWERS
1319 COQU Sandrine
1320 DEBAISIEUX Françoise
1321 DECOCQ Chantal
1322 VANDECAVEYE Michel
1323 ARDENOIS Brigitte
1324 VANDEVYVRE Françoise
1325 DECARPENTRIE Anne Sophie
1326 VANDERPLANKEN Jeannine
1327 DUTRANOIS Françoise
1328 THERIN Bernard
1329 QUAIN Jean Philippe
1330 MARIAGE Jacques
1331 DUPLAT
1332 DAMBRAIN Olivier

1333 GALLET Christine
1334 NISOL Odette
1335 DUFAY Pascal
1336 DAPSENS Raymonde
1337 NACKART Pierre
1338 LATOUR Brice
1339 LECHANTRE
1340 BOUVIER Jean Luc
1341 CLUNY Marcelle
1342 NOYON
1343 NOYON Jean Marie
1344 HENRY Jean Pierre
1345 FONTAINE Nicole
1347 MACOU Pascal, Albert, Jean Marie
1348 DECRUYENAERE-DERASSE Pierre
1349 VERCAMER Norbert
1350 LAMBERT Jacques
1351 DELNESTE Jacques
1352 VAN HELSUWE R.
1353 DUQUENNOY Daniel
1354 VANDEKERKOVE Michel
1355 ADAM Georgette
1356 DUMOULIN Renée
1357 TORGEAIS Jeanne
1358 LAURENT Denise
1359 BOGAERT Séverine
1360 LESUR Françoise
1361 DELSININE Christian
1362 FOUCART-DEREUSE
1363 BEGHIN Michel
1364 MARQUANT Anne Sophie
1365 CHANTRY Guy
1366 BOIS Xavier
1367 DELHAIE Fernand
1368 ESMONIN E.
1369 DROULEZ Guy
1370 REYNTJENS Emile
1371 MACOU François
1372 VION Jeanne
1373 Mme DELMARQUETTE
1374 DELMARQUETTE
1375 BELS Gwenaëlle
1376 GOURLAY Maryvonne
1377 GARDON Jean Pierre
1378 FORGET Yves
1379 TONNELLE C.
1380 PLATTEAU Didier
1381 MENART Marie Louise
1382 LAMBERT Pierre
1383 NICOLAOUS - DUPUICH Y.
1384 DUBOIS Yvette
1385 BRUNIN Marie Agnès
1386 DURENNE Jean Philippe
1387 RICCIO Gaetano
1388 D'ARTOIS Gérard
1389 THONUS Christophe
1390 DEBLAERE Gérard
1391 RICCIO Antony
1392 FONTAINE-MASY
1393 VANBEL Dominique
1394 DUPREZ? Chantal
1395 DUMONT Henri
1396 LUCHTENS Annie
1397 LUCHTENS René
1398 VANPEVENAGE Paul

1399 DUROISIN Christian
1400 BRISMEE Geneviève
1401 PYCH Gabriel
1402 DE CAIGNY Christian
1403 DELAIGLE Romain
1404 DELMOTTE Marie Thérèse
1405 DENEUWARD Anthony
1406 DE SAINT MARTIN C.
1407 LEFEBVRE Simon
1408 DUPIRE Damien
1409 LOOSFELDT Laurence
1410 LOOSFELDT C.
1411 COUSAERT Antoine
1412 VERVAECKE Thierry
1413 DUMORTIER Fabienne
1414 CACHOIR Céline
1415 LEROY Sébastien
1416 BRUNIN Aurore
1417 DEWAILLY David
1418 CARLIER Thomas
1419 LAURENT Julien
1420 DELCROIX
1421 BRUNEAU Damien
1422 LEMAIRE David
1423 MAERTENS-GHYSSEGNIES Cécile
1424 MEES Christine
1425 D'HEYGERE Brigitte
1426 MOULIN Marie Thérèse
1427 RASSEMONT Nadine
1428 THESIN Marie Christine
1429 DELFOSSE? Léon
1430 VANHESSCHE Régina
1431 HENNEBERT Colette
1432 VERSTRAETE H.
1433 PARENT Françoise
1434 DESTREBECQ Guy
1435 LEMAHIEU Isabelle
1436 BAYART Marc
1437 D'HAENE Martine
1438 PLANCQUAERT Bernard
1439 GLORIEUX Brigitte
1440 DELECLUSE Martine
1441 NUTIN Gaston
1442 PLANQUAERT Francine
1443 BEVIERE Fabienne
1444 LECONTE Louis
1445 LECONTE Simon
1446 LEURIDAN Marie Anne
1447 LECONTE Daniel
1448 LECONTE Jérémy
1449 VERMEULEN Marie Louise
1450 FOUREZ Jean François
1451 DELHUVENNE Claude
1452 HENNO Elisabeth
1453 DUBART Jean Claude
1454 LAGERSIE ? Jacqueline
1455 TANGHE M.J.
1456 VIGIN-BAQUERELLE
1457 VIGIN-BAQUERELLE R.
1458 DEHOUCK Brigitte
1459 FRUIT Philippe
1460 ALAVOINE-NORTIER
1461 ALAVOINE Fabienne
1462 DUTRANNOIS Pierre
1463 DEMEESTER-DUTRANNOIS Joseph

- 1464 DELHAYE Edmond
- 1465 WERION Elie
- 1466 WERION Stéphane
- 1467 PETERS Bernard
- 1468 LECONTE Marthe
- 1469 CHAPITRE Roger
- 1470 VION Juliette
- 1471 MILLET Marc
- 1472 D' HULST Marcelle
- 1473 MILLET Béatrice
- 1474 COMBLEZ Eliane
- 1475 GLISSOUX Xavier
- 1476 VUYLSTEKE Marie Christine
- 1477 DEROCK Michaël
- 1478 COMBLE Frédérique
- 1479 HENNO Jean
- 1480 BATAILLE C.
- 1481 DUBART
- 1482 DERVAUX S.
- 1483 CUVELIER R.
- 1484 DUMORTIER Jocelyne
- 1485 DASSONVILLE-CARETTE Paul et Agnès
- 1486 NOUCKELE Marie Louise
- 1487 SAGAERT Didier
- 1488 FALYS Véronique
- 1489 BIALEK William
- 1490 CLERQUIN William
- 1491 DEPELCHIN Didier
- 1492 LECONTE Agnès
- 1493 HUIN Lucienne
- 1494 HUVENNE Irène
- 1495 POULAIN Francine
- 1496 PIERZCHALA Sabine
- 1497 WAGNON Alain
- 1498 LEGENDRE Nathalie
- 1499 DELMARLE Stéphane
- 1500 DUSSART
- 1501 BOTHUYNE Germaine
- 1502 MESPLOMB Claudine
- 1503 LAMBELIN Christian
- 1504 DUPONTHIEU Julie
- 1505 MESSIEN Georges
- 1506 BONIER Joséphine
- 1507 DELCOURT Marie Paule
- 1508 DECALUWE Martine
- 1509 DUSSART Daniel
- 1510 BOTHUYNE Gérard
- 1511 DESPRETS Patrice
- 1512 DEWANNAIN Francis
- 1513 MARLIER Sabrina
- 1514 DELCOURT Léopold
- 1515 DEROY Bénédicte
- 1516 DEROY Jean C.
- 1517 VAN MULLEN Marie Paule
- 1518 DELOOSE Laureenne
- 1519 VANDENHOVE Yvonne
- 1520 VANGEERSDAELE Ivan
- 1521 GEIREGAT Jean Pierre
- 1522 DEMEULEMEESTER Georges
- 1523 JANTELE ? Monique
- 1524 VANBOUT Jacques
- 1525 DELCOURT Léopold
- 1526 DEBAL Gauthier
- 1527 ROTY J.F.
- 1528 HEUNON ? Michaël

- 1529 BURY Joëlle
1530 ROSEAU Euphémie
1531 CORNIL Huguette
1532 BATEAUX Laurence
1533 WALLET Vanessa
1534 DUPONTHIEU Eveline
1535 DUSSART Yvonne
1536 DELBECQ Pierre Alexandre
1537 DECALUWE Rodolphe
1538 DELMARQUETTE Emile
1539 WATTHEZ Quentin
1540 COPPENOLLE-SAMYN Didier
1541 MOULIN René
1542 VANDERHAEGHEN Marie
1543 PIAT Marie Louise
1544 BRAQUENIER Renée
1545 VANDEMORTELE Eddy
1546 DIKINS Anna
1547 DESPRETS Georgette
1548 VANDEKERKOVE Maggy
1549 GRIMONPREZ Noël
1550 SCHOTTE Christiane
1551 SEMET Albert
1552 DUPREZ Jeanne
1553 POT Daniel
1554 LELEU M.A.
1555 SAINLEZ Jacques
1556 SAINLEZ Julie
1557 MACOU Catherine
1558 VERVAECK Jean Pierre et Nicole
1559 VAN GYSEGHEM-NENE
1560 DEGRANDE-CALLEWAERT Alex
1561 DELCOURT Claudine
1562 LEURIDAN E.
1563 COPPENOLLE-SAMYN Didier
1564 DEHAENE Chantal
1565 DIENIS Yvette
1566 BLOMME Raymond
1567 STORME Jean Claude
1568 MOULRON Eliane
1569 DELONVILLE Daniel
1570 OTTEVAERE Christophe
1571 DESPREZ Jacques
1572 VERSCHUREN Liliane
1573 HELLIN Alexandra
1574 BOULANGER Christophe
1575 STREMEZ-MARTENS Bruno
1576 HUGO Georges
1577 HABERT Alexandre
1578 RACQUEZ Frédéric
1579 DUPLAT Ghislain
1580 VANDAELE Séverine
1581 DELANNAY-CHARVET
1582 SENECA René
1583 DELVIGNE André
1584 CHEVAL André
1585 DOGOT Gaëtan
1586 DEKOSTER, VILLEM David, DEFENAIN J.F., DERMONT, PILETTE Christelle
1587 VAN DAMME Kathleen (12 signataires)
1588 POTTEAU J.
1589 VAN WYNSBERGHE Thérèse
1590 LIETART Muriel
1591 DE PELSMACKER G.
1592 DENIS Carmen
1593 DUGARDIN

- 1594 ARROUET Jean Michel
- 1595 DEMARBAIX Léonie
- 1596 BIALEK William
- 1597 GAUTIER Marie
- 1598 HOLVOET Philippe
- 1599 NYS Régine
- 1600 DUMORTIER Michel
- 1601 FOURNIER Brigitte
- 1602 DUMORTIER Sandrine
- 1603 Taelman J Jacqueline
- 1604 VANMOLLEGHEN Albert
- 1605 DUHAYON Serge
- 1606 VAN HOOR Jean Pierre
- 1607 GLORIEUX Lucien
- 1608 ANDRE Mathieu
- 1609 SEYNAVE Bénédicte
- 1610 VANDEKERKOVE Marie Claire
- 1611 BONNET Lucienne
- 1612 LORTHIOIR Nelly
- 1613 VAN HAELMEERSCH Adrien
- 1614 TRIFIN Ivan
- 1615 BLANCHET Annick
- 1616 PAEMELAERE Elodie
- 1617 PAEMELAERE Michel
- 1618 BARBIER Louise
- 1619 ROTTELEUR Renée
- 1620 VION Claudine
- 1621 NORTIER Régis
- 1622 D'HEYGERE Francine
- 1623 VAN HOE Michel
- 1624 DELVALLE Yves
- 1625 HUBAUT Robert
- 1626 DEFFONTAINES Chrysole
- 1627 LEROY Bruno
- 1628 DELNESTE-BECQUEREAU Anne Marie
- 1629 TRIFIN Ivan
- 1630 VUYSTEL Luc
- 1631 RICCIO Sandra
- 1632 F. DUPLAT
- 1633 J. D'HAENE
- 1634 CAPONT C.

Il est pris acte des commentaires et objections relatifs au projet. Il y est fait référence dans les considérations générales.

Il est répondu aux réclamations n° 1.635 à 1.679 dans la réclamation n°1.631

- 1635 E. VANCK
- 1636 M. DAL
- 1637 DUPIRE Francis
- 1638 DELECOEUILLE Jean Louis
- 1639 DELMULLE Francine
- 1640 JUBARU A
- 1641 DELMULLE Cécile
- 1642 PIRLOT Marcel
- 1643 PIRLA Carine
- 1644 VONCK Daniel
- 1645 DUPIRE F.
- 1646 DELECOEUILLE Charles et Edith
- 1647 DELONVILLE-WATTEAU Daniel
- 1648 LEPERS Anne Marie
- 1649 MORTREUX Christophe
- 1650 FICHERE Sylvain
- 1651 MAGAIN Annie
- 1652 VONCK Julie
- 1653 PLUQUET Patricia
- 1654 PLUQUET Sébastien
- 1655 GIGOUNON Christophe

- 1656 GOMICHOON Vincent
 1657 DELHUVENNE Ghislain
 1658 FOUCH Paulette
 1659 MONTIGNIE Thierry
 1660 HESPEL Valérie
 1661 SPIESSENS Fabrice
 1662 SIMON Martin
 1663 PARSY Christelle
 1664 PLUQUET Eric
 1665 PICART-HESPEL (2 signataires)
 1666 HESPEL
 1667 NOTTEBAERT Jules
 1668 NOTTEBAERT Jeanine
 1669 SNP SID Ali
 1670 VALEE-POLLET (2 signataires)
 1671 PLUQUET C.
 1672 DENIS Thérèse
 1673 HENNO Yves
 1674 DENEUBOURG Eugénie
 1675 SARTORIUS Dominique
 1676 SENESAEL Stéphane
 1677 D'HAENE José
 1678 P.O. SADIN
 1679 A. COPPENOLLE - D'HEYGERE
 1680 non attribué
 1681 BROUCHAERT E.

Il est pris acte des objections et remarques sur le projet ainsi que du dossier relatif aux inondations. Il y est fait référence dans les considérations générales.

1682 DELEGLISE

Il est pris acte des commentaires et objections relatifs au projet. Il y est fait référence dans les considérations générales.

Il est répondu aux réclamations n°1683 à 1690 dans la réclamation n° 1682

- 1683 LEROY - LEBLOND
 1684 NAUGERIALE M.
 1685 BOUEAU - DUFAY
 1686 M. PETIT
 1687 J. RONSE
 1688 MALAISE-ALLARD
 1689 F. BOUEAU
 1690 A. NYS
 1691 MET - Direction générale des Autoroutes et des Routes.
 Il est pris acte des remarques.

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

[C - 2004/27126]

- 22. APRIL 2004 — Erlass der Wallonischen Regierung zur endgültigen Verabschiedung der Neufestlegung des Bauleitplans Tournai-Leuze-Péruwelz zwecks Eintragung eines gemischten Gewerbegebietes und eines Industriegebietes auf dem Gebiet der Stadt Tournai (Blandain und Marquain) als Ausdehnung der Gewerbegebiete Tournai Ouest I und II und zur Eintragung einer Sonderbaufläche für den Streckenverlauf einer neuen Autobahnanbindung an diese Gebiete (Karte 37/6N)**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über Raumordnung, Städtebau und Naturerbe, insbesondere der Artikel 22, 23, 30, 35, 37 und 41 bis 46 sowie 115;

Aufgrund des am 27. Mai 1999 von der Wallonischen Regierung verabschiedeten Entwicklungsschemas des regionalen Raums (ESRR);

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 24. Juli 1981 zur Festlegung des Bauleitplans Tournai-Leuze-Péruwelz, unter anderem abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regionalexekutive vom 20/12/1990 (Eintragung des Streckenverlaufs der A8), vom 07/03/1991 (Eintragung des Gewerbegebietes Tournai-Ouest) und 29/07/1993 (Eintragung des Streckenverlaufs der RN 511 und der Handwerksgebiete in Pecq und Estaimpuis),

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Oktober 2002 über den Beschluss zur Neufestlegung des Bauleitplans Tournai-Leuze-Péruwelz und zur Verabschiedung des Vorentwurfs zur Änderung des Plans im Hinblick auf die Eintragung eines gemischten Gewerbegebietes und eines Industriegebietes auf dem Gebiet der Stadt Tournai als Ausdehnung der Gewerbegebiete Tournai Ouest I und II (Planabschnitt 37/6N);

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. September 2003 zur Verabschiedung des Entwurfs zur Neufestlegung des Bauleitplans Tournai-Leuze-Péruwelz im Hinblick auf die Eintragung eines gemischten Gewerbegebietes und eines Industriegebietes auf dem Gebiet der Stadt Tournai als Ausdehnung der Gewerbegebiete Tournai Ouest I und II (Planabschnitt 37/6N);

Aufgrund der zwischen dem 11. Oktober 2003 und dem 24. November 2003 beim öffentlichen Einspruchsverfahren in Tournai geäußerten Beanstandungen und Anmerkungen, die sich auf folgende Punkte beziehen :

- das Recht auf Informationen;
- die Projektalternative;
- die Mischbevölkerung der Stadtkerne;
- die Anfechtung der Relevanz des Projektes und der Arbeitsplätze, die es schaffen soll;
- das Anlegen des Gewerbegebietes;
- die Neunutzung aufgegebenen Industriegebiete;
- die Verkehrsanbindung des Standortes;
- die Auswirkungen des Projektes auf die Landwirtschaft;
- die Auswirkungen auf das Landschaftsbild und das Anlegen von Umgebungsflächen;
- die Wasserwirtschaft;
- die Belästigungen und Verseuchungsrisiken;

Aufgrund des günstigen Gutachtens samt Bemerkungen des Gemeinderates Tournai vom 15. Dezember 2003;

Aufgrund des günstigen Gutachtens des Regionalen Raumordnungsausschusses (RERA) vom 12. März 2004 über die Neufestlegung des Bauleitplans Tournai-Leuze-Péruwelz im Hinblick auf die Eintragung eines gemischten Gewerbegebietes und eines Industriegebietes auf dem Gebiet der Stadt TOURNAI als Ausdehnung der Gewerbegebiete Tournai Ouest I und II und auf die Eintragung einer Sonderbaufläche für den Streckenverlauf einer neuen Autobahnanbindung an diese Gebiete (Planabschnitt 37/6N);

Aufgrund des günstigen Gutachtens des Wallonischen Umweltrates für nachhaltige Entwicklung vom 4. März 2004;

Bestätigung der Umweltverträglichkeitsstudie

In der Erwägung, dass die Regierung bei ihrer Entscheidung vom 18. September 2003 der Ansicht war, die Umweltverträglichkeitsstudie enthalte sämtliche zur Bewertung der Zweckdienlichkeit und Angemessenheit des Projekts erforderlichen Angaben, und dass sie die Studie demzufolge als vollständig gewertet hat.

In der Erwägung, dass einige Beschwerdeführer in der Umweltverträglichkeitsstudie Lücken hinsichtlich der Auswirkungen auf die Landwirtschaft und die Beschäftigungslage anmahnen; dass ein anderer der Ansicht ist, die Umweltverträglichkeitsstudie habe die Fläche des Gewerbegebietes erheblich überbewertet.

In der Erwägung, dass der Regionale Raumordnungsausschuss der Ansicht ist, die Qualität der Umweltverträglichkeitsstudie sei gut, wenngleich er einige Fehler festgestellt hat.

In der Erwägung, dass der Wallonische Umweltrat für nachhaltige Entwicklung der Ansicht ist, der Autor habe eine qualitativ zufriedenstellende Studie abgeliefert, wenngleich er einige Ungereimtheiten und Ungenauigkeiten festgestellt hat.

In der Erwägung, dass diese die Bewertung des Projektes jedoch nicht beeinträchtigen, da der Regierung alle zur Beschlussfassung unentbehrlichen Fakten vorliegen.

In der Erwägung, dass die Umweltverträglichkeitsstudie den Vorschriften nach Artikel 42 des CWATUP und des Leistungsverzeichnisses genügt; dass die Regierung ausreichend informiert ist, um in Kenntnis der Sachlage zu entscheiden.

Entspricht das Projekt dem Bedarf

In der Erwägung, dass die Regierung das Ziel verfolgt, kurzfristig den für 2010 geschätzten Bedarf an wirtschaftlichen Nutzungsflächen zu decken.

In der Erwägung, dass die Regierung auf der Grundlage eines Berichtes der Generaldirektion Wirtschaft und Beschäftigung (DGEE) und der darauf beruhenden Analyse in ihrem Erlass vom 18. Oktober 2002 der Ansicht war, das Gebiet der «Intercommunale d'aménagement et de développement économique de Tournai, Ath et des communes avoisinantes (IDETA) » müsse in zwei Unterbereiche aufgeteilt werden, den Westbereich (Gebiet um Tournai) und den Mitte-Ost-Bereich (Gebiet um Leuze, Ath und Enghien); dass sie der Ansicht war, dass der Westbereich des Gebietes der IDETA, der in diesem Erlass als Bezugsgebiet gilt, in den nächsten zehn Jahren insgesamt etwa 82 Hektar Nettofläche für wirtschaftlich genutzte Grundstücke brauche, zuzüglich 10 % Pauschalfläche für die technische Ausstattung der Grundstücke, insgesamt als etwa 90 Hektar, die als Gewerbegebiet auszuweisen seien; dass die Eintragung einer geringfügig größeren Fläche, nämlich 104 ha, wegen der grenzüberschreitenden Dynamik der Nachbargebiete zu Tournai gerechtfertigt sei.

In der Erwägung, dass die Umweltverträglichkeitsstudie diese Analyse nicht in Frage gestellt hat : Sowohl die Relevanz des Grenzverlaufs des Bezugsgebietes als die sozialen und wirtschaftlichen Bedürfnisse dieses Gebietes in der von der Regierung festgelegten Zeitspanne werden bestätigt.

In der Erwägung, dass sich der Regionale Raumordnungsausschuss trotz der bei der öffentlichen Befragung geäußerten Beschwerden der Bewertung des Bedarfs laut Umweltverträglichkeitsstudie für das Bezugsgebiet anschließt und hervorhebt, 9,5 ha am Ortsrand des Dorfes Blandain würden zur Errichtung einer Abschirmvorrichtung verwendet.

In der Erwägung, dass der Wallonische Umweltrat für nachhaltige Entwicklung gewisse Zweifel an der Übereinstimmung zwischen Nutzfläche und Bedarf äußert und bedauert, die Studie sei hauptsächlich durch Extrapolation der Lage in Tournai-Ouest I und II erstellt worden, dass diesbezüglich aber zu bemerken ist, dass es sich bei dieser Bewertungsmethode um eine klassische, allgemein zulässige Methode handelt und dass andererseits dem Einwand durch die im städtebaulichen und wirtschaftlichen Leistungsverzeichnis vorgesehene, vom Umweltrat selbst vorgeschlagene Staffelung begegnet werden könnte, sollten sich diese Befürchtungen als teilweise berechtigt erweisen.

Projektbestätigung

In der Erwägung, dass der Erlass vom 18. Oktober 2002 auf der Überlegung fußt, das Vorprojekt trage zur Festigung der Raumstruktur des ESRR bei; dass Tournai darin in der Tat als Anziehungspunkt in der transregionalen Zusammenarbeit mit der Metropole Lille und als Anlaufstelle auf dem Eurokorridor Lille-Lüttich gilt.

In der Erwägung, dass die Umweltverträglichkeitsstudie die Absicht des Vorentwurfs des Abänderungsplans für begründet hält, auf dem Gebiet der Stadt Tournai ein 104 Hektar großes Gewerbegebiet auszuweisen.

In der Erwägung, dass die Regierung demzufolge ihre Option in ihrem Erlass vom 18. September 2003 bestätigt hat.

In der Erwägung, dass der Regionale Raumordnungsausschuss diese Entscheidung ebenfalls bestätigt hat.

Prüfung der Standortalternativen

In der Erwägung, dass die Umweltverträglichkeitsstudie gemäß Artikel 42 Absatz 2 Punkt 5 des CWATUP und dem besonderen Leistungsverzeichnis nach Alternativen gesucht hat; dass sich diese Alternativen auf die Lokalisierung, die Abgrenzung oder das Anlegen des in den Bauleitplan aufzunehmenden Gebietes beziehen können.

In der Erwägung, dass der Autor der Umweltverträglichkeitsstudie keinen alternativen Standort gefunden wurde, weil der vorgeschlagene Standort der geeignetste ist, um die Zielsetzung der Neufestlegung des Bauleitplans zu erreichen.

Prüfung der Grenzverlauf- und Umsetzungsalternativen

In der Erwägung, dass die Umweltverträglichkeitsstudie andererseits gezeigt hat, dass die Nachteile des Projektgebietes erheblich gemildert werden könnten, wenn dessen Grenzverlauf so geändert würde, dass durch die Hinzufügung von 6,8 ha eine neue Anbindung an die Autobahn E 42 gebaut werden könnte, die den Standort leichter zugänglich machen und einen sichereren Verkehrsabfluss garantieren würde; dass diese Zusatzfläche durch eine entsprechende Vergrößerung der im Nordwesten des Gewerbegebietes vorgesehenen Abschirmvorrichtung kompensiert würde, sodass das Dorf Blandain besser vor Umweltbelastungen geschützt wäre.

In der Erwägung, dass die Umweltverträglichkeitsstudie vorgeschlagen hat, den Standort des gemischten Gewerbegebietes mit dem Standort des Industriegebietes zu tauschen, damit dieses direkt an die nördlich des Standortes verlaufende Eisenbahnstrecke angebunden werden könne; dass die Regierung diesen Vorschlag berücksichtigt hat, insofern er eine bimodale Anbindung des Industriegebietes ermöglicht.

In der Erwägung, dass die Regierung in ihrem Erlass vom 18. September 2003 daher der Ansicht war, aus dieser Vergleichsstudie gehe hervor, dass sie ihre Ziele am besten mit dem ursprünglichen Projekt erreichen würde, indem sie dessen Umlauf nach den Empfehlungen des Autors der Umweltverträglichkeitsstudie abändere und den Standort des gemischten Gewerbegebietes mit dem des Industriegebietes tausche, und dass sie folglich die Ausweisung dieses Gebietes mit ugetauschtem Verwendungszweck und abgeändertem Grenzverlauf als Entwurf zur Änderung des Bauleitplans übernehme.

In der Erwägung, dass der Wallonische Umweltrat für nachhaltige Entwicklung der Ansicht ist, die vom Autor der Studie vorgeschlagene und von der Regierung übernommene Grenzvariante sei die beste Lösung im Hinblick auf die Ausweisung eines gemischten Gewerbegebietes und eines Industriegebietes an dieser Stelle.

In der Erwägung, dass der Regionale Raumordnungsausschuss keinerlei Kritik an dieser Lösung geübt hat.

Berücksichtigung der allgemeinen Empfehlungen des Wallonischen Umweltrates für nachhaltige Entwicklung

In der Erwägung, dass der Wallonische Umweltrat für nachhaltige Entwicklung in seinen verschiedenen Gutachten eine Reihe allgemeiner Überlegungen über das Neufestlegungsverfahren und allgemeiner Empfehlungen über die eventuelle Umsetzung der Projekte abgegeben hat.

In der Erwägung, dass er zuerst der Ansicht ist, die Bewertungsarbeit zur Erstellung des vorrangigen Plans sei nur relevant, wenn die Ansiedlung der Infrastrukturen von einer neuen Bewertung der mit der Zusammenlegung der Unternehmen verbundenen Auswirkungen abhängig gemacht werde; dass er bei der Ansiedlung der Unternehmen verlangt, dass pro Ansiedlungsphase eine Umweltbewertung des Gewerbegebietes erstellt werde, damit er sich ein Gesamtbild der Zusammenlegung machen könne.

In der Erwägung, dass das städtebauliche und wirtschaftliche Leistungsverzeichnis, dessen Durchführung Artikel 31bis des CWATUP vorschreibt, höchstens zehn Jahre lang gültig sein wird; dass die Lage vor seiner Verlängerung natürlich neu überprüft werden wird, sodass seine Bestimmungen der vor Ort festgestellten Entwicklung und den zwischenzeitlich gesammelten neuen Angaben angeglichen werden können; dass bei dieser Neuüberprüfung die angemessenen erscheinenden Verfahren zur Neuverwendung oder zur Änderung des Verwendungszweckes gegebenenfalls eingeleitet werden können; dass die Anregung des Wallonischen Umweltrates für nachhaltige Entwicklung mit diesem Verfahren somit weitgehend aufgegriffen werden kann.

In der Erwägung ferner, dass der Wallonische Umweltrat für nachhaltige Entwicklung an seine Empfehlungen über die Zusammenhänge zwischen Mobilität, Verkehrsmitteln und Raumordnung erinnert; dass er sich darüber freut, dass über das städtebauliche und wirtschaftliche Leistungsverzeichnis Mobilitätspläne auferlegt werden, die die Nutzung umweltfreundlicher Verkehrsmittel und öffentlicher Verkehrsmittel fördern; dass er Wert darauf legt, dass der Fußgänger- und Radfahrerverkehr in den neuen Gewerbegebieten gesichert wird.

In der Erwägung, dass diese Anregung angebracht erscheint; dass diese Absicherung Bestandteil der Auflagen sein muss, die das städtebauliche und wirtschaftliche Leistungsverzeichnis enthalten muss.

In der Erwägung im Übrigen, dass die gewünschte Anbindung der neuen Gewerbegebiete an die öffentlichen Verkehrsmittel nicht im Widerspruch zur Politik der Regierung steht; dass das Netz der wallonischen Verkehrsbetriebe (TEC) so organisiert ist, dass die Standorte mit dem meisten Verkehrsaufkommen bedient werden, und dass dieses Netz leicht und ohne größere Investitionen der Entwicklung des Verkehrsaufkommens angeglichen werden kann, da es hauptsächlich aus Straßen besteht; dass andererseits die Eisenbahn wegen ihrer strukturellen Kosten nur auf längeren Strecken und bei großen Transportvolumen eine geeignete Lösung für die Mobilitätsprobleme ist; dass die Eisenbahn daher nur zusammen mit anderen Verkehrsmitteln, hauptsächlich mit dem Pkw, bei den meisten individuellen Transportbedürfnissen der KMB, die sich in den neu angelegten Gewerbegebieten niederlassen werden, benutzt werden kann; dass die vom Wallonischen Umweltrat für nachhaltige Entwicklung angestrebte nachhaltige Mobilität also nur durch einen intermodalen Verbund zwischen Eisenbahn und Straße – der Bestandteil der von den städtebaulichen und wirtschaftlichen Leistungsverzeichnissen auferlegten Mobilitätsplänen sein wird – erreicht werden kann.

Besondere Erwägungsgründe

In der Erwägung, dass auf folgende besondere Gegebenheiten zu achten ist :

- Mischbevölkerung der Stadtkerne
- Im Vorprojekt war die Regierung der Ansicht, die Ausweisung des Gewerbegebietes sei mit den Grundsätzen des ESRR vereinbar, weil
- das Projekt eine Gemeinde betreffe, die in einem Entwicklungsgebiet und in einem Interventionsgebiet der europäischen Entwicklungsfonds liege;
- auch wenn das Projekt nicht wirklich zur Neuordnung des Stadtgebietes beitrage, füge es sich in ein bestehendes Stadtgebiet ein, da es nördlich der Autobahn A 17 (Tournai-B Brügge) unweit der bestehenden Gewerbegebiete Tournai Ouest I und II liege, was Synergien mit den dort angesiedelten Unternehmen und eine bessere Ausnutzung bestimmter verfügbarer Ausstattungen ohne größeren Aufwand ermögliche.

Die Umweltverträglichkeitsstudie hat diese Analyse bestätigt.

Mehrere Beschwerdeführer unterstreichen die Notwendigkeit, die Stadtkerne durch das Anlocken von Einzelhandelsgeschäften und Dienstleistungsbetrieben ins Stadtzentrum neu zu beleben.

Der Regionale Raumordnungsausschuss ist der Ansicht, dieser Besorgnis werde durch das Verbot Rechnung getragen, Einzelhandelsgeschäfte und Dienstleistungsbetriebe anzusiedeln, damit das Stadtzentrum von Tournai nicht an Attraktivität verliere.

Die Regierung teilt diese Analyse und hält somit an diesem Verbot fest.

— Auswirkungen auf die Landwirtschaft

Mehrere Beschwerdeführer bedauern die Auswirkungen des Projektes auf die Landwirtschaft und unterstreichen, mehrere Betriebe würden dadurch in Mitleidenschaft gezogen. Einige verlangen eine angemessene Entschädigung.

Im Vorentwurf war die Regierung der Ansicht, die Änderung des Bauleitplans habe Auswirkungen auf die landwirtschaftliche Nutzung, die aber gerechtfertigt seien, weil sie im Verhältnis zur landwirtschaftlichen Nutzfläche des Bezugsgebietes, zur Anzahl geschaffener Arbeitsplätze (durch das Projekt sollen am Standort etwa 1700 neue Arbeitsplätze entstehen) und zum wirtschaftlichen Aufschwung, den das Gewerbegebiet durch seinen Standort und die Vorzüge des Projektes herbeiführen werde, geringfügig seien.

Aus der Umweltverträglichkeitsstudie geht hervor, dass mehr als zwanzig Betriebe von dem Projekte betroffen sind. Zur Begrenzung dieser Auswirkungen und zur Anwendung des Prinzips des sparsamen Umgangs mit dem Boden regt die Regierung an, das Gewerbegebiet wieder zu seinem ursprünglichen Zweck zu nutzen, falls es innerhalb von drei Jahren nach der Verabschiedung des vorliegenden Erlasses nicht verwirklicht werden sollte.

Der Regionale Raumordnungsausschuss findet diese Anregung interessant, betont aber, die Frist sei angesichts der angelaufenen Verfahren und der Notwendigkeit, bei der Ansiedlung des Gewerbegebietes die Verfahren der Wirtschaftsförderungsgesetze anzuwenden, unrealistisch.

Durch den vorrangigen Gewerbegebietsplan werden maximal 1200 Hektar, von denen ein Großteil derzeit als landwirtschaftliches Gebiet eingestuft ist, also etwa 1,5 % der landwirtschaftlichen Nutzfläche in der Wallonischen Region (nach den letzten von der Generaldirektion Landwirtschaft (DGA) veröffentlichten Angaben des Jahres 2002 waren das 756.567 Hektar), als Gewerbegebiet ausgewiesen. Angesichts der Zeit, die die Umsetzung dieses neuen Verwendungszwecks in Anspruch nehmen wird, und der von den städtebaulichen und wirtschaftlichen Leistungsverzeichnissen vorgeschriebenen Staffelung wird sich diese Änderung der Zweckbestimmung schätzungsweise auf zehn Jahre erstrecken.

Der Verlust dieser Flächen wird folglich nur ganz geringe Auswirkungen auf die - regional betrachtete - landwirtschaftliche Tätigkeit haben.

Zuerst wird der Verlust von Anbauflächen größtenteils durch den Anstieg der Agrarproduktivität ausgeglichen. Inter-Environnement-Wallonie und der Regionale Raumordnungsausschuss geben an, der Verlust landwirtschaftlicher Flächen dürfte einen Rückgang der Getreideproduktion um etwa 7.800 Tonnen pro Jahr nach sich ziehen; die Produktivitätssteigerung (durchschnittlich 100 KG/ha/Jahr Produktivitätssteigerung laut DGA) ist aber so groß, dass die Produktionssteigerung (190.000 Tonnen in zehn Jahren) angesichts der Anzahl Hektar, auf denen in der Region Getreide angebaut wird (190.000), den beklagten Verlust nahezu 2,5 mal wettmachen dürfte.

Auch wenn bei manchen Änderungen der Bauleitpläne negative Auswirkungen auf einzelne Betriebe zu befürchten sind, ist der von ihnen erlittene Verlust von Anbauflächen mit den landwirtschaftlichen Nutzflächen zu vergleichen, die jedes Jahr umgenutzt werden, nämlich 9.000 Hektar.

Wie oben dargelegt, dürften durch die Umsetzung des vorrangigen Gewerbegebietsplans 10 Jahre lang jährlich etwa 120 Hektar an landwirtschaftlicher Nutzungsfläche verloren gehen. Der Ausgleich, den die betroffenen Landwirte für diese Verluste erhalten, macht also nur 1,3 % der gesamten jährlichen Umnutzung landwirtschaftlicher Nutzflächen aus, die übrigens einhergeht mit einer allgemeinen Zusammenlegung der Nutzflächen zu größeren Gebilden.

Folglich ist davon auszugehen, dass die durch die Änderung der Bauleitpläne geschädigten Landwirte Grundstücke für ihren landwirtschaftlichen Bedarf finden werden.

Auch wenn diese nicht dieselben Eigenschaften besitzen, z.B. weil ihre Nutzung beschwerlicher ist, dürfte dadurch doch eine große Anzahl Betriebe unter annehmbaren Bedingungen weiterbestehen bleiben. Der verursachte Restschaden wird durch die Entschädigungszahlungen ausgeglichen werden.

Im vorliegenden Fall stellt die Regierung fest, durch die im städtebaulichen und wirtschaftlichen Leistungsverzeichnis vorgeschriebene gestaffelte Verwirklichung des Gewerbegebietes werde dieser Besorgnis Rechnung getragen, da einerseits das Gebiet nach und nach, entsprechend dem Bedarf, angelegt werde und andererseits die Bodennutzung nach Ablauf des zehn Jahre gültigen städtebaulichen und wirtschaftlichen Leistungsverzeichnisses neu bewertet werde, sodass gegebenenfalls eine Umnutzung anhand des dann effektiv zu deckenden Bedarfs möglich werde. Mit dieser Maßnahme könnte die Zielsetzung des städtebaulichen und wirtschaftlichen Leistungsverzeichnisses erreicht werden, das die Einsetzung einer Bewirtschaftungs- und Begleitstelle für die Umnutzung der Agrarflächen und die Kompensationen verlange.

Als Maßnahme zugunsten der natürlichen und der menschlichen Umgebung hat das Leistungsverzeichnis eine Auflistung der Ressourcen zu enthalten, die den Landwirten und ihren Betrieben zur Verfügung gestellt werden, deren Fortbestand durch das Projekt gefährdet ist.

Etwaige Entschädigungsanträge werden im Rahmen der Enteignungsverfahren geregelt werden. Sollten sich diese als unzureichend erweisen, so wären die Anträge den Gerichten vorzulegen, die den geschädigten Landwirten angemessene Entschädigungen gemäß dem gemeinen Recht zuerkennen würden.

Verkehrsanbindung und Multimodalität

Einige Beschwerdeführer schlagen die Anbindung des Gebietes an das Eisenbahnnetz vor; einige erinnern daran, dass diese seit 1970 vorgesehen ist.

Wie der Regionale Raumordnungsausschuss hervorhebt, haben das gemischte Gewerbegebiet und das Industriegebiet laut Erlass vom 18. September 2003 ihren Standort ja getauscht, damit das Industriegebiet an das Eisenbahnnetz angeschlossen werden kann.

Bei der Anbindung an das Straßen- und Autobahnnetz sehen mehrere Beschwerdeführer Probleme :

- Zur Verbesserung der Mobilität im Umfeld von Tournai müsste die Autobahn E 42-A 17 auf drei oder sogar vier Fahrbahnen erweitert und eine Abzweigung nach Douai und zur multimodalen Plattform Douges gebaut werden, sodass die Stadt im Osten und im Süden umfahren werden könnte.
- Die südliche Zufahrt zum Gewerbegebiet könnte gestrichen werden, sodass das Gebiet nur über die bestehende Verkehrsinfrastruktur von Tournai I und II zu erreichen wäre; dadurch könnte die Durchfahrt durch die rue du Moulin de Caronne und die Kreuzung «Carrefour du Faisan » vermieden werden.
- Der neue Zubringer zur Autobahn E 42 sollte erst in der letzten Phase der Verwirklichung des Gewerbegebietes gebaut werden, wenn das gesamte Gebiet belegt sei.
- Die für die Verlängerung der Autobahn A 17 bis zur Bundesstraße N 7 vorgesehene Sonderbaufläche sollte gestrichen werden, da das Wallonische Verkehrsministerium (MET) die südliche Umgehung von Tournai aus ihren Plänen gestrichen hat.
- Das Projekt würde zu einer gesteigerten Mobilität führen, die den Grundsätzen widerspricht, auf die sich die Ausarbeitung des Kommunalen Mobilitätsplanes der Stadt Tournai stützt.

Der Regionale Raumordnungsausschuss hat festgestellt, dass diese Bemerkungen größtenteils nicht begründet sind :

- Nach dem Kommunalen Mobilitätsplan von Tournai ist die Sättigung der Autobahn A 8 nicht vor 2015 zu erwarten : sie kann dann auf drei Fahrbahnen erweitert werden.
- Mit dem alternativen Grenzverlauf des Projektes kann eine Verstopfung der Ortsstraßen vermieden werden. In das städtebauliche und wirtschaftliche Leistungsverzeichnis werden darüber hinaus Bestimmungen über die Verkehrssicherheit auf den Ortsstraßen aufgenommen werden.
- Mit dem städtebaulichen und wirtschaftlichen Leistungsverzeichnis kann der Bau des Zubringers zur Autobahn A 42 je nach Bedarf zeitlich gestaffelt werden.
- Der Kommunale Mobilitätsplan von Tournai betrifft nicht den Standort, der zu weit vom Stadtzentrum entfernt ist.

Ein Beschwerdeführer schlägt vor, das Hafен-, Eisenbahn- und Autobahnpotential der Schelde flussabwärts von Tournai zu nutzen.

Die Regierung hat das Scheldepotential nicht übersehen; es wird im Rahmen anderer Projekte in Tournai-Vaux und Pecq-Herinnés genutzt werden, da es bei der vorliegenden Neufestlegung darum geht, andere Bedürfnisse zu decken, die keine Anbindung an die Wasserfahrtsstraßen erfordern und die auch zu befriedigen sind.

Hinsichtlich der Streichung der Sonderbaufläche für die Verlängerung der Autobahn A 7 kann die Regierung nicht umhin festzustellen, dass sie nicht Gegenstand des vorliegenden Verfahrens ist und folglich getrennt zu prüfen ist. Sie hat nichts mit dem vorliegenden Projekt zu tun.

Die Bemerkungen über die Anbindung des Gewerbegebietes an die öffentlichen Verkehrsmittel werden - wie der Regionale Raumordnungsausschuss hervorhebt - über den Betriebsumsiedlungsplan geregelt, den das städtebauliche und wirtschaftliche Leistungsverzeichnis vorschreibt.

Ferner stellt der Regionale Raumordnungsausschuss fest, dass dank des Mobilitätsabschnitts des Leistungsverzeichnisses im Gewerbegebiet Wander- und Radwege erhalten werden können, deren Fortbestand einige Beschwerdeführer verlangt hatten.

Die geeignete Ausschilderung des Standortes ist Aufgabe des Wallonischen Verkehrsministeriums (MET) und des Projektbetreibers in seinem jeweiligen Zuständigkeitsbereich.

Anfechtung der Relevanz des Projektes und der Arbeitsplätze, die es schaffen soll

Einige Beschwerdeführer bezweifeln die angekündigte Anzahl Arbeitsplätze, die durch das Projekt im Gewerbegebiet entstehen sollen. Einer von ihnen beantragt daher eine Verringerung der Gewerbegebietsfläche. Andere befürchten, dass sich französische oder flämische Unternehmen zeitweilig - mit ihrem eigenen Personal - im Gewerbegebiet ansiedeln, um von den Steuervorteilen zu profitieren, und anschließend wieder wegziehen.

Der Regionale Raumordnungsausschuss, der betont, die bestehenden Gewerbegebiete seien derzeit nahezu ausgelastet, greift diese Befürchtung auf und regt an, beim ersten Grundstücksverkauf eine Restriktionsklausel aufzuerlegen, die die Investitionszusage mit der Schaffung einer bestimmten Anzahl Arbeitsplätze verknüpft.

Die Regierung teilt diese Befürchtung. Sie betont jedoch, die Berücksichtigung dieser Zielsetzung gehöre zu den Aufgaben der Betreiber, die die Gewerbegebiete bewirtschafteten. Im Rahmen der Befugnisse, die die Wirtschaftsförderungsgesetze, insbesondere die Artikel 32 und 32bis, den Betreibern verleihen - diese können u.a. Verkaufsverträge auflösen, wenn die Auflagen nicht erfüllt wurden -, haben sie dafür zu sorgen, dass die Grundstücke Unternehmen zur Verfügung gestellt werden, die Wirtschaftszweige bevorzugen, in denen langfristig Arbeitsplätze geschaffen werden können.

Anlegen des Gewerbegebietes

Der Regionale Raumordnungsausschuss stellt fest, dass die verschiedenen Beschwerden bezüglich der Verwirklichung des Gewerbegebietes nicht direkt zum Einspruchsverfahren gehören : sie müssen bei der Ausarbeitung des städtebaulichen und wirtschaftlichen Leistungsverzeichnisses geregelt werden. Dies gilt für die Bemerkungen über

- die gestaffelte Besiedlung des Gebietes und die Vorschriften über die Belegungsdichte im Hinblick auf die Einhaltung des Grundsatzes der sparsamen Bodennutzung;
- die Modalitäten für die Umsetzung dieses Leistungsverzeichnisses, die durch das Rundschreiben vom 29. Januar 2004 geregelt werden.

Auswirkungen auf das Landschaftsbild und Anlegen von Umgebungsflächen

Verschiedene Beschwerdeführer heben die Verwahrlosung des Lebensumfeldes hervor. Ihres Erachtens sollten Vorschriften auferlegt werden, mit denen landschaftlich besser integrierte Gebäude errichtet und Grünflächen mit heimischen Gewächsen angelegt werden könnten.

Der Regionale Raumordnungsausschuss stellt fest, dass der Standorttausch zwischen dem gemischten Gewerbegebiet und dem Industriegebiet und das Anlegen einer 50 m breiten Trennfläche auf der gesamten Länge des nordwestlichen Grenzverlaufs des gemischten Gewerbegebietes – laut Erlass vom 18. September 2003 – teilweise auf diese Einträge eingehen. Die Abschnitte «Landschaftsbild» und «Städtebau und Architektur» des städtebaulichen und wirtschaftlichen Leistungsverzeichnisses werden die restlichen Befürchtungen aufgreifen.

Neunutzung aufgegebener Industriegebiete

Verschiedene Beschwerdeführer regen an, das Potential der aufgegebenen Industriegebiete zu nutzen, insbesondere die Ziegelei in Froyennes, statt neue Agrarflächen für wirtschaftliche Zwecke zu nutzen.

Der Autor der Umweltverträglichkeitsstudie hat die alternativen Standorte geprüft, die den Zielsetzungen der Regierung entsprechen. Er ist zu dem Schluss gekommen, dass es keinen alternativen Standort gibt.

Der Regionale Raumordnungsausschuss stellt fest, dass es im Bezugsgebiet, nämlich dem westlichen Teil des Einzugsgebietes der IDETA, außer in Steinbrüchen, kein größeres aufgegebenes Industriegebiet gibt.

Die Regierung schließt sich dieser Analyse an.

Wasserwirtschaft

Verschiedene Bemerkungen betreffen die Grundwasser- und Oberflächenwasserbewirtschaftung, die Entwässerung und die Überschwemmungsgefahr. Die Beschwerdeführer werfen der Umweltverträglichkeitsstudie vor, diese Gegebenheiten nicht ausreichend berücksichtigt zu haben.

Der Regionale Raumordnungsausschuss nuanciert diese Kritik. Die Umweltverträglichkeitsstudie habe die zu untersuchenden Auswirkungen sachgemäß geprüft.

Die Einhaltung der geltenden Dekrete und Vorschriften ermögliche eine angemessene Regenwasser- und Abwasserbewirtschaftung.

Für die Abwässer werde das städtebauliche und wirtschaftliche Leistungsverzeichnis außerdem die Ausarbeitung geeigneter Lösungen für die Entwässerung des südlichen Gebietszipfels und für die zweckmäßige Entwässerung der beiden Gewerbegebietsteile diesseits und jenseits der Kammlinie vorschreiben. Anhand der geplanten Analysen könnten der Standort und die Abmessungen der Auffangbecken fachkundig festgelegt werden.

Umweltbelästigungen und Umweltverschmutzungsrisiko

Verschiedene Beschwerdeführer beklagen die Umweltbelästigungen, die der Betrieb des Gewerbegebietes für sie haben wird: Luftverschmutzung, Geruchsbelästigungen, Staub, Beeinträchtigung des Landschaftsbildes, Lärm, Straßenverkehr,... Vor allem für die Bewohner des Dorfes Touquet sei das der Fall.

Der Regionale Raumordnungsausschuss weist dieses Risiko nicht vollständig von der Hand, stellt aber fest, durch den Standorttausch zwischen dem gemischten Gewerbegebiet und dem Industriegebiet und das Anlegen einer umlaufenden Trennfläche könne es angemessen eingedämmt werden.

Diese Elemente werden in das städtebauliche und wirtschaftliche Leistungsverzeichnis einbezogen werden, damit festgelegt werden kann, wie die Trennflächen am besten anzulegen sind.

Physische Belastungen

Laut Vorprojekt war die Regierung der Ansicht, der Standort unterliege keinem nachgewiesenen größeren physischen Zwang.

Aus der Umweltverträglichkeitsstudie geht hervor, dass sich der Standort in einem anfälligen Karstgebiet mit mäßigem Einsturzrisiko befindet. Ein Beschwerdeführer geht darauf ein.

Zur Berücksichtigung der Probleme, die durch die von der Umweltverträglichkeitsstudie aufgedeckten Karstphänomene entstehen könnten, hat die Regierung über das städtebauliche und wirtschaftliche Leistungsverzeichnis die Durchführung einer geotechnischen Studie vorgeschrieben, die zeigen soll, welche besonderen Vorsichtsmaßnahmen beim Bau der Gebäude im Gewerbegebiet zu treffen sind.

Der Regionale Raumordnungsausschuss billigt diese Entscheidung.

Begleitmaßnahmen

In der Erwägung, dass die Eintragung eines neuen Gewerbegebietes laut Artikel 46, § 1 Abs. 2 Punkt 3 des CWATUP entweder die Neunutzung aufgegebener Industriegebiete oder die Verabschiedung anderer umweltschutzgünstiger Maßnahmen oder eine Kombination dieser zwei Begleitmodi voraussetzt.

In der Erwägung, dass sich die Begleitmaßnahmen einerseits nach der eigentlichen Umweltqualität des städtebaulich genutzten Umfeldes und andererseits nach der objektiven Wirkung dieser Begleitmaßnahmen richten müssen.

In der Erwägung, dass die Sanierung ungenutzter Industriestandorte nach wie vor ein wichtiger Bestandteil dieser Umweltbegleitmaßnahmen ist.

In der Erwägung, dass die Regierung die Neunutzung einer Reihe aufgegebener Industriegebiete im Rahmen der Begleitmaßnahmen zur vorliegenden Änderung des Bauleitplans vorsieht.

In der Erwägung, dass es bei der Bewertung des Prozesses zwischen den Begleitmaßnahmen und den Projekten zur Eintragung neuer Gewerbegebiete vernünftig ist, einerseits die je nach Standort und Verseuchung unterschiedlichen Auswirkungen der Sanierung ungenutzter Industriestandorte, andererseits die Auswirkungen der Schaffung eines neuen Gewerbegebietes auf die Umwelt, die von dessen Gegebenheiten und von dessen Standort abhängen, zu berücksichtigen sind; dass bei Einhaltung des Verhältnismäßigkeitsprinzips eine gründliche Sanierung mehr Gewicht haben muss als die Sanierung eines weniger verseuchten Standortes, dass die Auswirkungen der umweltgünstigen Maßnahmen nach dem davon vernünftigerweise zu erwartenden Ergebnis zu bewerten sind und dass diese Maßnahmen mehr oder weniger umfassend sein müssen, je nachdem ob die Schaffung des neuen Gewerbegebietes erhebliche oder weniger erhebliche Auswirkungen auf sein Umfeld hat.

In der Erwägung, dass die Regierung in diesem Fall keine Anhaltspunkte zur Objektivierung der Faktoren hat, mit denen dieses Gewicht und diese Auswirkungen vollständig bewertet werden könnten, und sie es daher für angebracht hält, weil sie unbedingt Artikel 46 § 1 Abs. 2 Punkt 3 des CWATUP einhalten möchte und bestrebt ist, im Rahmen ihrer Möglichkeiten die Neunutzung aufgegebener Industriegebiete zu unterstützen, den Wortlaut dieses Gesetzestextes strikt auszulegen und als Verteilerschlüssel etwa einen m^2 neu bewirtschafteter ungenutzter Industriestandort für einen m^2 städtebaulich nicht nutzbare, jetzt gewerblich genutzte Fläche (aber unter Abzug der vorher gewerblich genutzten, nun als städtebaulich nicht nutzbare Gebiete eingestuft Flächen) anzuwenden.

In der Erwägung, dass die in Artikel 46, § 1 Abs. 2 Punkt 3 des CWATUP vorgesehene Begleitung regional bewertet werden kann; dass der besagte Verteilerschlüssel global angewandt werden kann, weil vorliegendes Projekt Bestandteil eines vorrangigen Plans ist, mit dem die gesamte Region mit neuen Gewerbegebieten ausgestattet werden soll, wobei ein Ausgleich zwischen einerseits der Gesamtfläche, die von städtebaulich nicht nutzbaren Gebieten für gewerbliche Zwecke abgezweigt wird (aber unter Abzug der vorher gewerblich genutzten, nun als städtebaulich nicht nutzbare Gebiete eingestuft Flächen), und andererseits sämtlichen neu bewirtschafteten ungenutzten Industriestandorten.

In der Erwägung, dass es jedoch in dem Bemühen um geteilte geographische Gerechtigkeit angebracht erscheint, darauf zu achten, dass die ungenutzten Industriestandorte gleichmäßig auf die Region verteilt werden, da auch die laut Plan für gewerbliche Zwecke bestimmten neuen Flächen auf das gesamte Gebiet der Region verteilt sind.

In der Erwägung, dass die Region zu diesem Zweck in fünf ausgeglichene, geographisch homogene Gebiete aufgeteilt worden ist; dass vorliegendes Projekt daher in einen Projektreigen (Mouscron, Ath - Ghislenghien, Leuze-en-Hainaut, Tournai - Vaulx, Pecq - Hérimmes und Pecq - Estaimpuis - Mouscron) integriert worden ist.

In der Erwägung, dass die Regierung als Begleitmaßnahme beschließt, die Neunutzung folgender Standorte zu berücksichtigen :

— ANTOING	Brauerei Soufflet
— ANTOING	Château de la Kennelée (Schloss)
— ANTOING	Brauerei Farvacque
— ATH	Sucrerie, candiserie et stockages (Zuckerei, Süßwarenherstellung und Warenlager)
— ATH	Tuilerie, rue de Foucaumont (Ziegelei)
— ATH	Zuckerfabrik
— ATH	Zuckerfabrik
— ATH	Zuckerfabrik
— ATH	Silos de la Dendre (Silos)
— CHIEVRES	Entreprises Europe
— COMINES-WARNETON	Brauerei
— ESTAIMPUIS	Gerberei Poulet
— LESSINES	Flaconnage Amphabel Schott (Glasbehälter)
— LESSINES	Carrières du Syndicat (Steinbruch)
— LEUZE-EN-HAINAUT	Etablissements Motte
— LEUZE-EN-HAINAUT	Cinéma "MAX" (Kino)
— LEUZE-EN-HAINAUT	Usine Trenteseaux
— LEUZE-EN-HAINAUT	Etablissements Marcel Dubois
— MOUSCRON	Usine textile Sowatex (Textilfabrik)
— PERUWELZ	Usines Delhayé
— PERUWELZ	La Hersautoise
— TOURNAI	Imprimerie Casterman (Druckerei)
— TOURNAI	Brauerei St-Yves
— TOURNAI	Bonnerie et teinturerie Jamart-Wattiez (Wirkerei und Färberei)
— TOURNAI	Sucrerie de Barry (Zuckerfabrik)
— TOURNAI	Bonnerie Commenne (Wirkerei)
— TOURNAI	Briqueterie Lemaire (Ziegelei)
— SAINT-GHISLAIN	Carcoke
— MONS	Héribus
— LA LOUVIERE	Fabrique d'engrais Safea (Düngemittelherstellung)
— MONS	Craie phosphatée (Phosphatkreide)

die insgesamt mindestens eine gleich große Fläche belegen;

In der Erwägung, dass laut Artikel 46 § 1 Absatz 2 Punkt 3 des CWATUP - dies hat auch der Wallonische Umweltrat für nachhaltige Entwicklung hervorgehoben - als Umweltschutzmaßnahmen keine Maßnahmen in Frage kommen, die entweder nach dem CWATUP oder nach einer anderen geltenden Regelung zu treffen sind; dass die Regierung aber unterstreichen möchte, dass sie in dem Bemühen, die Umwelt zu schützen, parallel zur Umsetzung des vorrangigen Plans, zu dem der vorliegende Erlass gehört, einen neuen Artikel 31bis des CWATUP verabschiedet hat, dem zufolge für jedes neue Gewerbegebiet ein städtebauliches und wirtschaftliches Leistungsverzeichnis zu erstellen ist, das eine Abstimmung zwischen dem Gewerbegebiet und seinem Umfeld gewährleistet.

In der Erwägung, dass die Auflage aus diesem Artikel dadurch mehr als erfüllt ist.

Städtebauliches und wirtschaftliches Leistungsverzeichnis

In der Erwägung, dass in Ausführung von Artikel 31bis des CWATUP ein städtebauliches und wirtschaftliches Leistungsverzeichnis nach den Leitlinien des Ministerialrundschreibens vom 29. Januar 2004 erstellt werden wird, ehe das Gewerbegebiet angelegt wird.

In der Erwägung, dass der Wallonische Umweltrat für nachhaltige Entwicklung in seinen verschiedenen Gutachten eine Reihe allgemeiner Empfehlungen über die eventuelle Umsetzung der Projekte abgegeben hat, unter anderem in puncto Bewirtschaftung des Wassers, Luftreinhaltung, Aufbereitung von Rückständen aus Erdbewegungen, Betreuung der von den Projekten betroffenen landwirtschaftlichen Betrieben, Mobilität und Zugänglichkeit, Landschaftsbild und Einbeziehung der Flora.

In der Erwägung, dass die Regierung diesen Empfehlungen weitgehend vorgegriffen hat, indem sie dem Parlament zuerst die Verabschiedung von Artikel 31bis des CWATUP vorgeschlagen hat, dem zufolge bei neuen Gewerbegebieten ein städtebauliches und wirtschaftliches Leistungsverzeichnis zu erstellen ist, und indem sie anschließend den Inhalt dieses Leistungsverzeichnisses durch das am 29. Januar 2004 von ihr verabschiedete Ministerialrundsreiben festgelegt hat.

In der Erwägung, dass einige Empfehlungen des Wallonischen Umweltrates für nachhaltige Entwicklung Erläuterungen enthalten, die angesichts der oben beschriebenen Merkmale angemessen erscheinen, sei es allgemein, sei es für vorliegendes Projekt; dass sie daher zu übernehmen sind.

In der Erwägung, dass das städtebauliche und wirtschaftliche Leistungsverzeichnis folglich auf jeden Fall nachstehende Vorgaben zu enthalten hat :

- Maßnahmen für eine angemessene Wasserbewirtschaftung, insbesondere für die Abwässerklärung,
- die Überprüfung der geotechnischen Tragfähigkeit des Bodens und des Unterbodens;
- einen Plan zur progressiven Besiedlung des Gewerbegebietes, Sektor für Sektor, unter Berücksichtigung der derzeit auf dem Standort vorhandenen landwirtschaftlichen Betreiber;
- eine ausführliche Beschreibung der Ressourcen, die den Landwirten zur Verfügung gestellt werden können, deren Betriebe durch das Projekt gefährdet sind;
- Maßnahmen in puncto Mobilität des Personen- und Warenverkehrs innerhalb und außerhalb des Gewerbegebietes, inklusive Staffelnung beim Bau des Zubringers zur Autobahn E 42, Erhaltung der Absicherung der Wander- und Radwege und Maßnahmen zur Verkehrssicherheit auf den Ortsstraßen;
- Maßnahmen zur Abschirmung des Gewerbegebietes.

Schlussfolgerung

In der Erwägung, dass aus all diesen Erwägungsgründen hervorgeht, dass vorliegendes Projekt am besten geeignet ist, im betreffenden Bezugsgebiet den Bedarf an gewerblich nutzbaren Flächen unter Beachtung der Zielsetzung aus Artikel 1 des Wallonischen Gesetzbuches über Raumordnung Städtebau und Naturerbe zu decken.

Nach entsprechender Beratung

Auf Vorschlag des Ministers für Raumordnung, Städtebau und Umwelt,

Beschließt:

Artikel 1 - Die Regierung verabschiedet endgültig die Neufestlegung des Bauleitplans Tournai-Leuze-Péruwelz, durch die auf dem Gebiet der Stadt Tournai als Erweiterung der Gewerbegebiete Tournai Ouest I und II (Planabschnitt 37/6N) ausgewiesen werden :

- ein gemischtes Gewerbegebiet,
- ein Industriegebiet,
- eine Sonderbaufläche für den Streckenverlauf einer neuen Autobahnanbindung an diese Gewerbegebiete.

Art. 2 - Folgende, als *R 1.1 gekennzeichnete Zusatzvorschrift gilt in dem gemischten Gewerbegebiet, das durch vorliegenden Erlass im Bauleitplan ausgewiesen wird :

„Einzelhandelsgeschäfte und Dienstleistungsbetriebe dürfen in dem als *R 1.1 gekennzeichneten Gebiet nicht angesiedelt werden, es sei denn, sie unterstützen die im Gebiet zugelassenen gewerblichen Tätigkeiten. »

Art. 3 - Folgende, als *R 1.5 gekennzeichnete Zusatzvorschrift gilt in dem gemischten Gewerbegebiet, das durch vorliegenden Erlass ausgewiesen wird :

„Der als *R 1.5 gekennzeichnete Teil des Gewerbegebietes ist der Anlegung einer umlaufenden Trennfläche vorbehalten. »

Art. 4 - Die Neufestlegung erfolgt nach dem beigefügten Plan.

Art. 5 - Das gemäß Artikel 31 des CWATUP erstellte städtebauliche und wirtschaftliche Leistungsverzeichnis enthält auf jeden Fall folgende Vorgaben :

- Maßnahmen für eine angemessene Bewirtschaftung des Wassers, insbesondere der Abwässer,
- die Überprüfung der geotechnischen Tragfähigkeit des Bodens und des Unterbodens;
- einen Plan zur progressiven Besiedlung des Gewerbegebietes, Sektor für Sektor, unter Berücksichtigung der derzeit auf dem Standort vorhandenen landwirtschaftlichen Betreiber;
- eine ausführliche Beschreibung der Ressourcen, die den Landwirten zur Verfügung gestellt werden können, deren Betriebe durch das Projekt gefährdet sind;
- Maßnahmen in puncto Mobilität des Personen- und Warenverkehrs innerhalb und außerhalb des Gewerbegebietes, inklusive Staffelnung beim Bau des Zubringers zur Autobahn E 42, Erhaltung der Absicherung der Wander- und Radwege und Maßnahmen zur Verkehrssicherheit auf den Ortsstraßen;
- Maßnahmen zur Abschirmung des Gewerbegebietes.

Art. 6 - Der Minister für Raumordnung, Städtebau und Umwelt wird mit der Ausführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 22. April 2004.

Der Minister-Präsident
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
Der Minister für Raumordnung, Städtebau und Umwelt
M. FORET

Der Plan kann bei der Generaldirektion der Raumordnung, des Wohnungswesens und des Erbes, rue des Brigades d'Irlande 1 in 5100 Jambes, und bei der betroffenen Gemeindeverwaltung eingesehen werden.

Das Gutachten des CRAT ist hiernach veröffentlicht.

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

[C - 2004/27126]

22 APRIL 2004. — Besluit van de Waalse Regering tot definitieve goedkeuring van de herziening van het gewestplan van Doornik-Leuze-Péruwelz met het oog op de inschrijving van een gemengde bedrijfsruimte en een industriële bedrijfsruimte op het grondgebied van de stad Doornik (Blandain en Marquain), in uitbreiding van de bedrijfsruimtes van Doornik Ouest I en II en de inschrijving van een reserveringsoppervlakte voor het tracé van een nieuwe autosnelwegverbinding aan die gebieden (plaat 37/6N)

De Waalse Regering,

Gelet op het Waalse Wetboek van ruimtelijke ordening, stedenbouw en patrimonium, o.a. artikelen 22, 23, 30, 35, 37, 41 tot 46 en 115;

Gelet op het Schéma de développement de l'espace régional (SDER) goedgekeurd door de Regering op 27 mei 1999;

Gelet op het koninklijk besluit van 24 juli 1981 tot vaststelling van het gewestplan van Doornik-Leuze-Péruwelz, o.m. gewijzigd door de besluiten van de Waalse Gewestexecutieve van 20/12/1990 (inschrijving van het tracé van de A8), 07/03/1991 (inschrijving van het industriegebied van Doornik-Ouest) en 29/07/1993 (inschrijving van het tracé van de RN511 en ambachtelijke gebieden te Pecq en te Estaimpuis);

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 18 oktober 2002 tot besluit van de herziening van het gewestplan Doornik-Leuze-Péruwelz en tot goedkeuring van het voorontwerp van wijziging van plan met het oog op de inschrijving van een gemengde bedrijfsruimte en een industriële bedrijfsruimte op het grondgebied van de stad Doornik, in uitbreiding van de industriegebieden van Doornik Ouest I en II (plaat 37/6N);

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 18 september 2003 tot goedkeuring van ontwerp tot herziening van het gewestplan van Doornik-Leuze-Péruwelz met het oog op de inschrijving van een gemengde bedrijfsruimte en een industriële bedrijfsruimte op het grondgebied van de stad DOORNIK, in uitbreiding van de industriegebieden van Doornik Ouest I en II (plaat 37/6N);

Gelet op de klachten en opmerkingen geformuleerd tijdens het openbare onderzoek dat werd gevoerd te Doornik tussen 11 oktober 2003 en 24 november 2003, aangaande volgende thema's :

- recht op informatie;
- alternatief ontwerp;
- gemengde stadscentra;
- betwisting van de relevantie van het ontwerp en de werkgelegenheid die het mogelijk kan scheppen;
- toepassing van het gebied;
- renovatie van oude niet meer in gebruik zijnde sites;
- bereikbaarheid van de site;
- impact van het ontwerp op de landbouwfunctie;
- impact op het landschap en aanleg van milieupervlaktes;
- waterbeheer;
- overlast en risico op vervuiling;

Gelet op het advies onder voorwaarden van de gemeenteraad van Doornik van 15 december 2003;

Gelet op het gunstige advies betreffende de herziening van het gewestplan van Doornik-Leuze-Péruwelz met het oog op de inschrijving van een gemengde bedrijfsruimte en een industriële bedrijfsruimte op het grondgebied van de stad DOORNIK, in uitbreiding van de industriegebieden van Doornik Ouest I en II en een oppervlakte voor reservatie voor het tracé van een nieuwe autosnelwegverbinding aan deze gebieden (plaat 37/6N) uitgevaardigd door de Gewestelijke commissie voor ruimtelijke ordening op 12 maart 2004;

Gelet op het gunstige advies van de CWEDD Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement Durable (tegenhanger Vlaamse MiNa-raad) van 4 maart 2004;

Validatie van het milieueffectenrapport

Overwegende dat, in haar beslissing van 18 september 2003, de Regering heeft gemeend dat in het milieueffectenrapport alle elementen stonden die noodzakelijk waren voor de beoordeling van de opportuniteit en de afstemming van het ontwerp, en heeft het dus als volledig beschouwd;

Overwegende dat klagers wijzen op lacunes in het milieueffectenrapport wat de impact op de landbouw en de werkgelegenheidsgraad betreft; dat een andere meent dat de oppervlakte van de bedrijfsruimte ruim overschat is door het milieueffectenrapport;

Overwegende dat de Gewestelijke commissie voor ruimtelijke ordening meent dat de kwaliteit van het milieueffectenrapport goed is, ook al staan er enkele fouten in;

Overwegende dat de CWEDD meent dat de auteur een bevredigend werk heeft afgeleverd, ook al is er soms een gebrek aan samenhang en staan er enkele onduidelijkheden in.

Overwegende dat die elementen niet van die aard zijn om de beoordeling van het ontwerp ongeldig te maken, aangezien de Regering over alle noodzakelijke elementen beschikte om een beslissing te nemen;

Overwegende dat het milieueffectenrapport voldoet aan artikel 42 van het CWATUP en aan het lastenboek; dat de Regering voldoende is ingelicht om met kennis van zaken uitspraak te doen;

Afstemming van het ontwerp op de behoeften

Overwegende dat het de doelstelling van de Regering is, op korte termijn te voldoen aan de behoeften aan de geschatte nodige ruimte voor economische activiteit naar het jaar 2010 toe;

Overwegende dat, op basis van een door de DGEE (Direction générale de l'économie et de l'emploi) opgemaakt rapport en de analyse ervan, de Regering in haar besluit van 18 oktober 2002, heeft gemeend dat het grondgebied van de Intercommunale d'aménagement et de développement économique van Doornik, Aat en de omliggende gemeentes (IDETA) in twee subruimtes moest worden onderverdeeld : het westen (regio van Doornik) en centrum-oosten (regio's Leuze en Aat, en Edingen);

dat hij heeft gemeend dat het westen van het grondgebied van de IDETA, beschouwd als het referentiegebied in voorliggend besluit, globaal genomen op 10 jaar een behoefte aan voor economische activiteit bestemde terreinen vertoont van ongeveer 82 hectare netto-oppervlakte, waarbij nog een forfaitaire 10% bijkomende oppervlakte noodzakelijk is voor de technische uitrusting van het gebied, dus een oppervlakte van ongeveer 90 hectare die als bedrijfsruimte moet worden ingeschreven; dat de grensoverschrijdende dynamiek die wordt gegeneerd door de aan Doornik grenzende polen, de inschrijving rechtvaardigen van een oppervlakte die iets hoger is, nl. 104 ha;

Overwegende dat het milieueffectenrapport deze analyse niet in twijfel heeft getrokken : zowel de relevantie van de afbakening van het referentiegebied, als het bestaan van socio-economische behoeften in dit gebied, binnen het door de Regering bepaalde tijdsbestek, zijn bevestigd;

Overwegende dat de Gewestelijke commissie voor ruimtelijke ordening, ondanks de klachten tijdens het openbare onderzoek, achter de validatie van de behoeften uit het milieueffectenrapport voor het referentiegebied staat, waarbij ze aangeeft dat de 9,5 ha langs het dorp Blandain is bestemd voor de aanleg van een afzonderingsinfrastructuur;

Overwegende dat indien de CWEDD bepaalde twijfels heeft over de afstemming van de oppervlaktes in verhouding tot de behoeften, waarbij hij betreurt dat de studie vooral werd uitgevoerd via het extrapoleren van situaties die voor Tournai-Ouest I en II golden, deze schattingsmethode enerzijds klassiek en over het algemeen aanvaard is en anderzijds, indien moest blijken dat die angst gedeeltelijk gegrond is, aan die bezwaren zou worden tegemoet gekomen, zoals de CWEDD het zelf voorstelt, via het opleggen van de door het Lastenboek inzake stedenbouw en milieu geplande fasering;

Validatie van het ontwerp

Overwegende dat het besluit van 18 oktober 2002 is gegrond op de beschouwing dat het voorontwerp bijdraagt tot het versterken van de ruimtelijke structuur van het SDER; dat Doornik er wordt beschouwd als een pool gelegen in het transregionale samenwerkingsgebied met de Rijselse agglomeratie en een ankerpunt op de 'eurocorridor Rijsel-Luik;

Overwegende dat het milieueffectenrapport de optie van het voorontwerp van wijzigingplan gegrond heeft geacht voor wat betreft de inschrijving van een bedrijfsruimte van 104 hectare op het grondgebied van de stad Doornik;

Overwegende bijgevolg dat de Regering zijn optie heeft bevestigd in het besluit van 18 september 2003;

Overwegende dat ook de Gewestelijke commissie voor ruimtelijke ordening deze beslissing valideert;

Onderzoek van de alternatieve locaties

Overwegende dat, conform artikel 42, alinea 2, 5° van het Waalse Wetboek, en het speciale lastenboek, het milieueffectenrapport op zoek is gegaan naar alternatieven; dat die alternatieven kunnen slaan op de lokalisatie, de afbakening of de toepassing van het in het ontwerp van het gewestplan in te schrijven gebied;

Overwegende dat de auteur van het milieueffectenrapport geen enkel lokalisatiealternatief heeft gevonden en de voorgestelde site het meest geschikt is om te beantwoorden aan de doelstellingen van de herziening van het gewestplan;

Onderzoek van de alternatieve afbakeningen en toepassingen

Overwegende anderzijds dat het milieueffectenrapport heeft aangetoond dat de nadelen van het ontwerpgebied aanzienlijk kunnen worden verminderd indien de afbakening werd gewijzigd, waardoor, via een uitbreiding van de oppervlakte met 6,8 hectare, een nieuwe toegang tot de E42 autosnelweg mogelijk zou zijn, wat de bereikbaarheid van de site zal verbeteren en de veiligheid zal verhogen; dat die bijkomende oppervlakte gecompenseerd wordt door een evenredige uitbreiding van de afzonderingsinfrastructuur in het noordoosten van het activiteitengebied om op die manier beter het dorp Blandain tegen de overlast te beschermen;

Overwegende bovendien dat het milieueffectenrapport heeft voorgesteld om de lokalisatie van de gemengde bedrijfsruimte te wisselen met die van de industriële bedrijfsruimte om die op die manier rechtstreeks met de spoorweg in het noorden van de site te verbinden; dat de Regering voor deze optie heeft gekozen omdat op die manier een bimodale bediening van het industriële deel mogelijk wordt;

Overwegende dat de Regering in haar besluit van 18 september 2003 dus heeft gemeend dat uit deze vergelijkende studie blijkt dat de beste oplossing om te beantwoorden aan de door de Regering nagestreefde doelstellingen erin bestaat te opteren voor het voorontwerp, door de oppervlakte te herzien volgens de door de auteur van het milieueffectenrapport geformuleerde suggesties en door de ligging van de gemengde en industriële bedrijfsruimte om te keren, en dus als herziening van het gewestplan te opteren voor de inschrijving van dit gebied volgens een conform het ontwerp gewijzigde afbakening;

Overwegende dat de CWEDD meent dat de door de auteur van de studie voorgestelde en door de Regering gekozen variatie de beste oplossing is voor de inschrijving van een gemengde en industriële bedrijfsruimte op deze plaats;

Overwegende dat de Gewestelijke commissie voor ruimtelijke ordening geen kritiek heeft geuit op deze oplossing.

Rekening houden met de algemene aanbevelingen van de CWEDD

Overwegende dat de CWEDD in zijn verschillende adviezen een reeks algemene beschouwingen heeft geuit inzake de herzienings- en algemene aanbevelingsprocedure betreffende de eventuele toepassing van de ontwerpen;

Overwegende om te beginnen dat hij meent dat het evaluatiewerk voor de uitvoering van het prioritaire plan pas relevant zal zijn indien de planting van de structuren afhankelijk wordt gemaakt van een nieuwe evaluatie van de gevolgen eigen aan de bedrijvengroep; dat hij vraagt dat bij de vestiging van bedrijven, er een evaluatie van het milieu wordt uitgevoerd per bezettingsfase van de activiteitzone om een globale visie te hebben op de schaal ervan;

Overwegende dat het Lastenboek inzake stedenbouw en milieu waarvan de uitvoering wordt opgelegd door artikel 31bis van het CWATUP, een maximale geldigheidsduur van tien jaar zal hebben; dat de hernieuwing ervan noodzakelijkerwijs een nieuw onderzoek van de situatie zal vergen en een aanpassing van de bepalingen zal mogelijk maken aan de evolutie die op het terrein zal zijn vastgesteld en aan de bijkomende gegevens die intussen zullen zijn verzameld; dat desgevallend van dit nieuwe onderzoek moet worden geprofiteerd om de gepaste procedures in gang te zetten om de bestemming te wijzigen of aan te passen; dat die procedure het dus mogelijk zal maken aan de door de CWEDD geformuleerde suggestie te voldoen;

Overwegende dat de CWEDD vervolgens zijn aanbevelingen over de relatie tussen mobiliteit, transport en ruimtelijke ordening herhaalt; dat hij verheugt is vast te stellen dat via het Lastenboek inzake stedenbouw en milieu, de uitvoering van een mobiliteitsplan wordt opgelegd, dat het mogelijk zal maken het gebruik van zachte vervoersmodi en openbaar vervoer aan te moedigen; dat hij erop aandringt dat het voetgangers- en fietsverkeer in de nieuwe bedrijfsruimtes wordt beveiligd;

Overwegende dat deze suggestie opportuun lijkt; dat dient opgelegd te worden dat die beveiliging deel uitmaakt van het Lastenboek inzake stedenbouw en milieu;

Overwegende voor het overige dat de wens om de nieuwe bedrijfsruimtes te bedienen met het openbaar vervoer niet in tegenspraak is met het door de Regering gevoerde beleid; dat het netwerk van de TEC (Waalse vervoersmaatschappij) zodanig is georganiseerd dat de voornaamste plaatsen op het grondgebied die verkeer genereren bediend zijn, en aangezien het essentieel via de weg verloopt, is het zonder hoge investeringen, makkelijk aan te passen in functie van de evolutie van de plaatsen die de stromen genereren; dat anderzijds, gelet op zijn structurele kost, het spoor enkel een oplossing biedt voor de mobiliteitsproblemen als het om lange afstanden en grote volumes gaat; dat voor de meeste individuele transportbehoeften van de KMO's die zich in de nieuw aangelegde bedrijfsruimtes zullen vestigen, het spoor enkel zal kunnen worden gebruikt in combinatie met andere transportmiddelen, vooral via de weg; dat het dus via een intermodaliteit tussen spoor en weg is, die zal worden opgenomen in de door de Lastenboeken inzake stedenbouw en milieu opgelegde plannen, dat de door de CWEDD vooropgestelde duurzame doelstellingen inzake mobiliteit zullen kunnen worden gehaald;

Bijzondere overwegingen

Overwegende dat met volgende elementen rekening moet worden gehouden :

Gemengde stadscentra

In het voorontwerp heeft de Regering gemeend dat de inschrijving van de bedrijfsruimte verenigbaar was met de principes van het SDER omdat :

- het ontwerp ingeschreven staat in een gemeente die opgenomen is als ontwikkelingsgebied en interventiegebied van de Europese fondsen voor ontwikkeling;
- ook al draagt het ontwerp misschien niet bij tot het herstel van het stadsweefsel, het sluit nochtans aan op de bestaande bebouwing aangezien het gelegen is ten noordwesten van de autosnelweg A17 (Doornik-Brugge), nabij de bestaande activiteitenparken van Tournai Ouest I en II, wat synergieën met de reeds aanwezige bedrijven en een beter gebruik van bepaalde beschikbare uitrustingen zonder gevoelige versterking mogelijk maakt;

Het milieueffectenrapport heeft deze analyse bevestigd.

Meerdere klagers wijzen op de noodzaak de stadscentra te herdynamiseren door de vestiging van kleine handelszaken en diensten aan de bevolking in het stadscentrum te promoten.

De Gewestelijke commissie voor ruimtelijke ordening meent dat met deze bezorgdheden passend rekening wordt gehouden door het verbod om de vestiging van kleine handelszaken en diensten aan de bevolking in het gebied te verbieden, om op die manier het stadscentrum van Doornik niet te ontwrichten.

De Regering deelt deze analyse en behoudt dus die verplichting.

Impact op de landbouw

Meerdere klagers protesteren tegen de impact van het ontwerp op het landbouwfunctie en wijzen erop dat meerdere exploitanten zullen getroffen zijn. Bepaalde onder hen eisen een passende schadevergoeding.

In het voorontwerp heeft de Regering gemeend dat de herziening van het plan een impact had op de landbouwfunctie, wat gerechtvaardigd was door het marginale karakter ervan in verhouding tot de nuttige landbouwoppervlakte in het referentiegebied, gelet op het aantal gecreëerde arbeidsplaatsen (socio-economische impact van het ontwerp zou zich moeten vertalen in het scheppen van ongeveer 1700 arbeidsplaatsen op de site) en de door de lokalisatie en de voormelde troeven afgeleide economische ontwikkeling. De verzamelde gegevens zorgen niet voor een wijziging van deze beoordeling.

Het milieueffectenrapport heeft eraan toegevoegd dat het ontwerp een impact zou hebben op meer dan twintig exploitaties. Om de impact ervan te beperken en het principe van spaarzaamheid toe te passen, stelt het voor, mocht het gebied niet worden toegepast binnen een periode van drie jaar vanaf datum van voorliggend besluit, het terug in zijn oorspronkelijke bestemming te herstellen.

De Gewestelijke commissie voor ruimtelijke ordening vindt dit een interessant voorstel maar voegt eraan toe dat de voorgestelde termijn totaal onrealistisch is gelet op de geldende procedures en de noodzaak het activiteitengebied te verkrijgen via wettelijke procedures van economische expansie.

Door het volledige prioritaire bedrijfsruimteplan zal een maximum van 1200 hectare een bestemming als bedrijfsruimte krijgen, waarvan een aanzienlijk deel dat momenteel als landbouwgebied geklasseerd staat, nl. ongeveer 1,5 % van de nuttige landbouwoppervlakte in het Waalse Gewest (volgens de gegevens van het DGA (Direction Générale de l'Agriculture), 756.567 hectare in 2002, laatste jaar waarvoor cijfers bekend zijn). Gelet op de tijd die nodig is om die nieuwe bestemmingen uit te voeren en de door het Lastenboek inzake stedenbouw en milieu opgelegde fasering, kunnen we ervan uitgaan dat het proces ter wijziging van de bestemming over een tiental jaar zal worden gespreid.

Het verlies van die oppervlaktes kan op regionaal niveau dus maar een marginale impact hebben op het landbouwbedrijf.

Om te beginnen omdat het verlies van bebouwbare landbouwgrond ruim zal worden goedgehaakt door een verhoging van de landbouwproductie : indien Inter-Environnement-Wallonie en de Gewestelijke commissie voor ruimtelijke ordening aangeven dat het verlies van landbouwgronden tot een daling van de graanproductie met jaarlijks ongeveer 7.800 ton zou leiden, dan kunnen we, gelet op het aantal in het Gewest bestemde hectares voor deze cultuur (190.000), opmerken dat de stijging van de productiviteit (volgens de DGA, gemiddelde productiviteitswinst van 100 KG/ha/jaar) van die aard zal zijn dat de productiestijging (190.000 ton over 10 jaar) 2,5 maal het aangeklaagde verlies zal bedragen.

Indien er tenslotte een negatief effect van sommige wijzigingen van het gewestplan te vrezan valt voor private bedrijven, dan moet er parallel met het verlies van gronden die ze zullen lijden, de oppervlakte aan landbouwgronden die jaarlijks het voorwerp vormt van een vastgoedmutatie, tegenover worden geplaatst, nl. 9.000 hectare.

Zoals hierboven reeds aangegeven zou de toepassing van het prioritaire plan bedrijfsruimte het landbouwbedrijf over tien jaar jaarlijks ongeveer 120 hectare moeten onttrekken. De compensatie van die verliezen voor de betrokken landbouwers zal dus slechts 1,3 % vertegenwoordigen van het jaarlijkse geheel van vastgoedmutaties van de landbouwgronden, welke zich trouwens inschrijven in een algemene context van hergroepering van geëxploiteerde gronden in bredere gehelen.

Bijgevolg kunnen we dus vooropstellen dat de door de wijziging van de gewestplannen getroffen landbouwers gronden zullen terugwinnen om te kunnen voldoen aan de behoeften van hun bedrijf.

Ook al zullen ze misschien niet dezelfde kenmerken vertonen inzake exploitatiegemak, toch moeten ze het een groot aantal bedrijven mogelijk maken in aanvaardbare omstandigheden te overleven. De aangerichte schade zal via ontegeningsvergoedingen worden gecompenseerd.

De Regering stelt vast dat door het Lastenboek inzake stedenbouw en milieu een fasering op te leggen van de toepassing van dit gebied, aan deze bezorgdheid zal worden tegemoetgekomen aangezien op die manier het gebied progressief en in functie van de behoeften zal worden toegepast, en dat anderzijds de geldigheidsduur van tien jaar van het Lastenboek inzake stedenbouw en milieu zal leiden tot een nieuwe evaluatie van de bodembezetting, waardoor het mogelijk zal worden een nieuwe bestemming voor te stellen in functie van de behoeften waaraan echt zal moeten worden voldaan. Deze maatregel moet voldoen aan de doelstelling van de CWEDD, nl. een aanvraag tot oprichting van een beheersstructuur en een opvolging van de transfer van landbouwgronden en van de compensaties.

Als natuurlijke en menselijke maatregel zal er een gedetailleerde nota moeten instaan, waarin de middelen staan aangegeven waarover de landbouwers, van wie het voortbestaan van het bedrijf door het ontwerp is bedreigd, zullen kunnen beschikken.

De eventuele aanvragen tot schadevergoeding zullen worden geregeld binnen het kader van de onteigeningsprocedures. Indien die ontoereikend blijken te zijn, ressorteren die aanvragen onder de gerechtelijke instanties, die de landbouwers die zouden zijn benadeeld, de passende schadevergoedingen zullen toekennen, conform het gemeen recht.

Bereikbaarheid en multimodaliteit

Klagers stellen voor het gebied te verbinden met de spoorweg. Sommigen herinneren eraan dat die verbinding al sinds 1970 is gepland.

Zoals de Gewestelijke commissie voor ruimtelijke ordening opmerkt is het net om een aansluiting van de industriële bedrijfsruimte op de spoorweg mogelijk te maken dat op 18 september 2003 werd geopteerd voor een omkering van de gemengde bedrijfsruimte en de industriële bedrijfsruimte.

Wat de bereikbaarheid via de weg en de autosnelweg betreft wijzen meerdere klagers op volgende problemen :

- Om de mobiliteit rond Doornik te verhogen moeten de rijstroken op de E42-A17 op drie, of zelf op vier rijstroken worden gebracht, er zou een aansluiting moeten komen richting Douai en het multimodale platform van Dourges, waardoor het verkeer via het oosten of het zuiden rond de stad zou kunnen worden geleid;
- De toegang tot het gebied via het zuiden zou kunnen worden geschrapt waardoor het gebied enkel via de bestaande wegen van Tournai I en II bereikbaar zou blijven, waardoor het doorgaande verkeer via de straat « rue du Moulin de Calonne » en het kruispunt van Faisan vermeden wordt;
- De nieuwe toegangsweg naar de E42 zou pas in de laatste fase van de toepassing van het gebied worden gebouwd, voor het geval het volledige gebied zou zijn bezet;
- Het reserveringsgebied dat is voorzien voor de verlenging van de A17 tot aan de N7 moest worden geschrapt omdat het MET (Le ministère de l'Équipement et des Transports) de ringweg ten zuiden van Doornik heeft opgegeven;
- Het ontwerp zou voor een toename van de mobiliteit zorgen, wat in strijd zou zijn met de principes van het gemeentelijke mobiliteitsplan van de stad Doornik.

De Gewestelijke commissie voor ruimtelijke ordening heeft vastgesteld dat de meeste van die opmerking niet gegrond waren :

- Het Gemeentelijk mobiliteitsplan van Doornik voorziet geen verzadiging van de A8 voor 2015, het ogenblik waarop het aantal rijstroken op 3 kan worden gebracht;
- De afbakingsvariante waarvoor het ontwerp heeft geopteerd vermijdt het dichtslibben van de lokale wegen. Het Lastenboek inzake stedenbouw en milieu plant anderzijds bepalingen om de veiligheid van het lokale verkeer te garanderen;
- Het Lastenboek inzake stedenbouw en milieu zal de uitvoering van de toegang tot de E42 kunnen faseren, rekening houdend met behoeften;
- Het Gemeentelijk mobiliteitsplan van de stad Doornik heeft geen betrekking op de site, die te ver ligt van het stadcentrum.

Een klager stelt voor de haven-, spoor- en autosnelwegmogelijkheden te gebruiken die de Schelde, stroomafwaarts van Doornik biedt.

De Regering ontkent de mogelijkheden van de Schelde niet en ze worden geëxploiteerd binnen het kader van andere ontwerpen te Doornik - Vaulx en Pecq-Herminnes aangezien het voorwerp van voorliggende herziening erin bestaat aan andere behoeften te voldoen, die geen toegang tot de waterweg vereisen, en waaraan ook moet worden voldaan.

Wat de schrapping van het reserveringsgebied betreft die is voorzien voor de verlening van de A7, kan de Regering enkel vaststellen dat ze niet het voorwerp vormt van voorliggende procedure en dat ze dus afzonderlijk zal moeten worden bestudeerd. Ze is niet verbonden met huidig ontwerp.

De opmerkingen betreffende de bereikbaarheid met het openbaar vervoer zullen, zoals de Gewestelijke commissie voor ruimtelijke ordening aangeeft, worden geregeld door de verplaatsingsplannen van de bedrijven die door het Lastenboek inzake stedenbouw en milieu worden opgelegd.

De Gewestelijke commissie voor ruimtelijke ordening wijst er overigens op dat het luik mobiliteit van het Lastenboek inzake stedenbouw en milieu het behoud van fiets- en wandelpaden op de site zal mogelijk maken, waarvan sommige klagers de bescherming eisen.

De MET en de operator, elk binnen zijn bevoegdheden, zullen instaan voor een passende signalisatie op de site.

Betwisting van de relevantie van het ontwerp en de werkgelegenheid die het mogelijk kan scheppen

Klagers betwisten dat het aantal jobs dat mogelijk zal worden gecreëerd zo hoog zal liggen als aangekondigd. Een van hen vraagt dan ook een beperking van de oppervlakte van het gebied. Andere vrezen er dan weer voor dat de vestigingen in het gebied tijdelijk zullen zijn; Franse en Vlaamse bedrijven die de terreinen een tijdje zullen bezetten, om te kunnen profiteren van de daarmee verbonden fiscale voordelen en vervolgens terug te vertrekken.

De Gewestelijke commissie voor ruimtelijke ordening die erop wijst dat de bestaande parken momenteel bijna verzadigd zijn neemt deze bezorgdheden over en stelt voor bij de eerste verkoop van terreinen een clause op te leggen die een akkoord over investeringen koppelt aan het scheppen van een bepaald aantal jobs.

De Regering deelt deze bezorgdheid. Ze wijst er nochtans op dat het de opdracht is van de operatoren die de bedrijfsruimtes beheren erover te waken dat de terreinen ter beschikking worden gesteld van ondernemingen die jobs op lange termijn zullen scheppen. Dit is hun opdracht binnen het kader van de bevoegdheden die de wet inzake economische expansie, en meer bepaald art. 32 en 32 bis, hen verleend en waardoor ze verkoopcontracten zullen kunnen opzeggen wanneer aan de opgelegde voorwaarden niet is voldaan. Het is aan de operatoren om erover te waken dat die terreinen ter beschikking van ondernemingen worden gesteld die economische activiteiten ontplooiën die jobs op lange termijn scheppen.

Toepassing van het gebied

De Gewestelijke commissie voor ruimtelijke ordening wijst erop dat de verschillende klachten die betrekking hebben op de toepassing van het gebied zullen moeten worden geregeld binnen het kader van de uitwerking van het Lastenboek inzake stedenbouw en milieu. Dit geldt voor opmerkingen die te maken hebben met :

- de fasering van de bezetting van het gebied en het opleggen van voorschriften inzake bezettingsdichtheid, om het principe van het spaarzaam omgaan met de bodem te respecteren;
- de uitvoeringsmodaliteiten van het Lastenboek inzake stedenbouw en milieu, die worden geregeld door de omzendbrief van 29 januari 2004.

Het is aan de operator om de omwonenden te informeren met de middelen die hij passend zal achten en o.m. via de oprichting van een begeleidingscomité.

Impact op het landschap en aanleg van milieuoppervlaktes

Klagers wijzen op de verslechtering van het levenskader. Ze vragen dat regels zouden worden opgelegd om de gebouwen beter te integreren en een vegetatie aan te planten op basis van inheemse plantensoorten.

Een andere vraagt een afzonderingsinfrastructuur aan te leggen want het beschermingsgebied rond het gehucht Touquet is te klein en het centrum van het dorp Blandain is van de site gescheiden door een spoorweg zonder enige andere vorm van bescherming.

De Gewestelijke commissie voor ruimtelijke ordening wijst erop dat dankzij de omkering van de gemengde bedrijfsruimte en industriële bedrijfsruimte en de aanleg van een afzonderingsoppervlakte van 50 meter diepte, langs de hele noordwest kant van de gemengde bedrijfsruimte, gekozen door het besluit van 18 september 2003, deels aan die bezwaren wordt tegemoet gekomen. De luiken « landschap » en « bebouwing en architectuur » van het Lastenboek inzake stedenbouw en milieu zullen de resterende bezorgdheden aanpakken.

Renovatie van oude niet meer in gebruik zijnde sites

Klagers stellen voor het potentieel van de niet meer in gebruik zijnde sites te exploiteren, meer bepaald dat van de baksteenfabriek van Froyennes, liever dan nieuwe landbouwgronden te bestemmen voor economische activiteit.

De auteur van het milieueffectenrapport heeft de lokalisatiealternatieven geanalyseerd die mogelijks tegemoetkomen aan de doelstellingen van de Regering. Hij is tot het besluit gekomen dat er geen alternatieve site bestond.

De Gewestelijke commissie voor ruimtelijke ordening stelt vast dat binnen het referentiegebied, het westelijke gebied van het grondgebied van de IDETA, buiten de groeven, er geen niet meer in gebruik zijnde bedrijfsruimte bestaat met voldoende oppervlakte.

De Regering staat achter deze analyse.

Waterbeheer

Wat betreft het beheer van het grond- en oppervlaktewater, het insijpelende water en de risico's op overstroming, worden verschillende opmerkingen geformuleerd. Klagers verwijten het milieueffectenrapport onvoldoende rekening te hebben gehouden met deze fenomenen.

De Gewestelijke commissie voor ruimtelijke ordening tempert deze kritieken. Het milieueffectenrapport heeft op een correcte manier rekening gehouden met de verschillende soorten impact die moesten worden bestudeerd.

Door de decretale en reglementaire bepalingen die van toepassing zijn na te leven, kunnen regenwater en afvalwater passend worden behandeld.

Wat het afvalwater betreft zal het Lastenboek inzake stedenbouw en milieu bovendien passende oplossingen opleggen om het extreme zuiden van het gebied af te wateren, en om de bedrijfsruimtes aan beide kanten van de waterscheidingslijn efficiënt af te wateren. De studies die zullen worden gevoerd zullen de juiste plaats en afmeting van de stormbekkens bepalen.

Hinder en risico's op vervuiling

Verschillende klagers protesteren tegen de hinder die de exploitatie van het gebied voor hen zal veroorzaken : luchtvervuiling, geurhinder, stof, wijziging van het landschap, lawaai, wegverkeer, ... Dit is vooral het geval voor de inwoners van het dorp Touquet.

De Gewestelijke commissie voor ruimtelijke ordening ontkent die risico's niet helemaal maar stelt vast dat de omkering van de gemengde bedrijfsruimte en industriële bedrijfsruimte en de aanleg van een afzonderingsoppervlakte die risico's op een efficiënte manier de kop indrukt.

Het Lastenboek inzake stedenbouw en milieu zal die elementen integreren om te bepalen wat de meest efficiënte afzonderingsoppervlakte is.

Fysische contraintes

In het voorontwerp heeft de Regering gemeend dat de site aan geen enkele gerepertorieerde fysische contrainte was onderworpen.

Het milieueffectenrapport heeft erop gewezen dat de site in een gevoelig karstgebied ligt met matige risico's op instortingen. Een klager heeft ernaar verwezen.

Om rekening te houden met de mogelijke moeilijkheden veroorzaakt door de door het milieueffectenrapport aangetoonde karstfenomenen, heeft de Regering via het Lastenboek inzake stedenbouw en milieu, de uitvoering van een geotechnische studie opgelegd die zal kunnen bepalen aan welke bijzondere voorzorgsmaatregelen de in het gebied op te richten gebouwen zullen moeten beantwoorden.

De Gewestelijke commissie voor ruimtelijke ordening staat achter deze beslissing.

Begeleidende maatregelen

Overwegende dat artikel 46, § 1, al. 2, 3° van het CWATUP bepaalt dat de inschrijving van een nieuwe bedrijfsruimte hetzij de bestemmingswijziging van de niet meer in gebruik zijnde bedrijfsruimte, hetzij de goedkeuring van andere maatregelen die gunstig zijn voor de bescherming van het milieu, hetzij een combinatie van die twee begeleidingsmaatregelen inhoudt;

Overwegende dat de begeleidende maatregelen enerzijds moeten afhangen van de intrinsieke milieukwaliteit van de voor bebouwing bestemde oppervlakte en anderzijds van de objectieve inbreng van die begeleidingsmaatregelen;

Overwegende dat de renovatie van niet meer in gebruik zijnde bedrijfsruimtes een van de belangrijkste begeleidingsmaatregelen blijft;

Overwegende dat de Regering, binnen het kader van de begeleidingsmaatregelen bij voorliggende herziening van het gewestplan, een aantal niet meer in gebruik zijnde bedrijfsruimtes een nieuwe bestemming wil geven.

Overwegende dat, bij de evaluatie van de verhouding tussen begeleidingsmaatregelen en de inschrijvingsontwerpen van nieuwe bedrijfsruimtes, het redelijk is rekening te houden met enerzijds de gedifferentieerde impact van de renovatie van niet meer in gebruik zijnde bedrijfsruimtes volgens hun locatie en hun vervuiling, anderzijds met de impact op het milieu van de aanleg van een nieuwe bedrijfsruimte, die verschilt naargelang haar kenmerken en ligging; dat op die manier, mits eerbiediging van het proportionaliteitsprincipe, blijkt dat een zware renovatie meer moet wegen dan de renovatie van een minder vervuilde site, dat de impact van voor het milieu gunstige maatregelen moet worden ingeschat in functie van het effect dat men er redelijkerwijze mag van verwachten, en dat die maatregelen des te belangrijker moeten zijn, of minder, dan de aanleg van het nieuwe gebied met al dan niet aanzienlijke impact op zijn omgeving;

Overwegende dat, bij gebrek aan elementen die de factoren kunnen objectiveren, welke die lasten en de impact volledig kunnen beoordelen, de Regering het nuttig acht, zowel om de voorschriften van het artikel 46, § 1, al. 2, 3° van het CWATUP zeker te eerbiedigen en in haar bekommernis om, zoveel als redelijkerwijs mogelijk is, de renovatie van niet meer in gebruik zijnde bedrijfsruimtes te promoten, een strikte interpretatie van de tekst goed te keuren, en een verdeelsleutel te hanteren die ongeveer overeenkomt met een m² renovatie van een niet meer in gebruik zijnde bedrijfsruimte voor een m² niet bebouwbaar ruimte die voortaan is bestemd voor economische activiteit (met aftrek van de oppervlaktes die voorheen voor economische activiteit waren bestemd en die gereclassificeerd zijn als niet te bebouwen gebied);

Overwegende dat de door artikel 46, § 1, al. 2, 3° van het CWATUP bepaalde begeleiding op regionaal vlak kan worden ingeschat; dat aangezien voorliggend ontwerp in het raam van een prioritair plan moet worden gezien dat het volledige Gewest wil voorzien van nieuwe ruimtes voor economische activiteit, de voormelde verdeelsleutel dus algemeen kan worden toegepast, waarbij de compensatie kan gebeuren tussen het geheel van oppervlaktes afgezonderd van gebieden die niet als te bebouwen gebied zijn opgenomen om voor economische activiteit te worden bestemd (met aftrok van de oppervlaktes die voorheen voor economische activiteit waren bestemd en die gereclassieerd zijn als niet te bebouwen gebied) enerzijds en het geheel van niet meer in gebruik zijnde bedrijfsruimtes die een nieuwe bestemming hebben gekregen anderzijds;

Overwegende nochtans dat, ten einde een geografische verdeelgelijkheid na te streven, het nuttig lijkt, aangezien de nieuwe ruimtes die het prioritaire plan bestemt voor economische activiteit verdeeld liggen over het hele Gewest, erover te waken dat de niet meer in gebruik zijnde bedrijfsruimtes ook op een gelijke manier zijn verdeeld;

Overwegende dat, om die doelstelling na te streven, het Gewest in vijf evenwichtige en geografisch homogene sectoren werd verdeeld; dat het voorliggende ontwerp bij een geheel van ontwerpen werd gevoegd (Moeskroen, Aat - Gellingen, Leuze-en-Hainaut en Doornik - Vaulx, Pecq - Héribus en Pecq - Estaimpuis - Moeskroen);

Overwegende dat als begeleidingsmaatregel, de Regering beslist er rekening mee te houden volgende sites een nieuwe bestemming te geven :

— ANTOING	Brouwerij Soufflet
— ANTOING	Kasteel van Kennelée
— ANTOING	Brouwerij Farvacque
— AAT	Suikerfabriek, en opslag
— AAT	Dakpannenfabriek, rue de Foucaumont
— AAT	Suikerfabriek
— AAT	Suikerfabriek
— AAT	Suikerfabriek
— AAT	Silo's van de Dender
— CHIEVRES	Entreprises Europe
— COMINES-WANETON	Brouwerij
— ESTAIMPUIS	Leerlooierij Poulet
— LESSEN	Flessenfabricage Amphabel Schott
— LESSEN	Groeven van Syndicat
— LEUZE-EN-HAINAUT	Etablissements Motte
— LEUZE-EN-HAINAUT	Bioskoop "MAX"
— LEUZE-EN-HAINAUT	Fabriek Trenteseaux
— LEUZE-EN-HAINAUT	Etablissements Marcel Dubois
— MOUSCRON	Fabriek textile Sowatex
— PERUWELZ	Fabrieken Delhaye
— PERUWELZ	La Hersautoise
— DOORNIK	Drukkerij Casterman
— DOORNIK	Brouwerij St-Yves
— DOORNIK	Breigoed en Stomerij Jamart-Wattiez
— DOORNIK	Suikerfabriek van Barry
— DOORNIK	Breigoed Commenne
— DOORNIK	Steenbakkerij Lemaire
— SAINT-GHISLAIN	Carcoke
— BERGEN	Héribus
— LA LOUVIERE	Mestfabriek Safea
— BERGEN	Fosfaatkrijt

die een tenminste equivalente oppervlakte totaliseren;

Overwegende dat wat de maatregelen betreft die gunstig zijn voor de bescherming van het milieu zoals het CWEDD heeft onderstreept, artikel 46, § 1^{er}, alinea 2, 3° van het CWATUP het niet mogelijk maakt er de beschermingsmaatregelen die zich opdringen in op te nemen, in toepassing van hetzij het CWATUP, hetzij van een andere van kracht zijnde reglementering; dat de Regering niettemin wil onderstrepen, dat om de bescherming van het milieu te verzekeren, zij parallel met de uitvoering van een prioritair plan binnen het kader waarvan voorliggend besluit kadert, een nieuw artikel 31bis van het CWATUP heeft goedgekeurd, met als voorschrift dat elke nieuwe bedrijfsruimte gepaard gaat met een Lastenboek inzake stedenbouw en milieu dat de compatibiliteit van het gebied met haar omgeving waarborgt;

Overwegende dat op die manier meer dan voldoende is voldaan aan de door dit artikel opgelegde regel;

Lastenboek inzake stedenbouw en milieu

Overwegende dat in uitvoering van artikel 31bis van het CWATUP, voorafgaand aan de toepassing van het gebied, een Lastenboek inzake stedenbouw en milieu zal worden opgemaakt, dat de richtlijnen van de ministeriële omzendbrief van 29 januari 2004 zal naleven;

Overwegende dat de CWEDD in zijn verschillende adviezen een reeks algemene aanbevelingen heeft gedaan betreffende de eventuele implementatie van de ontwerpen, o.m. inzake beheer van water, lucht, afval, bodembewegingen, begeleiding van door het ontwerp getroffen landbouwbedrijven, mobiliteit en bereikbaarheid, integratie van landschap en begroeiing;

Overwegende dat de Regering die aanbevelingen ruim voor was, door om te beginnen in het Parlement de goedkeuring voor te stellen van artikel 31*bis* van het CWATUP, dat bepaalt dat de nieuwe bedrijfsruimtes het voorwerp zullen vormen van een Lastenboek inzake stedenbouw en milieu, en door vervolgens de inhoud van dit Lastenboek inzake stedenbouw en milieu te definiëren via een omzendbrief die zij op 29 januari 2004 heeft goedgekeurd;

Overwegende dat bepaalde door de CWEDD geformuleerde aanbevelingen verduidelijkingen aanbrenge die nuttig lijken, hetzij algemeen, hetzij voor voorliggend ontwerp, in functie van de net beschreven kenmerken; dat ze daarin zullen moeten worden opgenomen door de auteur van het Lastenboek inzake stedenbouw en milieu;

Overwegende bijgevolg dat in het Lastenboek inzake stedenbouw en milieu in elk geval de hierna opgesomde elementen zullen moeten staan;

- maatregelen die zijn genomen om een passende behandeling van water, en vooral het afvalwater, mogelijk te maken;
- nakijken van de geotechnische capaciteit van de bodem en ondergrond;
- een progressief bezettingsplan van het gebied, sector per sector, rekening houdend met de huidige bezetting van de site door de landbouwexploitanten;
- een nota waarin gedetailleerd de middelen staan aangegeven waarover de landbouwers, van wie het voortbestaan van het bedrijf door het ontwerp is bedreigd, kunnen beschikken;
- maatregelen inzake mobiliteit, binnen en buiten het gebied, van goederen en personen, dus ook de fasering van de toegang tot de E42, het behoud op de site van fiets- en wandelpaden en maatregelen om de veiligheid van het lokale verkeer te garanderen;
- afzonderingsmaatregelen van het gebied;

Overwegende dat uit het geheel van die ontwikkelingen blijkt dat het voorliggende ontwerp het meest geschikt is om, met eerbied voor de in artikel 1 van het Waalse Wetboek voor ruimtelijke ordening, stedenbouw en patrimonium opgesomde doelstellingen, te kunnen beantwoorden aan de behoefte aan ruimte bestemd voor economische activiteit, binnen het betroffen referentiegebied;

Na beraadslaging,

Op voorstel van de Minister van ruimtelijke ordening, stedenbouw en milieu,

Besluit :

Artikel 1. De Regering keurt definitief de herziening van het gewestplan Doornik-Leuze-Péruwelz goed, met de inschrijving, op het grondgebied van de stad DOORNIK, in uitbreiding van de industriegebieden van Tournai Ouest I en II (plaat 37/6N) :

- van een gemengde bedrijfsruimte
- van een industriële bedrijfsruimte
- van een reserveringsoppervlakte voor het tracé van een nieuwe verbinding tussen deze gebieden en de autosnelweg.

Art. 2. Het volgende bijkomende voorschrift, *R 1.1, is van toepassing in de gemengde bedrijfsruimte ingeschreven op het plan door voorliggend besluit :

« Kleinhandel en diensten aan de bevolking hebben geen toelating om zich te vestigen binnen het gebied *R 1.1, behalve indien ze verbonden zijn met de binnen het gebied toegelaten activiteiten ».

Art. 3. Volgend bijkomend voorschrift *R 1.5, is van toepassing in de gemengde bedrijfsruimte ingeschreven in het plan door voorliggend besluit :

« Het deel van de bedrijfsruimtes *R 1.5 is voorbehouden voor de aanleg van een afzonderingsoppervlakte. »

Art. 4. De herziening is goedgekeurd conform het plan in bijlage.

Art. 5. In het Lastenboek inzake stedenbouw en milieu, opgesteld conform artikel 31*bis* van het CWATUP, staan in elk geval volgende elementen :

- maatregelen die zijn genomen om een passende behandeling van water, en vooral het afvalwater, mogelijk te maken;
- nakijken van de geotechnische capaciteit van de bodem en ondergrond;
- een progressief bezettingsplan van het gebied, sector per sector, rekening houdend met de huidige bezetting van de site door de landbouwexploitanten;
- een nota waarin gedetailleerd de middelen staan aangegeven waarover de landbouwers, van wie het voortbestaan van het bedrijf door het ontwerp is bedreigd, kunnen beschikken;
- maatregelen inzake mobiliteit, binnen en buiten het gebied, van goederen en personen, dus ook de fasering van de toegang tot de E42, het behoud op de site van fiets- en wandelpaden en maatregelen om de veiligheid van het lokale verkeer te garanderen;
- afzonderingsmaatregelen van het gebied;

Art. 6. De Minister van ruimtelijke ordening is belast met de uitvoering van voorliggend besluit.

Namen, 22 april 2004.

De Minister-president,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van ruimtelijke ordening, stedenbouw en milieu,
M. FORET

Het plan ligt ter inzage bij het Directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Huisvesting en Patrimonium, rue des Brigades d'Irlande 1, te 5100 Jambes, en bij het betrokken gemeentebestuur.

Het advies van de CRAT wordt hieronder bekend gemaakt.